

2009



L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

Crises économiques – répercussions et enseignements





Principaux messages

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009 est le dixième rapport intérimaire de la FAO sur la faim dans le monde depuis le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996. Ce rapport souligne qu'avant même la crise alimentaire et la crise économique, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde était en progression lente mais constante. Avec l'apparition de ces crises, ce nombre avait toutefois fortement augmenté.

Sous l'effet de la crise économique mondiale, les pays en développement enregistrent une contraction des envois de fonds, des recettes d'exportation, des investissements étrangers directs et de l'aide extérieure, qui entraînent des pertes d'emploi et de revenu. Ces pertes de

revenu sont aggravées par le niveau encore relativement élevé des prix alimentaires sur les marchés locaux de nombreux pays pauvres. De ce fait, les ménages pauvres se sont trouvés dans l'obligation de réduire le nombre des repas et de consommer des aliments moins nutritifs, de diminuer les dépenses de santé et d'éducation, et de vendre leurs avoirs.

Malgré les difficultés financières que connaissent les gouvernements dans le monde entier, l'investissement agricole et les filets de sécurité demeurent des éléments clés d'une intervention efficace pour réduire l'insécurité alimentaire aujourd'hui et à l'avenir.

■ **Même avant les crises alimentaire et économique, la faim était en progression.** L'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, à savoir réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation à pas plus de 420 millions d'ici 2015, ne sera pas réalisé si les tendances qui régnaient avant ces crises se poursuivent.

■ **La FAO estime à 1,02 milliard le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2009.** Cela représente plus d'affamés que jamais depuis 1970 et une accentuation des tendances défavorables qui étaient enregistrées avant même la crise économique. L'augmentation de l'insécurité alimentaire n'est pas due à de mauvaises récoltes, mais à l'envolée des prix alimentaires nationaux, à la baisse des revenus et à une augmentation du chômage, qui ont réduit l'accès des pauvres à la nourriture. En d'autres termes, tous les avantages liés à la chute des cours mondiaux des céréales ont été largement annulés par le ralentissement économique mondial.

■ **Pour faire face au fardeau de ces crises alimentaire et économique consécutives, les pauvres réduisent la diversité de leur régime alimentaire, ainsi que leurs dépenses sur des besoins essentiels comme l'éducation et les soins de santé.** Ces mécanismes de parade ont été mis à rude épreuve pendant la crise alimentaire, et les pauvres vont maintenant être contraints de puiser encore plus dans leurs maigres avoirs, enclenchant ainsi un cercle vicieux de la pauvreté et avec un retentissement négatif à plus long terme sur la sécurité alimentaire. La mortalité infantile augmentera, et les filles seront plus touchées que les garçons.

■ **Un secteur agricole sain peut constituer un amortisseur économique et de l'emploi en période de crise, surtout dans les pays plus pauvres.** Toutefois, l'histoire des crises économiques laisse présager une prochaine diminution possible des investissements dans l'agriculture. Cela doit être évité afin que l'agriculture puisse jouer son rôle moteur dans la croissance et la réduction de la pauvreté, et être le pilier à

plus long terme de l'action sur deux fronts pour lutter contre la faim. De fait, les investissements accrus effectués dans les années 70 et 80 ont permis de réduire le nombre de personnes sous-alimentées. Une grande attention doit également être donnée au développement du secteur rural non agricole parallèlement avec l'agriculture, qui est une autre voie essentielle pour sortir de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire.

■ **Des filets de sécurité devraient être mis en place pour un impact immédiat sur les personnes vulnérables, tout en offrant des solutions durables aux problèmes sous-jacents.** En tant que pilier à plus court terme de l'action sur deux fronts, les filets de sécurité doivent permettre aux bénéficiaires d'améliorer leur solvabilité et de renforcer leur capacité d'accéder à des intrants modernes et d'adopter de nouvelles technologies, et de sortir ainsi avec succès du programme de protection sociale. Pour atteindre ces objectifs, une bonne intégration des filets de sécurité à des programmes d'aide sociale de plus grande envergure est opportune. Les pauvres des zones urbaines, en particulier, auront besoin d'aide car ils ont été durement frappés par la crise alimentaire et sont maintenant particulièrement exposés au chômage par effet de la crise économique.

■ **Le fait que le fléau de la faim ait été en progression avant même les crises alimentaire et économique, laisse à penser que les solutions actuelles sont insuffisantes et que l'approche du droit à l'alimentation a un rôle important à jouer dans l'éradication de l'insécurité alimentaire.** Pour se libérer de la faim, les personnes en situation d'insécurité alimentaire ont besoin du contrôle des ressources, de l'accès aux opportunités et d'une meilleure gouvernance aux niveaux international, national et local.

2009

L'état de **l'insécurité alimentaire** **dans le monde**

Crises économiques – répercussions et enseignements

Produit par la
Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques
Division de la communication
FAO

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou du Programme mondial pour l'alimentation (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO ou du PAM.

Les appellations employées et la présentation des données sur la carte n'impliquent de la part de la FAO ou du PAM aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires ou zones maritimes, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

ISBN 978-92-5-206288-2

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au:

Chef de la
Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques
Division de la communication
FAO
Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie
ou, par courrier électronique, à:
copyright@fao.org

4 Avant-propos

8 La sous-alimentation dans le monde

- 8** La faim gagne du terrain depuis 10 ans
- 9** La crise économique mondiale est un nouveau coup porté aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et aux personnes vulnérables
- 13** Transmission de la crise économique aux pays en développement
- 22** Quantification des incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire
- 27** Mécanismes d'adaptation des pauvres et des personnes touchées par l'insécurité alimentaire

31 Études de cas portant sur des pays touchés par la crise économique

- 33** Arménie
- 35** Bangladesh
- 36** Ghana
- 38** Nicaragua
- 40** Zambie

42 Vers l'élimination de la faim

- 42** Importance de l'investissement dans l'agriculture et les biens publics
- 44** Les filets de sécurité à court terme et à long terme
- 48** Le droit à l'alimentation

51 Annexe technique

- 51** Tableau 1
Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les pays en développement
- 55** Tableau 2
Sélection d'indicateurs alimentaires et financiers, classés par région

58 Notes

Le présent rapport paraît à un moment de grave crise économique. Les économies des pays du monde entier sont en ralentissement et en récession. Aucune nation n'est épargnée et, comme toujours, ce sont les pays les plus pauvres – et les populations les plus démunies – qui en pâtissent le plus. Les estimations mentionnées dans cette édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* montrent que pour la première fois depuis 1970, plus d'un milliard de personnes – environ 100 millions de plus que l'an dernier et environ un sixième de la population mondiale – souffrent de la faim et sont sous-alimentées dans le monde entier.

La crise actuelle est absolument sans précédent, plusieurs facteurs concourant à la rendre particulièrement préjudiciable aux personnes menacées d'insécurité alimentaire. Tout d'abord, elle s'ajoute à une crise alimentaire qui dans la période 2006-08 a placé les prix des denrées de base hors de la portée de millions d'individus pauvres. Et, bien qu'ils aient reculé après les pics atteints à la mi-2008, les cours mondiaux des produits alimentaires restent élevés au regard des tendances historiques récentes et instables. En outre, le fléchissement des prix sur les marchés intérieurs a été plus lent. Fin 2008, les prix des denrées alimentaires de base sur les marchés intérieurs étaient encore supérieurs de 17 pour cent en moyenne en termes réels à ceux enregistrés deux ans auparavant. L'envolée des prix a contraint de nombreuses familles pauvres à vendre des biens ou à faire des sacrifices sur les soins de santé, l'éducation ou l'alimentation uniquement pour rester à flot. Ayant utilisé leurs ressources jusqu'au point de rupture, ces ménages auront du mal à résister à la tempête économique.

Ensuite, la crise frappe simultanément une grande partie de la planète. Les crises économiques précédentes qui frappaient les pays en développement tendaient à être confinées à un pays donné, ou à plusieurs pays au sein d'une même région. Dans de telles situations, les pays touchés avaient recours à divers instruments, tels que la dévaluation, l'emprunt ou le renforcement de l'aide publique, pour faire face aux effets de la crise. Dans une crise mondiale, la portée de ces instruments devient plus limitée.

Enfin, l'intégration financière et commerciale des pays en développement dans l'économie mondiale étant aujourd'hui plus grande qu'il y a 20 ans, ceux-ci sont bien plus exposés aux variations brutales des marchés internationaux. En effet, de nombreux pays ont enregistré une chute générale de leurs flux commerciaux et financiers, et ont vu leurs recettes d'exportation, leurs investissements étrangers, l'aide au développement et les transferts de fonds chuter. Cette situation contribuera non seulement à supprimer des possibilités d'emploi, mais aussi à réduire les fonds disponibles pour les programmes publics qui sont indispensables pour promouvoir la croissance et venir en aide à ceux qui sont dans le besoin.

Confrontés à cette crise, les ménages sont contraints de trouver des moyens pour faire face à la situation. Les mécanismes de parade comportent des compromis indésirables, mais souvent inévitables, comme le remplacement d'aliments nutritifs par des aliments moins nutritifs, la vente des moyens de production, la déscolarisation des enfants, le renoncement aux soins de santé ou à l'éducation ou tout simplement le fait de manger moins. Sur la base d'entretiens directs avec des personnes parmi les plus touchées par l'insécurité alimentaire, les études de cas conduites dans les pays par le Programme alimentaire mondial (PAM) et intégrées dans le rapport de cette année donnent un aperçu de la façon dont les ménages sont affectés par la diminution des envois de fonds et d'autres retombées du ralentissement économique. Elles montrent également comment les gouvernements répondent à la crise en investissant dans l'agriculture et l'infrastructure et en étendant les filets de sécurité. Ces interventions contribueront à sauver des vies et des familles, mais compte tenu de la gravité de la crise, il faudra faire bien davantage.

Pour réaliser la sécurité alimentaire mondiale de façon durable et le plus rapidement possible, l'adoption de l'action sur deux fronts soutenue par la FAO, le PAM, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et leurs partenaires du développement sera cruciale. Cette stratégie cherche à faire face à la fois à la faim aiguë à court terme engendrée par les crises, alimentaire ou économique, et à la faim chronique à plus long terme qui est symptomatique de l'extrême pauvreté.

Pour aider ceux qui souffrent de la faim *maintenant*, il est nécessaire de mettre en place des filets de sécurité et des programmes de protection sociale, ou de les renforcer pour atteindre les plus démunis. Parmi ceux-ci, des programmes nationaux de protection de l'alimentation tels que les programmes d'alimentation scolaire ou de bons alimentaires devraient être mis au point pour stimuler l'économie locale en créant des emplois et en renforçant la production agricole et alimentaire à valeur ajoutée locale. Ces programmes devraient en outre intégrer des pratiques optimales de façon à être

accessibles et durables, et être accompagnés de plans de transfert modulable en cas de crises et de chocs. Par ailleurs, les petits producteurs doivent pouvoir accéder à des intrants, des ressources et des technologies modernes – semences de qualité, engrais, aliments pour animaux et outils et matériel agricoles, notamment – qui leur permettront d’améliorer la productivité et relancer la production. Cela aura pour effet de diminuer les prix des produits alimentaires pour les consommateurs pauvres, en milieu rural et urbain.

Pour assurer l’éradication de la faim dans les années à venir, il faut aider les pays en développement en leur fournissant les instruments économiques, politiques et de développement nécessaires pour relancer leur agriculture sur le plan à la fois de la productivité et de la résilience face aux crises. Des politiques stables et efficaces, des mécanismes réglementaires et institutionnels et des infrastructures commerciales fonctionnelles qui encouragent les investissements dans le secteur agricole sont déterminants. Il est nécessaire d’accroître les investissements dans les sciences et technologies agroalimentaires. Sans des systèmes agricoles solides et des mécanismes mondiaux de gouvernance de la sécurité alimentaire, bien des pays continueront à avoir le plus grand mal à augmenter la production au même rythme que la demande, à faire parvenir les denrées alimentaires là où elles sont nécessaires et à trouver des investissements pour financer leurs besoins en importations alimentaires. Chaque fois que possible, les efforts devraient être intégrés et produire un effet multiplicateur. Par exemple, l’achat local de produits pour les repas scolaires peut générer des revenus et des marchés garantis pour les petits agriculteurs hommes et femmes, tandis que les réserves communautaires de céréales peuvent servir de filet de sécurité alimentaire au niveau local.

La crise alimentaire a ramené l’agriculture et la sécurité alimentaire, notamment dans les pays en développement, en première page des journaux et parmi les priorités des décideurs. *La Déclaration conjointe sur la sécurité alimentaire mondiale (Initiative sur la sécurité alimentaire de l’Aquila)* publiée par le G8 avec des gouvernements, organismes et institutions partenaires témoigne de ce nouvel engagement de la communauté mondiale. Toutefois, les préoccupations suscitées par la stagnation des économies des pays développés et la faillite des entreprises due à la crise financière et économique risquent de détourner les ressources qui auraient été nécessaires pour remédier au triste sort des pays les plus démunis. Pourtant, la nourriture qui est le besoin le plus fondamental de tous pour les êtres humains est un bien inaccessible, et de plus en plus de personnes n’ont plus les moyens de se nourrir correctement tout au long de l’année. En fait si la crise alimentaire était liée à la hausse des prix, la crise économique se traduit par une baisse des revenus des ménages, qui peut être encore plus dévastatrice, car elle aggrave des niveaux déjà inacceptables d’insécurité alimentaire et de pauvreté.

Les crises économiques précédentes ont entraîné généralement une diminution des investissements publics dans l’agriculture. Or, l’histoire nous enseigne qu’il n’y a pas de meilleur moteur pour favoriser la croissance et réduire la pauvreté et la faim que l’investissement dans l’agriculture complété par des programmes garantissant à la population l’accès à la nourriture qu’elle a produite. Malgré les conditions économiques mondiales difficiles, le soutien à l’agriculture ne devrait pas être réduit; bien au contraire, il faudrait le renforcer. Un secteur agricole sain, associé à une économie non agricole en expansion et à des filets de sécurité et des programmes de protection sociale efficaces, notamment des filets de sécurité alimentaire et des programmes d’assistance nutritionnelle, est un moyen éprouvé d’éradiquer la pauvreté et l’insécurité alimentaire de manière durable.

L’état de l’insécurité alimentaire dans le monde de cette année est le fruit d’un véritable effort de collaboration entre nos deux organisations, qui ont joint leurs forces pour ouvrir de nouvelles perspectives et créer une publication à laquelle notre coopération mutuelle a été extrêmement bénéfique. La collaboration avec le Ministère de l’agriculture des États-Unis pour certaines parties du rapport a également été utile et très appréciée; nous les remercions de leurs efforts et d’avoir bien voulu partager leurs compétences.



Jacques Diouf
Directeur général de la FAO



Josette Sheeran
Directrice exécutive du PAM

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009 a été rédigé sous l'autorité générale de Hafez Ghanem, Sous-Directeur général, et sous la conduite de l'équipe d'encadrement du Département du développement économique et social. La coordination technique de cette publication a été assurée par David Dawe, qui en a également été l'éditeur technique, Kostas Stamoulis et Keith Wiebe de la Division de l'économie du développement agricole (ESA). L'équipe de la Division de la statistique (ESS) a élaboré les données sous-jacentes concernant la sous-alimentation, y compris les estimations pour 2008.

Ceci est la première édition de ce rapport, qui a été préparé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM). Nous souhaitons remercier Valerie Guarnieri, Directrice de la Division de la conception et de l'appui aux programmes, et David Stevenson, directeur de la Division des politiques de la planification et de la stratégie, pour leur aide et leurs conseils précieux. Nous remercions également Joyce Luma et Arif Husain, qui ont prêté leurs services au Comité de rédaction.

Le chapitre «La sous-alimentation dans le monde» a été rédigé par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales de Gustavo Anriquez, Andre Croppenstedt, Ali Arslan Gürkan, Mark Smulders et Alberto Zezza (ESA); et de Cheng Fang, Kisan Gunjal et Henri Josserand de la Division du commerce et des marchés (EST). Le corps du texte de la section «Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire», et celui de l'encadré «Impact de la flambée des prix sur les producteurs africains» ont été fournis par Shahla Shapouri et Stacey Rosen du Service de recherche économique du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). Michael Hamp du Fonds international de développement agricole (FIDA) a contribué à l'encadré sur la microfinance.

Le chapitre sur les études de cas a été élaboré par le PAM sous la coordination technique de Joyce Luma. Claudia Ah Poe, Jean-Martin Bauer, Henk-Jan Brinkman, Monica Cadena, Mariana Castillo, Agnes Dhur, Arif Hussain, Alima Mahama, Adriana Moreno et Issa Sanogo, tous du PAM, ont assuré la réalisation des études de cas spécifiques dans les pays, conjointement avec Lorena Aguilar du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWSNET).

Le chapitre «Vers l'élimination de la faim» a été établi par le Département du développement économique et social, grâce à des contributions techniques fondamentales de Gustavo Anriquez, Mark McGuire et Julian Thomas (ESA), d'Ugo Gentilini (PAM) sur les filets de sécurité, et de Jean Ballié, Barbara Ekwall et Mauricio Rosales sur le droit à l'alimentation. Les encadrés relatifs au Brésil ont été rédigés par Carlos Santana d'Embrapa (Société brésilienne de recherche agricole) et Flavio Valente, Secrétaire général de FIAN, l'organisation internationale pour le droit à l'alimentation (FoodFirst Information and Action Network).

Ricardo Sibrian a produit l'Annexe technique, avec l'appui de Cinzia Cerri, Seevalingum Ramasawmy et Nathalie Troubat (ESS).

Les précieuses observations, suggestions et contributions extérieures fournies par John Hoddinott (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires [IFPRI]), Richard King (Oxfam GB) et Nancy Mock (Tulane University) ont été d'une très grande utilité, tout comme les observations de Luca Alinovi (ESA), Lorenzo Giovanni Bellù (Division de l'assistance aux politiques et de la mobilisation des ressources) et Marie-Claude Dop (Division de la nutrition et de la protection des consommateurs). Adam Barclay a apporté des améliorations importantes à la lisibilité du rapport. Anna Antonazzo, Marina Pelagias, Anne Rutherford et Sandra Stevensont fourni un excellent soutien administratif, tandis qu'Aminata Bakouan, Katia Covarrubias, Federica Di Marcantonio, Panagiotis Karfakis, Rafik Mahjoubi et Cristian Morales-Opazo ont apporté une contribution inestimable au travail de recherche.

Des remerciements vont en particulier à la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques du Département des connaissances et de la communication (KC), qui a fourni les services d'édition, de mise en forme linguistique et graphique et de production. Les traductions ont été assurées par le Service de programmation et de documentation des réunions du Département.

L'ensemble du financement a été fourni au titre du programme interdépartemental de la FAO sur les Systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (SICIAV).



La sous-alimentation dans le monde

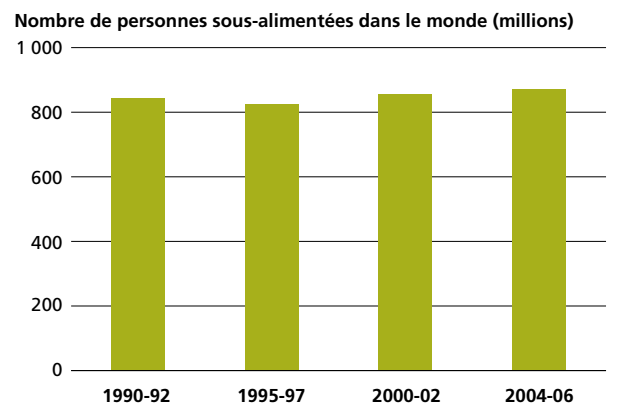
La faim gagne du terrain depuis 10 ans

Même avant les crises alimentaire et économique qui se sont succédé¹, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté lentement mais constamment depuis 10 ans (figure 1). Les données les plus récentes de la FAO concernant la sous-alimentation qui couvrent l'ensemble des pays du monde montrent que cette tendance s'est poursuivie sur la période 2004-06². Aucun progrès n'a donc été fait concernant la réalisation de l'objectif de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation (voir encadré), et cela même avant les deux crises consécutives qui ont empiré la situation. Cette évolution est d'autant plus décevante que, dans les années 80 et 90, des progrès notables avaient été réalisés pour réduire la faim chronique.

De 1995-97 à 2004-06, le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté dans toutes les régions, sauf en Amérique latine et dans les Caraïbes. Cependant, dans cette partie du monde aussi, la tendance à la baisse s'est renversée à cause des crises alimentaire et économique (figure 2). Si la proportion de personnes sous-alimentées s'est réduite de 1990-92 à 2004-06, cette baisse a été beaucoup plus lente

FIGURE 1

La faim chronique a augmenté depuis 1995-97



Source: FAO

qu'il n'aurait fallu pour atteindre la réduction prévue de la faim du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD).

Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et quels sont les objectifs en matière de réduction de la faim?

- La **sécurité alimentaire** est concrétisée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. La sécurité alimentaire des ménages correspond à l'application de ce concept au niveau de la famille, les individus qui composent le ménage étant au centre de l'attention.
- On parle d'**insécurité alimentaire** lorsque des êtres humains n'ont pas un accès physique, social ou économique adéquat à la nourriture, tel que défini précédemment.
- On parle de **sous-alimentation** lorsque l'apport calorique est inférieur aux besoins énergétiques alimentaires minimaux (BEAM). Les BEAM correspondent à la quantité d'énergie nécessaire à la pratique d'une activité légère et au poids minimum acceptable pour une taille donnée. Ils diffèrent selon les pays et varient tous les ans en fonction du sexe et de la pyramide des âges. Tout au long de ce rapport, les termes «faim» et «sous-alimentation» sont employés indifféremment.
- L'objectif du **Sommet mondial de l'alimentation** consiste à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées entre 1990-92 et 2015. L'**Objectif 1 du Millénaire pour le développement**, cible 1C, est de réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim entre 1990 et 2015.



La crise économique mondiale est un nouveau coup porté aux personnes en situation d'insécurité alimentaire et aux personnes vulnérables

À la fin de 2008, au moment où les prix internationaux des produits alimentaires et des carburants ont continué à chuter, on se prenait à espérer que les pays en développement échapperaient à la crise et à la récession qui avait débuté dans les pays développés. Toutefois, cet espoir s'est révélé illusoire et les grandes organisations internationales n'ont pas tardé à réviser très fortement à la baisse leurs estimations de la croissance économique pour 2009-10 pour toutes les régions du monde, y compris les pays en développement.

■ La crise actuelle est différente des crises du passé

Alors que les pays en développement ont été touchés par de nombreuses crises dans le passé, le remous économique actuel est différent, à trois égards principalement. Premièrement, la crise affecte de grandes parties du monde en même temps et c'est pourquoi les mécanismes traditionnels d'ajustement aux niveaux national et sous-national seront probablement moins efficaces que par le passé. Les crises qui avaient précédemment touché les pays en développement se limitaient à des pays particuliers ou à

plusieurs pays dans une région donnée. Dans ces conditions, ces pays avaient recours à de fortes dépréciations du taux de change pour s'ajuster plus facilement aux chocs macroéconomiques³, alors que les transferts de fonds (l'argent envoyé dans leur pays par des parents habitant d'autres régions du monde ou d'autres pays) représentaient un mécanisme d'ajustement important, en particulier pour les ménages plus pauvres. Pendant la crise de 2009 cependant, les envois de fonds ont fortement diminué dans de nombreux pays. La marge de dépréciation du taux de change réel est aussi plus limitée dans une crise mondiale et tous les pays en développement ne peuvent pas déprécier leur monnaie par rapport aux autres, certains doivent l'apprécier et d'autres la déprécier. Cette situation a réduit la marge de manœuvre dont disposaient les pays en développement pour s'ajuster à l'évolution rapide des conditions économiques.

La deuxième grande différence vient du fait que la crise économique actuelle s'est déclarée immédiatement après la crise des prix des denrées alimentaires et des carburants de 2006-08. Alors que, sur les marchés mondiaux, les prix des denrées alimentaires chutaient dans le sillage de la crise financière, ils demeuraient élevés par rapport aux points de

FIGURE 2

Augmentation de la sous-alimentation à travers le monde: nombre de personnes sous-alimentées dans certaines régions, 1990-92 à 2008

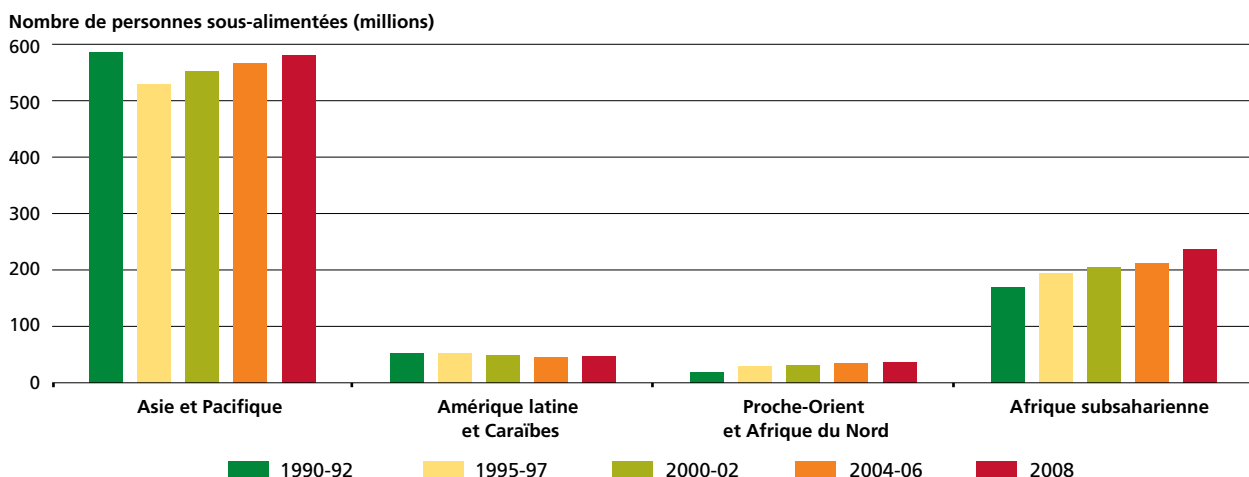
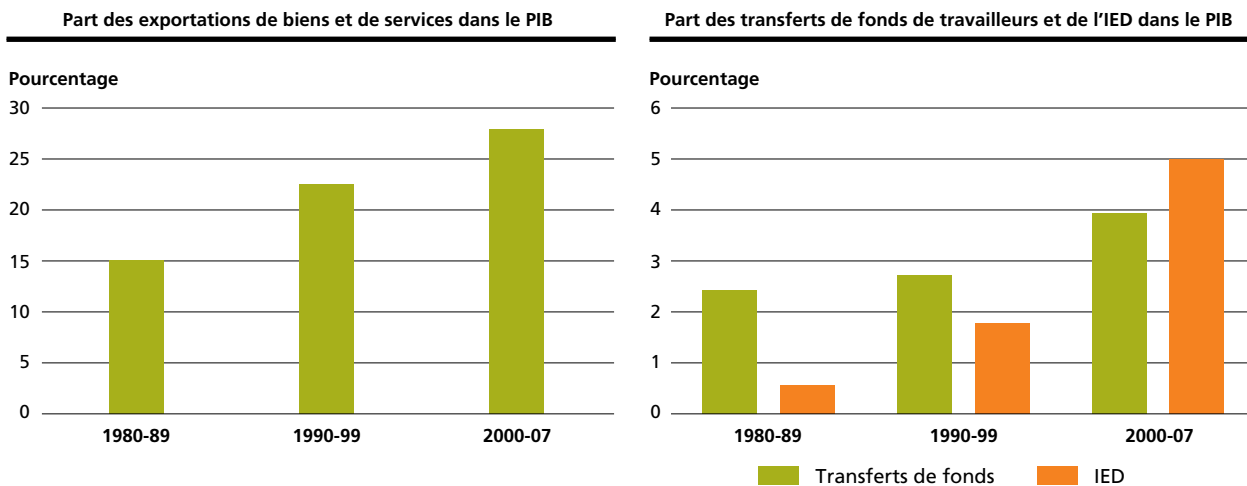


FIGURE 3

Augmentation de l'intégration commerciale et financière des pays en développement



Note: PIB = produit intérieur brut; IED = investissement étranger direct.

Source: Banque mondiale.

référence historiques récents. En outre, leurs prix sur les marchés nationaux ont baissé plus lentement, en partie parce que le dollar des États-Unis, dans lequel sont libellées la plupart des importations, a continué à s'apprécier pendant un certain temps, mais surtout en raison de décalages de la transmission des prix des marchés mondiaux aux marchés intérieurs. À la fin de 2008, les prix nationaux des aliments de base restaient en moyenne supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans plus tôt. Cela a représenté une réduction considérable du pouvoir d'achat réel des consommateurs pauvres, qui dépensent une part non négligeable de leurs revenus (souvent 40 pour cent) en aliments de base.

De plus, même si les prix nationaux des denrées alimentaires reviennent à leurs niveaux précédents, les prix élevés de la nourriture et du carburant ont pratiquement épuisé les mécanismes d'ajustement de très nombreuses familles pauvres, qui ont été forcées de puiser dans leurs actifs (financiers, physiques ou humains) pour essayer – parfois en vain – d'éviter une forte baisse de leur consommation. Comme le montre *l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, la hausse des prix des denrées alimentaires touche les plus pauvres des pauvres, en particulier les pauvres sans terres et les ménages dirigés par des femmes, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales. L'augmentation des prix des denrées alimentaires et du carburant a obligé les familles à choisir le type d'actifs qu'il fallait vendre en premier et quel membre de la famille (mère, enfant ou travailleur principal) devait en payer le prix en termes de réduction des soins de santé, d'éducation ou de consommation alimentaire; de telles décisions sont particulièrement difficiles à prendre étant donné la forte part que représente la nourriture dans les budgets des pauvres et leur accès limité au crédit. Les choix opérés, quel qu'il fussent, auraient réduit des actifs déjà limités, diminuant la

capacité des populations les plus vulnérables à faire face à une nouvelle crise si peu de temps après la première. La hausse des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus et de l'emploi signifient que, même si la disponibilité d'ensemble des denrées alimentaires au niveau mondial était relativement bonne en 2008 et 2009, l'accès par les pauvres à cette nourriture a subi le contrecoup.

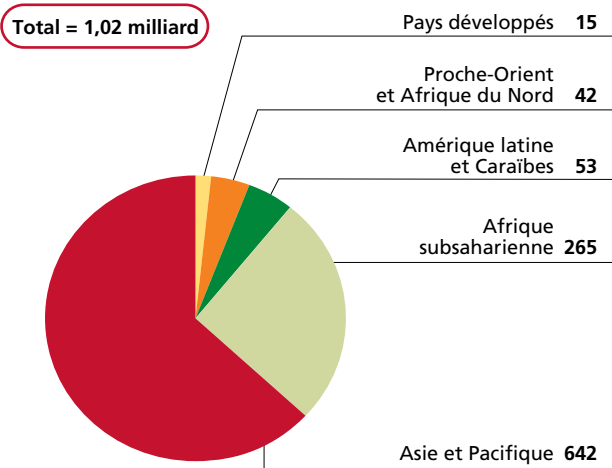
Le troisième facteur qui différencie la crise actuelle de celles du passé est le fait que les pays développés sont devenus plus intégrés, financièrement et commercialement, à l'économie mondiale que 20 ans auparavant. En conséquence, ils sont plus exposés aux changements intervenant sur les marchés internationaux. La figure 3 illustre à la fois l'importance accrue des envois de fonds – leur part dans le produit intérieur brut (PIB) entre 2000 et 2007 a augmenté de 50 pour cent par rapport aux années 90 – et les hausses marquées des investissements étrangers directs (IED – détention par des étrangers d'actifs productifs, comme les usines, les mines et la terre) et des exportations.

Quels seront les groupes les plus touchés par la crise économique?

La crise économique affectera négativement de larges tranches de la population dans les pays en développement. La situation de ceux qui sont les plus touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires (les ruraux sans terre, les ménages dirigés par des femmes et les urbains pauvres) est particulièrement précaire parce qu'ils ont déjà approché, ou bien souvent atteint, pendant la crise alimentaire leur limite à faire face à leurs difficultés. Parmi ces groupes, les urbains pauvres connaissent peut-être les problèmes les plus graves, car la baisse de la demande d'exportation et la réduction des IED ont plus de chances de faire reculer l'emploi dans les zones urbaines, plus étroitement connectées aux

FIGURE 4

Le nombre de personnes souffrant de la faim est plus élevé que jamais: sous-alimentation en 2009, par région (millions)



Source: FAO.

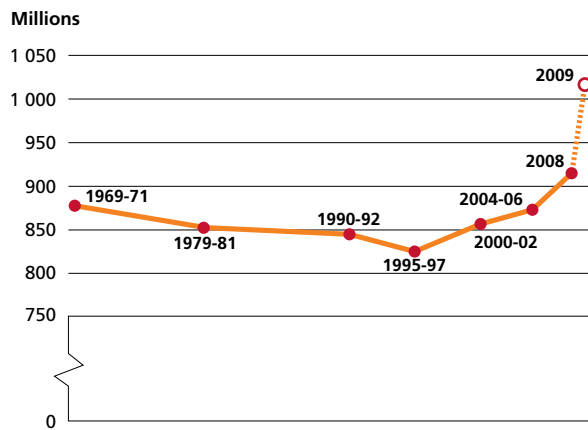
marchés mondiaux que les zones rurales. Les zones rurales ne seront cependant pas épargnées – les suppressions d’emploi ont entraîné une migration de retour de la ville vers les campagnes, obligeant les ruraux pauvres à partager dans bien des cas le poids de la crise. Dans certains pays, la baisse du prix pour certaines cultures alourdira encore le fardeau. En conséquence, en dépit de la diminution récente du prix des denrées alimentaires, les zones urbaines et rurales ont vu leurs diverses sources de revenus baisser, y compris les envois de fonds, ce qui a réduit le pouvoir d’achat global des pauvres et des victimes de l’insécurité alimentaire.

■ Estimations de la sous-alimentation pour 2008 et 2009

En dépit des conséquences négatives de la crise des produits alimentaires et du carburant sur les groupes de population les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, de meilleures disponibilités alimentaires mondiales que prévu en 2007-08 ont conduit la FAO à réviser à la baisse ses estimations précédentes de la sous-alimentation pour 2008, les établissant à 915 millions (contre 963 millions). Cependant, si l’on en croit les projections fournies par le Service de recherche économique du Département des États-Unis pour l’agriculture (USDA) (voir *Quantifier les impacts de la crise économique sur la sécurité alimentaire* page 22), la crise économique devrait accroître le nombre de personnes souffrant d’insécurité alimentaire d’environ 9 pour cent en 2009, hausse qui s’ajoute à l’augmentation de base de 2 pour cent prévue de toute façon pour 2009, même en l’absence de crise (voir la figure 4 pour la répartition régionale). Si on les applique aux estimations révisées de la FAO concernant la sous-alimentation, ces projections

FIGURE 5

Tirer les enseignements du passé: nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, de 1969-71 à 2009



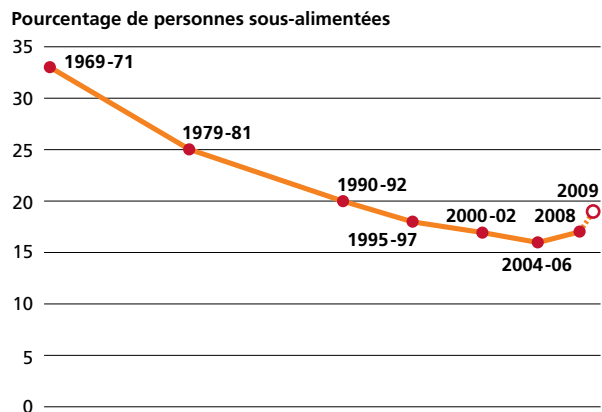
Source: FAO.

signifient que le nombre de sous-alimentés dans le monde aura augmenté pour atteindre 1,02 milliard de personnes en 2009, même si les prix internationaux des denrées alimentaires ont baissé par rapport aux records précédemment atteints. Si ces projections se réalisent, le nombre de personnes souffrant chroniquement de la faim atteindra son plus haut niveau depuis 1970.

Si le nombre de personnes souffrant de la faim a augmenté depuis le milieu des années 90, le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde était en fait en diminution dans les années 70 et 80 en dépit d’une croissance relativement rapide de la population durant ces décennies (figure 5) et la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation dans les pays développés baissait très

FIGURE 6

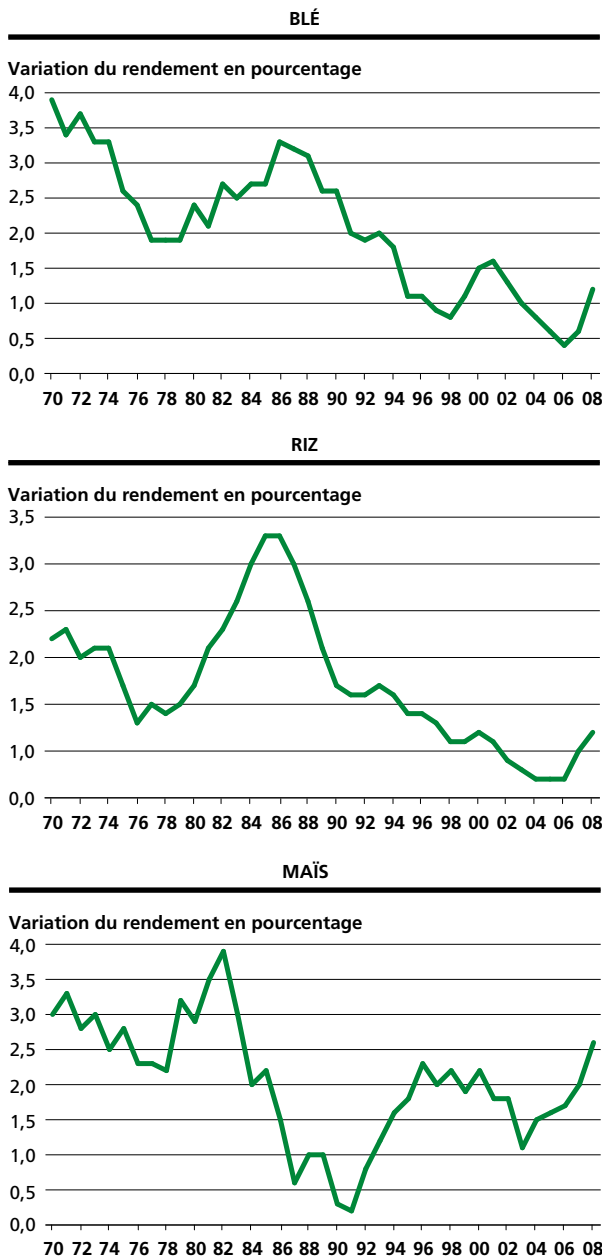
La tendance à la baisse de la proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement s’est inversée



Source: FAO.

FIGURE 7

Les investissements dans l'agriculture sont nécessaires pour redynamiser les taux de croissance des rendements céréaliers

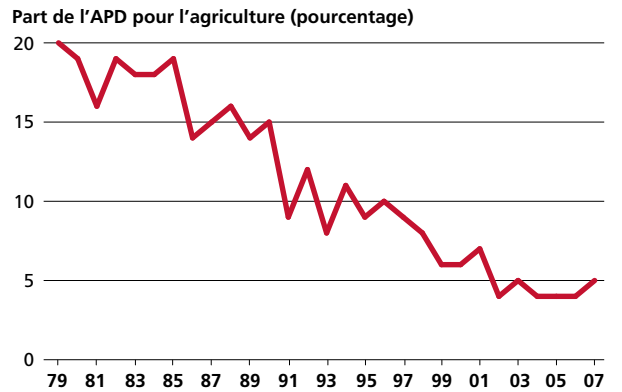


Note: Les données représentent le pourcentage d'augmentation annuelle moyenne des rendements entre deux périodes glissantes de cinq ans (par exemple, les données de 1970 font référence à l'augmentation des rendements moyens entre les périodes 1966-70 et 1961-65). Source: FAO.

rapidement (figure 6). À cette époque, tout particulièrement dans le sillage de la crise alimentaire mondiale de 1973-75, de gros investissements dans le secteur agricole (en particulier pour la recherche scientifique et les routes et l'irrigation rurales) ont permis une croissance rapide des rendements céréaliers (figure 7) et une baisse du prix des céréales qui a, à son tour, a réduit de manière significative

FIGURE 8

L'aide à l'agriculture a diminué



Note: APD = aide publique au développement. Source: OCDE.

l'insécurité alimentaire. Pendant ces décennies, la proportion de l'aide publique au développement (APD, c'est-à-dire l'aide au développement à laquelle contribuent les pays donateurs) consacrée à l'agriculture était aussi relativement élevée (figure 8).

Toutefois, pendant les années 90 et la décennie actuelle, le nombre de personnes sous-alimentées s'est accru, en dépit du ralentissement de la croissance de la population, et la proportion de personnes sous-alimentées a augmenté en 2008 (figure 6). Au cours de la même période, la proportion d'APD dédiée à l'agriculture a fortement baissé; en 2007, compte tenu de l'inflation, l'APD était inférieure de 37 pour cent à son niveau de 1988. L'augmentation du rendement du riz et du blé s'est aussi fortement ralentie. L'accroissement du rendement du maïs s'est accéléré, mais cela peut être dû au fait qu'une part beaucoup plus grande de la recherche et développement (R&D) est aux mains du secteur privé et ce plus pour le maïs que pour le riz et le blé, et que la R&D privée représente une proportion de plus en plus forte de la R&D totale.

Compte tenu de l'importance grandissante des biocarburants et des nouveaux liens qui unissent les marchés de l'agriculture et de l'énergie, l'augmentation du rendement des céréales, si elle se produit, ne continuera pas forcément à entraîner une baisse des prix des céréales. Le marché mondial de l'énergie étant beaucoup plus vaste que le marché mondial des céréales, les prix des céréales pourraient être déterminés par les prix du pétrole sur le marché de l'énergie et non par le rendement des céréales. Toutefois, même si cela est le cas, la hausse des rendements des céréales continuera à contribuer à réduire la pauvreté en accroissant les revenus des petits agriculteurs et en augmentant la demande de main-d'œuvre agricole. Il faut donc tirer les leçons du passé et investir à nouveau dans le secteur agricole pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté.



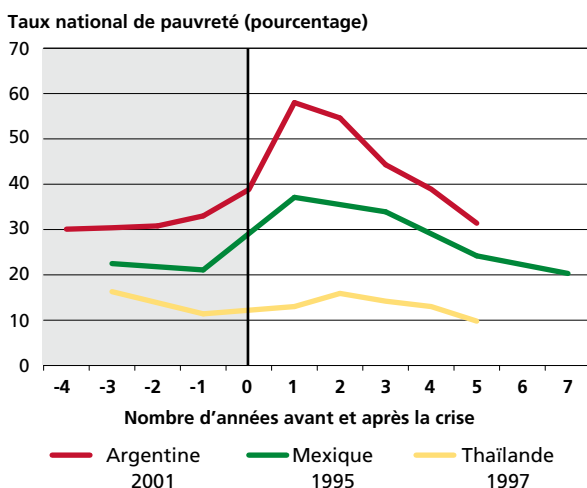
Transmission de la crise économique aux pays en développement

Les crises économiques peuvent avoir de graves impacts sur les niveaux de la pauvreté et des revenus, ce qui se répercute sur la sécurité alimentaire. Une analyse de la FAO portant sur six pays en développement montre que, à la suite de la crise du peso mexicain intervenue en 1995 et de la crise asiatique de 1997-98, les taux de pauvreté ont augmenté de 24 points de pourcentage (par exemple de 35 à 59 pour cent), la hausse moyenne étant de 12 pour cent. Les pays touchés ont eu besoin de cinq à huit ans pour retrouver les taux de pauvreté d'avant la crise. La figure 9 illustre le cas de trois de ces pays: l'Argentine, le Mexique et la Thaïlande. En outre, du fait de la plus grande intégration mondiale qui prévaut aujourd'hui, les crises économiques survenant dans un pays ou une région peuvent facilement se transmettre à d'autres. Par exemple, après la crise asiatique de 1997-98, le PIB a baissé dans 12 des 17 plus grandes économies d'Amérique latine, le recul médian étant de 5,4 pour cent du PIB par habitant en termes réels; il a fallu en moyenne cinq ans à ces pays pour revenir à leur niveau de revenu d'avant la crise⁴.

Le chômage a augmenté dans 15 des 17 pays, la hausse médiane étant de 4 points de pourcentage et les différents pays ont eu en moyenne besoin de huit ans pour retrouver leur taux d'emploi d'avant la crise.

FIGURE 9

Les crises économiques peuvent balayer des années de réduction de la pauvreté



Source: Voir les notes à la page 58.

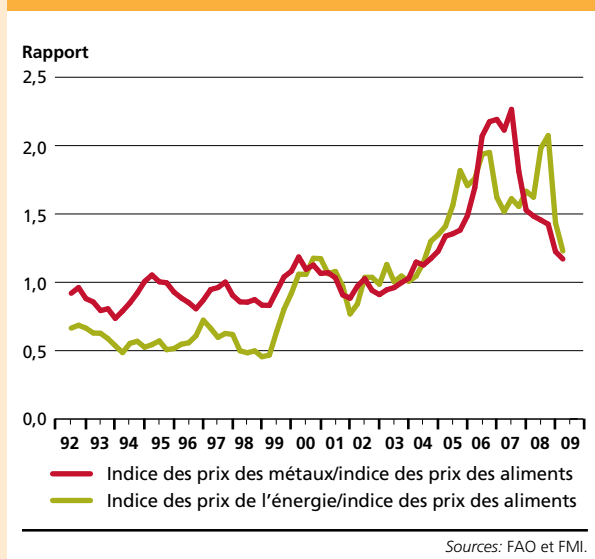
Les pays connaissant des déficits prononcés de la balance des paiements courants, des crises récurrentes et de grands chocs des prix alimentaires sont les plus vulnérables

Le degré selon lequel les pays sont touchés par les crises économiques qui ont démarré ailleurs dépend de l'ampleur de leur intégration dans les marchés internationaux de biens et de services, y compris les produits financiers. Les pays connaissant de forts déficits de la balance des paiements courants (le déficit survient quand le total des importations de biens, de services et de transferts d'un pays est plus important que le total de ses exportations de biens, de services et de transferts) et dont les réserves en devises sont limitées (dépôts et obligations en devises détenus par les banques centrales et les autorités monétaires) sont particulièrement exposés, car ces déficits sont financés par des entrées de capitaux privés ou publics, comme les IED, les transferts de fonds et l'aide et l'emprunt étrangers. Mais ces influx financiers peuvent cesser brutalement: les 17 plus grandes économies d'Amérique latine ont reçu 184 milliards d'USD en 2007, montant qui a été à peu près réduit de moitié pour tomber à 89 milliards d'USD en 2008 et devrait encore être divisé par deux pour s'élever à 43 milliards d'USD en 2009. La réduction des entrées de capitaux signifie que la consommation doit être réduite. Pour certains pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), l'ajustement de la consommation peut avoir pour corollaire la réduction d'importations alimentaires tout à fait nécessaires et d'autres articles de confort importés comme le matériel de soins corporels ou les médicaments.

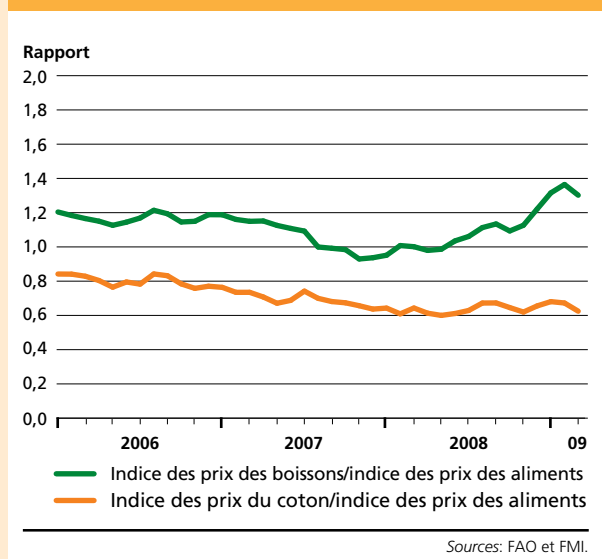
Les pays qui ont traversé d'autres crises au cours des dernières années sont particulièrement vulnérables par rapport à la crise actuelle parce que les crises nationales et régionales soumettent à rude épreuve les systèmes d'ajustement et entraînent souvent des déséquilibres macroéconomiques. Le système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), qui détermine chaque année les points chauds et les cas d'urgence, a identifié 16 pays qui ont traversé des crises d'origine anthropique, des crises d'origine naturelle ou les deux au moins une fois au cours de chacune des 10 dernières années (tableau 1). La quasi-totalité de ces pays a été classée par le Fonds monétaire international (FMI) comme très vulnérable à la crise actuelle

L'évolution des termes de l'échange peut rendre certains pays vulnérables

A Les rapports entre les prix des métaux et de l'énergie et ceux des produits alimentaires sont revenus à des niveaux plus normaux



B Évolution des termes de l'échange, de janvier 2006 à mars 2009



À mesure que la crise économique s'est installée, les prix mondiaux des matières premières se sont effondrés. Les baisses ont été particulièrement importantes pour les métaux, les combustibles et les engrais. Les prix des denrées alimentaires ont également chuté, mais dans une moindre mesure. Les cours mondiaux des boissons (café, cacao, thé) ont augmenté par rapport à ceux des produits alimentaires, les prix des boissons chutant moins que l'indice de ceux des aliments. On appelle ces variations entre prix relatifs des variations des *termes de l'échange* (la relation entre les prix auxquels un pays vend ses exportations et ceux auxquels il les importe). Si les prix de ses exportations augmentent par rapport à ses prix à l'importation, ses termes de l'échange se sont améliorés.

Même si les prix des métaux et de l'énergie ont plongé, les indices des prix du Fonds monétaire international (FMI) pour ces deux catégories étaient, au premier trimestre 2009 et par comparaison à l'indice des prix des aliments de la FAO, toujours nettement supérieurs à leur valeur moyenne enregistrée entre 1992 et 2003 (de 25 et 66 pour cent respectivement; se reporter à la figure A). Si la baisse des prix a bien sûr affecté les exportateurs de pétrole et de métaux, elle est néanmoins intervenue depuis un pic historique. Dans la mesure où les pays exportateurs de métaux et d'énergie ont adopté une gestion macroéconomique prudente en économisant

certaines de leurs recettes ponctuelles et en augmentant leurs réserves de devises, l'impact du fléchissement récent des prix peut être atténué.

C'est au cours de la seconde moitié de 2008 que le rapport entre les prix des boissons et les prix des denrées sur les marchés mondiaux a commencé à augmenter (figure B), demeurant toutefois dans les valeurs historiques normales. Ainsi, tandis que la crise s'installait, les termes de l'échange de plusieurs pays tributaires, pour importer des denrées, de leurs recettes d'exportation de boissons, se sont légèrement améliorés.

Dans le cas des exportateurs de coton, le tableau est plus sombre. Depuis 2006, les prix du coton ont chuté par rapport aux prix des aliments, recul qui s'est poursuivi jusqu'au début 2009 (figure B). Le Burkina Faso a été particulièrement touché par ces fluctuations des termes de l'échange. Des estimations économétriques suggèrent que la chute des prix du coton a réduit le pouvoir d'achat des ménages de 3,4 pour cent. Le Burkina Faso a également été très touché par la hausse des prix du pétrole entre 2004 et la mi-2008, même si leur déclin entamé au second semestre 2008 a quelque peu tempéré la situation¹.

¹ L.G. Bellù (2009), *International price shocks and technological changes for poverty reduction in Burkina Faso: a general equilibrium approach*. FAO, Rome.

TABLEAU 1

Nombre d'années consécutives de crise, par type

Pays	Années consécutives de survenue d'un type ou l'autre de crise ¹	Survenues de crises d'origine anthropique ¹	Survenues de crises d'origine naturelle ¹	Évaluation globale de vulnérabilité du FMI ²	Principal type de vulnérabilité ³
Somalie	15	16	15	NÉ	NÉ
Afghanistan	15	16	10	M	APD, T
Éthiopie	15	11	13	M	APD
Irak	15	15	9	NÉ	NÉ
Érythrée	15	11	12	M	T
Soudan	15	15	8	É	C, APD, T
Haïti	15	4	14	É	APD, T
Burundi	15	15	1	É	APD
République démocratique du Congo	15	15	0	É	C
Libéria	15	15	0	É	C, T
Angola	14	13	1	É	C
Mongolie	13	13	12	É	–
République populaire démocratique de Corée	13	7	12	NÉ	NÉ
Ouganda	12	13	8	F	–
Tadjikistan	11	9	12	É	T
Géorgie	10	11	4	M	–

¹ La somme des colonnes 3 et 4 peut dépasser le chiffre de la colonne 2 si les pays connaissent plus d'une crise lors d'une année donnée.

² É = élevée, M = moyenne, F = faible, NÉ = non évaluée.

³ Le type de vulnérabilité indique les types de chocs auxquels le pays est très vulnérable: commerce (C), investissements étrangers directs (IED), aide publique au développement (APD), transferts de fonds (T). Un tiret (–) indique que le pays ne s'est pas vu attribuer de classement de grande vulnérabilité pour un des quatre types de chocs, même si des risques d'ampleur moyenne venant de types de chocs nombreux et variés peuvent conduire à une grande vulnérabilité ; NÉ signifie que le pays n'a pas été évalué.

Sources: FAO, SMIAR et FMI. 2009. *The implications of the global financial crisis for low-income countries*. Washington.

(seul l'Ouganda a été considéré comme présentant de faibles risques). En fait, ces pays constituaient une large proportion des 26 pays identifiés comme très vulnérables par le FMI.

Étant donné que de nombreux pays à bas revenus sont aussi des importateurs nets de denrées alimentaires, un grand nombre de personnes dans ces pays étaient vulnérables aux hausses des prix nationaux des denrées alimentaires subies durant la crise alimentaire mondiale. Cependant, l'ampleur de l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base dans les pays à bas revenus – et la baisse qui a suivi à la fin de 2008 – n'a été entièrement comprise que récemment. La base de données sur les prix nationaux des denrées alimentaires établie par la FAO montre que d'une année à l'autre (par exemple entre janvier 2007 et le même mois de l'année précédente), les augmentations de prix, même en tenant compte de l'inflation générale, ont dépassé les 48 pour cent pour la moitié des presque 127 cas étudiés pour les prix nationaux des céréales et des haricots dans les pays en développement. Même si, dans la plupart des pays, les prix nationaux ont un peu baissé au cours du deuxième semestre de 2008, dans la grande majorité des cas et dans toutes les régions du monde, leur recul n'a pas été aussi prononcé que celui des prix internationaux des produits de base. À la fin de l'année

2008, les prix nationaux des aliments de base restaient supérieurs de 17 pour cent en termes réels à ce qu'ils étaient deux ans auparavant, et cela valait pour tout un éventail de denrées majeures (figure 10).

■ Migrations et transferts de fonds

Il est clair que la crise économique actuelle précipite une chute des transferts de fonds qui se traduira par la baisse des revenus, et donc de graves problèmes, pour un grand nombre de personnes. Pour une large partie de la population des pays en développement, les migrations et les transferts de fonds qui en résultent représentent une stratégie relative aux moyens d'existence importante et une source de revenus pour les membres de la famille restés dans le pays. Les envois de fonds officiellement enregistrés se montent à environ 300 milliards d'USD, soit 2 pour cent du PIB total des pays en développement, mais le pourcentage grimpe à 6 pour cent pour les pays à bas revenus⁵. Les chiffres réels sont sans doute plus élevés, car tous les transferts ne passent pas les canaux officiels et mesurables.

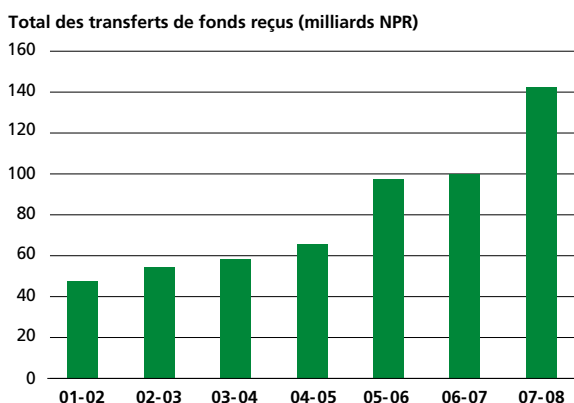
En 2005, 75 millions des personnes venant des régions les moins développées ont été considérés comme des migrants internationaux. Dans l'ensemble, les hommes et les femmes

Variation des revenus des envois de fonds dans les pays: cas du Népal

Le flux des envois de fonds des travailleurs vers le Népal ont augmenté de manière constante entre 2001-02 et 2007-08 (figure A). Entre 2001-02 et 2007-08, ces transferts ont triplé, passant de 47,5 milliards de roupies (Nr) à 142 milliards (presque les double en termes réels)¹. Selon les chiffres du Ministère du travail et de la promotion de l'emploi du Népal, le nombre de travailleurs se rendant à l'étranger a augmenté de presque 13 pour cent entre 2006-07 et 2007-08. Cela s'explique par de nombreux facteurs.

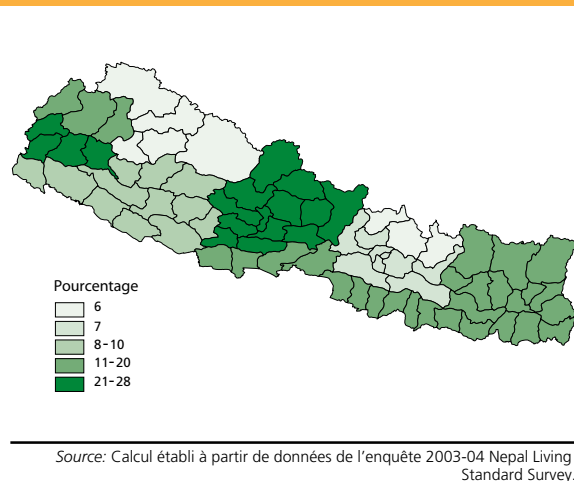
L'expansion rapide de la population et de la main-d'œuvre, associée à une croissance intérieure insuffisante, a altéré la capacité de l'économie à intégrer des travailleurs. Dans le secteur agricole, la part des terres arables est limitée, le problème de l'accès à la terre omniprésent et le nombre de ménages sans terres s'inscrit en constante augmentation. Dans le secteur non agricole, le ralentissement de la croissance dû aux troubles civils a encore ralenti la création d'emplois. Un conflit armé a également aggravé les

A Importance grandissante de l'immigration: évolution des transferts de fonds au Népal



Note: Les données sont en termes nominaux. Source: Nepal Rastra Bank.

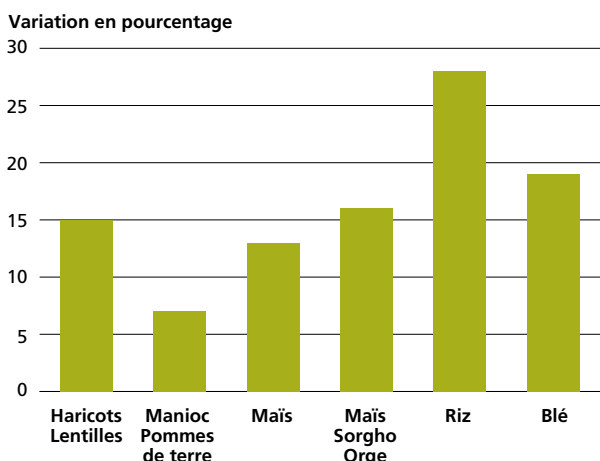
B Part des transferts de fonds dans le revenu des ménages au Népal



Source: Calcul établi à partir de données de l'enquête 2003-04 Nepal Living Standard Survey.

FIGURE 10

Les prix intérieurs des produits alimentaires restent supérieurs à ceux d'avant la crise: hausses de prix sur deux ans jusqu'à la fin 2008



Note: Les données font référence à l'augmentation médiane en pourcentage des prix corrigés de l'inflation, décembre 2008 comparé avec décembre 2006. Source: FAO.

se sont pendant de nombreuses années déplacés dans la même proportion: la part des femmes migrantes était estimée à 50 pour cent en 2005, ce chiffre ayant très peu varié par rapport aux 47 pour cent de 1960⁶.

Les chiffres mondiaux ne rendent pas compte du rôle que jouent les migrations pour beaucoup d'individus, de ménages, de nations et de régions. C'est ainsi que les envois de fonds représentent la principale source d'entrées de capitaux dans les petits pays proches des corridors de migration de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de la Fédération de Russie. Les chiffres de la Banque mondiale pour 2007 montrent qu'au Tadjikistan, les transferts de fonds représentent 46 pour cent du PIB, les chiffres étant de 25 pour cent au Honduras et de 24 pour cent au Liban⁷. Dans plusieurs grands pays d'Afrique (l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc, le Nigéria et le Sénégal), les envois de fonds représentent 5 à 10 pour cent du PIB. À l'intérieur des pays, les transferts de fonds sont souvent concentrés dans certaines régions géographiques (voir encadré sur le Népal).

Dans de nombreux pays en développement, les revenus d'une partie importante des ménages dépendent des

conditions de vie et de sécurité, en particulier dans les zones rurales. De nombreux travailleurs considèrent le travail à l'étranger comme leur seule issue viable.

L'augmentation des envois de fonds a largement contribué à raffermir le PIB national. La part des envois de fonds dans le PIB est passée de 10 à 17 pour cent entre 2001-02 et 2007-08. La proximité géographique de l'Inde, les liens historiques et culturels ainsi que la perméabilité et la longueur des frontières ont fait de l'Inde une destination privilégiée pour les immigrants népalais. Ces dernières années néanmoins, une part croissante des envois de fonds vers le Népal est venue d'autres pays offrant de meilleures opportunités professionnelles et des salaires plus élevés, notamment au Proche-Orient. Ainsi, davantage de transferts sont désormais effectués depuis cette région (33 pour cent) que depuis l'Inde (24 pour cent). Un nombre important d'envois de fonds provient également de la Malaisie et des États-Unis d'Amérique.

Pour la plupart, les migrants travaillent dans les secteurs non agricoles: ils sont employés dans des restaurants, des usines, comme domestiques, gardiens de sécurité ou employés de maison (en Inde), ou encore comme personnel de sécurité, chauffeurs et ouvriers du bâtiment (au Proche-Orient)².

Ces envois de fonds offrent de nombreux bénéfices pour le Népal. Cependant, leur impact sur les revenus des ménages et sur la pauvreté varie sensiblement d'une région à l'autre du pays (figure B). Selon l'étude 2003-04

sur le niveau de vie au Népal, leur part dans le revenu total des ménages va de plus de 20 pour cent dans les montagnes de l'Ouest et les collines de l'Ouest et de l'Extrême-Ouest à seulement 6 pour cent dans les montagnes du Centre-Ouest et du Centre. Cette différence montre comment les moyennes nationales peuvent occulter l'importance des transferts de fonds dans certaines parties d'un pays.

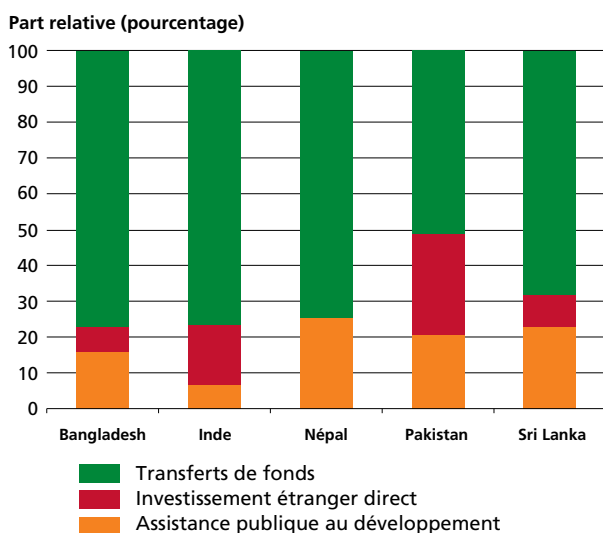
Compte tenu de l'importance des envois de fonds pour le Népal, tout ralentissement lié à la crise économique pourrait freiner la croissance du pays. L'influence de ces envois sur les revenus des ménages et sur la diminution de la pauvreté étant variable au sein du pays, une analyse au niveau des ménages apparaît nécessaire pour que les dispositifs d'intervention soient appropriés et touchent les bonnes personnes.

¹ Au taux de change actuel, soit environ 623,7 millions d'USD et 1,86 milliard d'USD, respectivement.

² P. Bhubanesh. (2008), *Mobilizing remittances for productive use: a policy-oriented approach*. Document de travail n° 4 de la Nepal Rastra Bank, Népal.

FIGURE 11

Les transferts de fonds sont importants en Asie du Sud



Source: Banque mondiale.

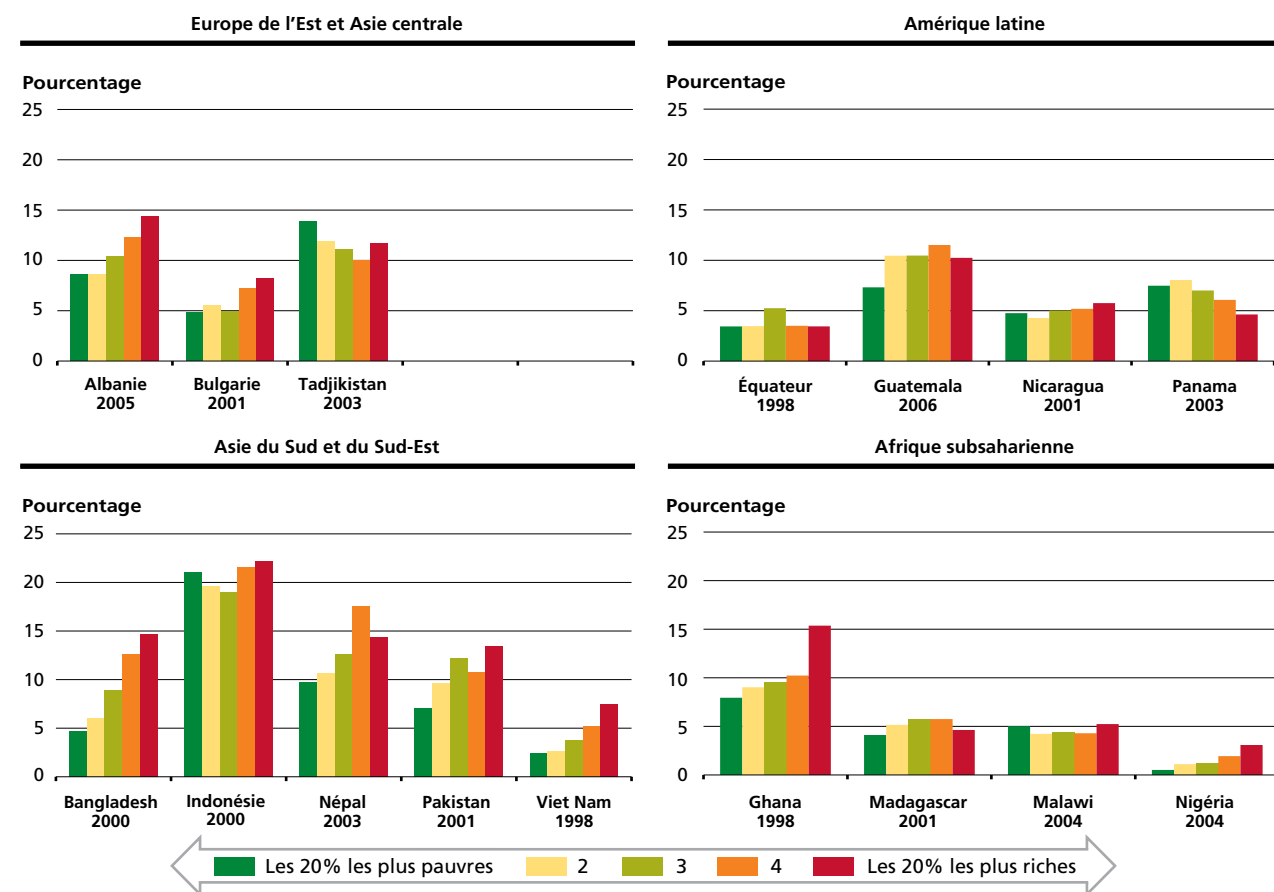
transferts de fonds. Aux Philippines par exemple, 17 pour cent des ménages reçoivent des transferts de fonds de l'étranger. Les proportions observées sont similaires en Albanie, en Arménie, en El Salvador et en Haïti, alors que 25 pour cent des ménages au Pérou bénéficient de transferts privés sous une forme ou une autre (des envois de fonds en majorité). En République dominicaine, 40 pour cent des ménages de la Sierra, une des régions les plus pauvres du pays, déclarent avoir des migrants, dont la moitié environ effectuent des transferts de fonds⁸.

Les envois de fonds arrivent directement aux ménages, et dans certains pays ou certaines régions (comme l'Asie du Sud; voir figure 11), ils sont beaucoup plus importants que les IED ou l'APD. Dans de nombreux pays en développement, les envois de fonds constituent une plus grande part des revenus pour les quintiles les plus aisés (figure 12)⁹, même si les ménages plus pauvres sont généralement plus affectés par la baisse de ces envois car ils ont plus de mal à faire face à une perte de revenus.

Comme pour les autres sources de revenus, les transferts de fonds ont un effet multiplicateur sur l'économie locale.

FIGURE 12

Les transferts de fonds constituent généralement une part inférieure des revenus de la population pauvre: pourcentage du revenu des ménages issu des transferts privés (envoi de fonds de proches le plus souvent) dans certains pays, par groupe de revenu



Source: FAO.

Par exemple, lorsque les envois de fonds sont utilisés pour construire une maison, la demande de main-d'œuvre semi-qualifiée augmente, profitant à ceux qui n'ont pas directement accès aux envois de fonds. Cet effet multiplicateur implique que l'incidence d'un recul des envois de fonds sera au total plus importante que la baisse même des envois. Des études montrent que ce multiplicateur se situe souvent entre 1.5 et 2.

En Afrique et en Amérique latine, une augmentation de 1 point de pourcentage du ratio des envois de fonds par rapport au PIB se traduit par une baisse de 0,29 et de 0,37 pour cent respectivement du nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté¹⁰. De plus, les envois de fonds sont moins volatiles que les IED et lors des crises précédentes, ils ont été souvent contra-cycliques, c'est-à-dire qu'ils ont tendance à augmenter quand, dans le pays d'origine, la croissance se ralentit (ou lorsque ce pays est victime d'une catastrophe). Cependant, du fait que la crise actuelle est mondiale – et qu'elle a d'abord touché les pays d'accueil et y est plus prononcée – la Banque mondiale estime que les envois de fonds reculeront de 5 à 8 pour cent

en 2009 après avoir progressé de 15 à 20 pour cent par an de 2005 à 2007¹¹.

La réduction des envois de fonds aura aussi plus ou moins d'incidence sur les différents pays selon les variations des taux de change, qui affecteront tout d'abord les décisions concernant le montant envoyé dans le pays d'origine puis le pouvoir d'achat des bénéficiaires lorsque les envois de fonds sont changés en monnaie locale. L'Europe orientale et l'Asie centrale, qui reçoivent une grande partie de leurs envois de fonds de la Fédération de Russie vont les voir fortement baisser du fait du ralentissement de l'économie russe et de la dévaluation du rouble (voir encadré sur le Tadjikistan).

Commerce, crédit, investissements directs étrangers et aide étrangère

Dans les pays développés, la récession a eu des répercussions très négatives sur le commerce, le crédit, les IED et l'aide étrangère. En 2009, les échanges mondiaux devraient baisser de 5 pour cent¹² à 9 pour cent¹³. La chute de la valeur des exportations sera plus forte dans les pays en développement

Conséquences de la diminution des envois de fonds vers le Tadjikistan

Le Tadjikistan possède le rapport envois de fonds/PIB le plus élevé au monde (46 pour cent environ). Sur la base des résultats de l'étude du niveau de vie au Tadjikistan (2007), des chercheurs de la Banque mondiale ont simulé les conséquences sur la pauvreté d'une baisse des transferts de fonds des migrants à l'échelle internationale en appliquant deux méthodes différentes¹. L'étude s'intéresse uniquement aux effets directs des envois de fonds, sans tenir compte d'une éventuelle récession au Tadjikistan (c'est-à-dire une dégradation des conditions sur le marché du travail local) ou des conséquences indirectes de ces transferts (effet multiplicateur).

La première approche a simulé l'impact qu'aurait sur la pauvreté un recul général des envois de fonds, en appliquant le même pourcentage de réduction pour tous les ménages, et en partant du principe que, au moins à court terme, les ménages ne pourraient pas compenser cette perte. La seconde méthode a simulé quel serait l'impact sur la pauvreté si un certain pourcentage de migrants perdait leur emploi à l'étranger et retournait dans leur pays pour y retrouver un emploi similaire, mais

pour une rémunération nettement moins élevée. Dans les deux cas, les baisses analysées étaient, pour les fonds transférés comme pour l'emploi des migrants, de 20, 30 et 50 pour cent.

Quel que soit le scénario envisagé, la réduction des fonds envoyés entraînerait une hausse de la pauvreté. Dans le pire des scénarios, une chute de 50 pour cent des fonds transférés ferait passer le nombre des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 53,1 pour cent à 59,6 pour cent, soit une hausse de la pauvreté de 12,2 pour cent (voir le tableau). Dans le cas d'une baisse de 50 pour cent de l'emploi des migrants, l'impact, même s'il reste assez important, est moindre; dans ce cas, la pauvreté absolue passerait à 56,5 pour cent, soit une hausse de 6,4 pour cent. L'étude a montré que les zones rurales seraient davantage touchées que les zones urbaines, avec une incidence entre 1,3 et 1,8 fois plus marquée selon le scénario privilégié.

¹ O. Ivaschenko et A.M. Danzer. *Simulation of the impact of reduced migrant remittances on poverty in Tajikistan*. Washington, Banque mondiale.

Impact potentiel de la crise économique sur la pauvreté au Tadjikistan selon différents scénarios de baisse des envois de fonds

Baisse des envois de fonds/ de l'emploi à l'étranger (Pourcentage)	Simulation des taux de pauvreté d'après la méthode 1 (baisse des envois de fonds)			Simulation des taux de pauvreté d'après la méthode 2 (baisse de l'emploi à l'étranger)		
	(Pourcentage de la population)			(Pourcentage de la population)		
	Urbaine	Rurale	Total	Urbaine	Rurale	Total
Niveau actuel (de référence)	49,3	54,4	53,1	49,3	54,4	53,1
-20	51,4	58,6	56,8	50,4	56,3	54,8
-30	52,6	59,7	57,9	51,1	57,3	55,7
-50	53,8	61,5	59,6	51,9	58,2	56,5

Note: Les taux de pauvreté sont basés sur le seuil national de pauvreté absolue utilisé dans l'étude de 2007 sur le niveau de vie au Tadjikistan.
Source: Estimations de la Banque mondiale basées sur l'étude du niveau de vie au Tadjikistan.

que dans les économies avancées¹⁴ et sera particulièrement nuisible pour les économies dont la principale source de devises est constituée par les exportations.

À mesure que la crise se déroule, les pays en développement sont confrontés à la hausse du coût du crédit externe, privé comme public, la prime de risque attachée aux prêts aux pays en développement ayant augmenté d'environ un quart de point de pourcentage. Souvent, il n'est même pas possible d'obtenir un crédit, quel qu'en soit le prix, car les banques le rationnent et ne prêtent qu'aux emprunteurs jugés les plus fiables. Les institutions de microfinance sont en difficulté, bien que la plupart aient une assise solide et soient en passe de se renforcer davantage dans les années à

venir (voir encadré page 20) Les investissements étrangers directs ont tendance à devenir très volatiles. Lors de la crise actuelle, ils ont fortement chuté car, dans les économies développées, les entreprises privées font face à une sévère récession. Le tableau 2 de l'Annexe technique montre que dans des pays comme la Géorgie, la Gambie, la Jordanie et le Liban, les IED représentent en moyenne plus de 10 pour cent du PIB annuel. En avril 2009, le FMI a estimé que les investissements directs étrangers chuteraient de 32 pour cent en 2009 dans les pays en développement dans leur ensemble, la baisse étant de 15 pour cent en Afrique. La plupart des IED concernent les mines, l'industrie et les services, très peu étant dirigés vers l'agriculture (même si

Impact de la crise économique sur la microfinance

La microfinance est généralement considérée comme une arme essentielle pour combattre la pauvreté. La crise actuelle a non seulement mis en relief le rôle capital de la finance dans la croissance économique et le développement, mais elle a aussi lourdement pesé sur les institutions de microfinance de nombreux pays en développement. L'une des raisons est que les investisseurs privés retirent leurs capitaux, ce qui contraint ces institutions à prêter moins. Or, cette réduction a elle-même des répercussions négatives sur la pauvreté, étant donné que la clientèle des institutions de microfinance est essentiellement composée de pauvres, notamment de consommateurs, de travailleurs indépendants et de petits exploitants agricoles dans des zones rurales.

Les pays en développement et les économies émergentes sont touchés de manières différentes et pour des motifs distincts. C'est dans les économies plus intégrées, notamment en Asie centrale, en Europe et en Amérique latine, que les institutions de microfinance constatent les plus graves effets de la crise. Les fonds de microfinancement ciblant l'Inde et soutenus par des investisseurs étrangers, qui ont reçu des fonds tardivement, en 2008, alors que les investisseurs s'inquiétaient des répercussions de la crise financière, peuvent en revanche compter sur des rentrées de fonds considérables en 2009. En Afrique, les institutions de microfinancement luttent pour survivre aux pressions exercées sur leur trésorerie, tandis que les défauts de remboursement atteignent un niveau record avec la flambée des prix des denrées alimentaires et la baisse des revenus. Selon une récente étude menée par le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (GCAP – centre indépendant de recherche et de politique dans le domaine de la microfinance, qui compte 33 membres, dont le FIDA) en collaboration avec un groupe de professionnels et d'organismes de développement, les deux tiers des

institutions de microfinancement participantes – plus de 400 au total – ont indiqué que leurs portefeuilles de prêt étaient stables dans le meilleur des cas, voire en baisse, et ont vu augmenter les éléments à risque élevé de leurs portefeuilles sous l'effet de la crise.

Cependant, l'étude mondiale sur l'impact de la crise sur les institutions de microfinance et leurs clients a également révélé que le secteur présentait une grande capacité d'adaptation, en particulier lorsqu'il repose sur des sources de financement nationales (dépôts de comptes à faible solde, par exemple). Ainsi, bien que le renforcement des liens entre institutions de microfinance et marchés financiers nationaux et internationaux ait créé quelques problèmes pendant la crise, le secteur de la microfinance s'est construit, dans l'ensemble, de solides bases. Il existe un large consensus en faveur de la transparence financière au moyen de notations, de vérifications et de normes de performance sociale, tandis que les partenariats avec des investisseurs animés par des considérations sociales et des institutions de financement du développement apportent des fonds de liquidités d'urgence. Entre ce point fort et le potentiel d'expansion considérable grâce aux marchés des clients pauvres solvables dans les zones rurales, le secteur de la microfinance parviendra à se maintenir et contribuera à atténuer les effets du ralentissement de l'économie mondiale sur les ménages à faibles revenus. Quant à l'avenir, il est essentiel d'étudier les liens entre services financiers et programmes gouvernementaux de protection sociale, en versant les indemnités sur les comptes bancaires, ce qui reviendrait à établir un lien entre la protection sociale et l'inclusion financière.

Michael Hamp, Conseiller technique principal en finance rurale, Fonds international de développement agricole (FIDA) a participé à la rédaction de cet encadré.

certaines portent sur la transformation des produits agricoles), mais la baisse de l'emploi occasionnée par la récession aura des effets multiplicateurs sur l'ensemble de l'économie et accroîtra dans certains cas une migration de retour des villes vers les campagnes.

Pour certains des pays les plus pauvres, l'aide étrangère est la principale source d'entrées de capitaux. En Afrique subsaharienne, l'APD représente souvent une grande part du PIB (plus de 40 pour cent au Burundi et au Libéria, par exemple). En Haïti, en République démocratique populaire lao et au Nicaragua, la proportion dépasse les 10 pour cent. Pour répondre à la forte hausse des prix des denrées alimentaires, l'APD a fortement augmenté à l'échelle

mondiale en 2008. Toutefois, l'aide au développement baisse en général lorsque le PIB des donateurs diminue. En conséquence, étant donné que les pays donateurs connaissent des contraintes budgétaires accrues en 2009, le FMI prévoit que les 71 pays les plus pauvres du monde verront leur APD baisser globalement d'environ 25 pour cent, même si le niveau de l'aide restera supérieur à celui de 2007.

■ L'agriculture, un amortisseur macroéconomique

Les crises économiques n'ont pas la même incidence sur les différents secteurs, selon la nature de la crise, l'importance

TABLEAU 2

Taux de croissance par grand secteur pour une sélection de pays avant, durant et après une crise économique

PAYS	PÉRIODE	Taux de croissance annuel moyen par secteur				
		(Pourcentage)				
		Agriculture	Industrie	Industrie manuf.	Services	PIB
Indonésie	5 ans avant la crise	2,5	9,2	10,3	8,5	7,1
	1998	-1,3	-14,0	-11,4	-16,5	-13,1
	5 ans après la crise	3,0	4,1	4,9	5,8	3,7
Malaisie	5 ans avant la crise	0,5	11,1	12,7	10,2	9,2
	1998	-2,8	-10,7	-13,4	-5,0	-7,4
	5 ans après la crise	3,4	6,1	7,5	5,2	5,0
République de Corée	5 ans avant la crise	1,4	8,0	7,7	7,2	6,9
	1998	-6,4	-8,2	-7,9	-3,9	-6,9
	5 ans après la crise	1,0	7,4	9,7	4,6	6,4
Thaïlande	5 ans avant la crise	0,7	9,8	10,6	7,2	6,5
	1998	-1,5	-13,0	-10,9	-10,0	-10,5
	5 ans après la crise	3,3	6,3	6,8	4,0	4,8
Argentine	5 ans avant la crise	1,8	2,0	1,1	3,4	2,7
	2001	1,1	-6,5	-7,4	-4,0	-4,4
	5 ans après la crise	3,4	7,1	6,7	3,7	4,9
Brésil	5 ans avant la crise	4,1	3,1	2,2	3,9	3,0
	1999	6,5	-1,9	-1,9	1,4	0,3
	5 ans après la crise	4,1	3,0	3,4	4,1	3,0
Mexique	5 ans avant la crise	2,2	3,9	3,6	4,0	3,9
	1995	0,9	-7,8	-4,9	-6,2	-6,2
	5 ans après la crise	2,0	3,9	3,9	3,8	5,5
Cameroun	5 ans avant la crise	1,9	-6,1	-1,8	-7,5	-3,6
	1994	3,1	-14,4	-3,3	13,1	-2,5
	5 ans après la crise	7,5	4,7	4,3	0,2	4,6
Ghana	5 ans avant la crise	0,2	-1,5	-0,2	2,6	0,3
	1979-1983 ¹	-1,8	-11,7	-13,8	-1,8	-3,4
	5 ans après la crise	3,5	10,6	12,6	7,7	5,9
Mali	5 ans avant la crise	4,2	5,0	4,8	2,5	3,5
	1994	6,6	-4,0	-3,6	-0,6	0,9
	5 ans après la crise	4,4	8,8	-3,4	4,2	5,8

¹ L'année où la crise commença au Ghana n'est pas aussi bien définie que dans les autres pays, mais le cedi a baissé pendant les années choisies.

Source: Calculs de la FAO basés sur des données provenant des Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale.

du secteur en termes d'emploi et la structure des échanges dans le secteur concerné. Néanmoins, des traits caractéristiques peuvent être observés dans le secteur agricole. Tout d'abord, pour presque tous les cas énumérés au tableau 2, les taux de croissance du secteur agricole avant et après la crise étaient inférieurs à ceux du PIB agrégé (ces cas apparaissent en vert dans le tableau). Deuxièmement, dans toutes les crises, le taux de croissance de l'agriculture est plus élevé que le PIB *pendant* la crise (ces cas apparaissent en orange). En conséquence, la croissance de l'agriculture a tendance à être plus stable que celle des autres secteurs.

L'emploi dans l'agriculture a aussi tendance à s'accroître pendant une crise, comme le montre l'exemple de l'Indonésie durant la crise économique de 1997-98. Bien que l'emploi dans les secteurs indonésiens de l'industrie et de l'électricité ait reculé respectivement de 13 et de 27 pour cent pendant la crise économique de 1997-98, la progression de l'emploi dans l'agriculture (15,2 pour cent) a plus que compensé la réduction intervenue dans les autres secteurs¹⁵. Le schéma est le même dans les autres pays asiatiques touchés par la crise de 1997-98: l'emploi dans l'agriculture a augmenté de 9,1 pour cent en Malaisie et de 5,4 pour cent en République de Corée, mais il a baissé dans les deux pays dans le secteur manufacturier.

Pourquoi la croissance de l'agriculture serait-elle moins touchée par la crise que la croissance des autres secteurs? Tout d'abord, lorsque le revenu chute, la demande de

produits agricoles, en particulier de produits alimentaires, ne diminue pas en proportion – les individus sacrifient d'autres biens, comme les produits industriels et les services, pour être sûrs de pouvoir acheter suffisamment de nourriture (ou autant que leur revenu le permet). Du côté de l'offre, d'autres secteurs peuvent avoir recours plus intensivement au crédit, alors que l'agriculture, en particulier si elle est dominée par des petits exploitants, est davantage autofinancée et donc moins touchée par les restrictions soudaines de crédit. Ce dernier argument est moins valable pour les grandes exploitations commerciales, où le crédit est un intrant important. En outre, l'offre de crédit peut être augmentée par les migrants installés en ville qui reviennent habiter à la campagne.

Dans de nombreux cas, les crises peuvent s'accompagner d'une dépréciation du taux de change (comme au Mexique en 1995 ou en Indonésie et en Thaïlande en 1997-98). Cela a tendance à profiter à l'agriculture, car les produits agricoles sont souvent considérés comme relativement plus exportables que les produits du secteur des services. Mais toutes les crises économiques ne se ressemblent pas. Dans la crise actuelle, les effets bénéfiques de la dépréciation du taux de change sur l'agriculture seront atténués par le caractère mondial du ralentissement économique et les baisses des prix mondiaux des produits de base qui en découlent. De plus, la crise actuelle étant mondiale, la dépréciation d'une des monnaies, quelle qu'elle soit, a moins de chance de donner un coup de fouet efficace aux exportations du pays en question.



Quantifier les incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire¹⁶

L'impact de la crise économique sur les pauvres et les personnes en situation d'insécurité alimentaire sera probablement important, en raison en particulier de l'incidence négative de la flambée des prix alimentaires et des prix des carburants déjà subie par les tranches les plus vulnérables de la population en 2006-08. La difficulté accrue de l'environnement économique mondial a une grande influence sur la sécurité alimentaire nationale dans une partie des pays plus pauvres, dont la plupart sont devenus plus dépendants des importations de céréales au cours de la dernière décennie (figure 13). Cette dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires a été accentuée par les politiques de libéralisation des échanges et par l'amélioration du système mondial de transport. L'accroissement de la

dépendance à l'égard des importations de céréales a contribué à conserver des prix plus abordables pour les consommateurs, mais le manque de croissance agricole nationale qui a fait augmenter les importations a exposé de nombreux pays à la volatilité des marchés internationaux.

Les denrées alimentaires importées, y compris les produits de base comme les céréales et les huiles végétales, constituent désormais un élément important du régime alimentaire dans la plupart des pays. De 1970 à 2003, la dépendance vis-à-vis des importations a davantage augmenté dans les pays les moins avancés que dans les groupes de pays à plus hauts revenus. En 2003, la dépendance des pays les moins développés par rapport aux importations a été de 17 pour cent pour la consommation de

céréales (contre 8 pour cent en 1970), 45 pour cent pour le sucre et les édulcorants (18 pour cent en 1970) et 55 pour cent pour les huiles végétales (9 pour cent en 1970). À l'échelon national individuel, la situation est très variable. Les importations représentaient par exemple plus de la moitié des approvisionnements en céréales dans 11 pays de l'Afrique subsaharienne (l'Angola, le Cap-Vert, l'Érythrée, la Gambie, le Lesotho, le Libéria, la Mauritanie, le Sénégal, la Somalie, le Swaziland et le Zimbabwe) en 2005-06. Dans sept autres pays (le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Mozambique et la République démocratique du Congo), la proportion se situait entre 30 et 50 pour cent.

■ La crise économique et financière va aggraver l'insécurité alimentaire en 2009

En dépit de baisses des prix internationaux des denrées alimentaires à la fin de 2008, une détérioration du pouvoir d'achat et une plus grande insécurité alimentaire sont attendues pour 2009. Sur la base des tendances historiques de la production des 70 pays étudiés dans le modèle du service des recherches économiques de l'USDA (voir encadré page 24), le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire augmentera d'au moins 2 pour cent, ce qui rejoint les données de la FAO montrant que la sous-alimentation augmentait avant même la survenue des crises (voir page 8). La crise économique aggravera sensiblement ce problème. Pour les pays qui dépendent des importations de produits alimentaires, et en l'absence de grands déficits dans la production nationale, deux des principaux déterminants de la capacité d'importation de produits alimentaires sont les recettes d'exportation et les entrées de capitaux (IED,

transferts de fonds et aide étrangère). Une diminution des exportations ou des entrées de capitaux engendre le plus souvent une réduction des importations, notamment celles de produits alimentaires (à moins que le pays ne puisse emprunter sur le marché international, ce qui est impossible pour beaucoup de pays pauvres). En conséquence, même si les disponibilités alimentaires mondiales totales restent inchangées, l'accès des pays pauvres à cette nourriture diminuera, ce qui compromettra leur sécurité alimentaire. Le modèle de l'USDA a étudié quantitativement les changements dans la capacité d'importation des pays à faible revenu face à divers chocs externes et leurs incidences sur la sécurité alimentaire.

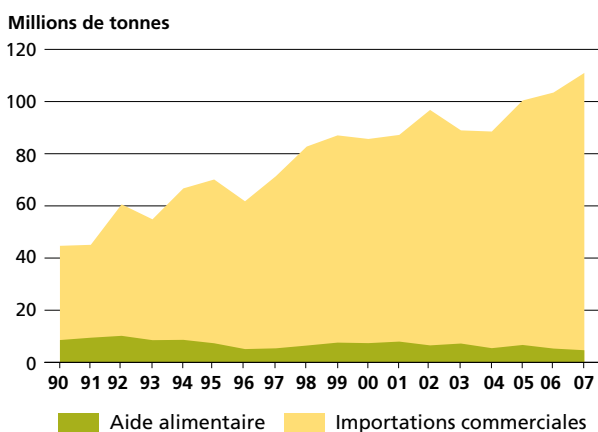
Trois scénarios ont été établis pour évaluer l'impact probable de la crise économique sur la sécurité alimentaire des pays à bas revenus. Dans le premier scénario, la croissance des exportations des pays sera inférieure en 2009 à l'estimation de référence (à savoir la croissance des exportations en l'absence de crise économique). Cette diminution est de la même ampleur que la baisse estimative de la croissance économique des pays pour l'année 2009, qui se traduit selon les prévisions par un recul de 50 pour cent de la croissance des exportations en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, de 40 pour cent en Asie (60 pour cent en Asie centrale) et de 60 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, un pays asiatique dont les exportations devaient augmenter de 10 pour cent verrait cette croissance réduite de 40 pour cent, pour s'établir à 6 pour cent. Ce scénario suppose des entrées de capitaux constantes (y compris les IED, les transferts de fonds et l'aide étrangère) pour financer les déficits commerciaux. Le deuxième scénario, ou scénario moyen, reprend l'hypothèse du premier scénario et y ajoute une réduction des entrées de capitaux de 25 pour cent en 2009 (en raison de réductions des IED, des transferts de fonds et, peut-être, de l'APD). Le troisième scénario conserve l'hypothèse du premier scénario et réduit les entrées de capitaux de 50 pour cent en 2009.

Dans le premier scénario, la réduction de la croissance des recettes d'exportation et la diminution consécutive de la capacité d'importation doivent se traduire par une baisse de la consommation alimentaire qui équivaut à une augmentation de 7,3 pour cent, au-dessus de l'estimation de référence, du nombre des personnes souffrant d'insécurité alimentaire. L'impact ne sera pas le même dans toutes les régions et dans tous les pays car les résultats varient selon la dépendance de chaque pays vis-à-vis des importations alimentaires, le ratio recettes d'exportation/disponibilités totales en devises et la situation initiale en matière de sécurité alimentaire.

Dans le deuxième scénario, lorsqu'une réduction de 25 pour cent des entrées de capitaux est ajoutée à la baisse de la croissance des recettes d'exportation, on prévoit que la situation des pays en matière de sécurité alimentaire se détériorera davantage en raison d'un recul encore plus marqué des importations alimentaires. Selon ce scénario, le

FIGURE 13

Les pays en développement sont de plus en plus dépendants des importations de produits alimentaires: importations de grains dans 70 pays



Note: Les données se rapportent aux 70 pays en développement composant le modèle utilisé par le Service de recherche économique de l'USDA pour ses évaluations de la sécurité alimentaire.

Source: FAO.

Les importations alimentaires sont-elles nécessairement une mauvaise chose?

La crise alimentaire mondiale de 2006-08 a poussé de nombreux pays à réexaminer les avantages qui existaient à ce qu'une part importante de leur consommation dépende des importations. Compte tenu de la hausse des prix et de leur volatilité et des turbulences enregistrées sur les marchés à cette période, il apparaît évident que les pays s'inquiètent quant à une trop grande dépendance vis-à-vis des marchés alimentaires mondiaux. Mais qu'est-ce qu'une dépendance «excessive», et quels sont les avantages et les inconvénients à la réduire?

Tout d'abord, il faut savoir que, dans de nombreux pays exportateurs, les prix nationaux des aliments ont également beaucoup augmenté durant la crise, notamment ceux du riz au Pakistan, en Thaïlande et au Viet Nam, et ceux du maïs en Afrique du Sud. En d'autres termes, les pays importateurs ne sont pas les seuls à être exposés à la hausse des prix mondiaux: tout pays qui commerce avec un autre peut l'être. Ensuite, les hausses de prix peuvent également découler de chocs au sein de la production agricole domestique: une simple politique d'isolement par rapport aux marchés mondiaux (autosuffisance) expose le pays à des risques importants liés aux conditions météorologiques. Ainsi, il n'existe pas de solution simple pour éradiquer l'instabilité des prix sur les marchés intérieurs.

Face à la flambée des prix mondiaux, la stabilisation des prix intérieurs est plus aisée si les importations ou les exportations ne représentent qu'une faible part de la consommation ou de la production, car des niveaux raisonnables de stocks permettent plus facilement d'amortir l'incidence du phénomène. Si les importations représentent 50 pour cent de la consommation, il sera difficile de mettre en œuvre une politique de stabilisation efficace qui protège des hausses de cours mondiaux. Il en va de même si les exportations représentent la moitié de la production.

Les avantages liés à une réduction de la part des échanges dans la consommation ou la production dépendent de l'avantage comparatif du pays. Si un pays dispose d'un avantage comparatif important pour la

production d'une denrée particulière, réduire la production pour diminuer la part des échanges (exportations) serait contreproductif et nuirait à de nombreux agriculteurs. De même, diminuer la quantité des importations lorsqu'un pays ne possède pas d'avantage comparatif dans la production nuirait aux consommateurs. De surcroît, c'est souvent aux plus pauvres que ce type de politique nuit le plus, comme l'a montré *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*. L'analyse des données de l'enquête sur les ménages permet de déterminer quels groupes sont les plus durement touchés selon les pays et produits concernés.

Bien entendu, l'avantage comparatif n'est pas un concept figé. Lorsqu'un pays ne dispose pas d'avantage comparatif pour la production d'un produit spécifique, cela peut s'expliquer par des investissements trop faibles dans la recherche agricole, les infrastructures rurales, les routes ou d'autres biens publics. Dans de tels cas, la solution la plus appropriée serait d'augmenter les investissements dans l'agriculture et non d'imposer des restrictions commerciales. Mais même à brève échéance, avant que ces investissements ne portent leurs fruits, les restrictions commerciales risquent d'être préjudiciables si elles ont pour effet, à moyen terme, d'augmenter les prix nationaux bien au-dessus des cours mondiaux. En effet, cette flambée se répercuterait automatiquement et surtout sur les plus pauvres des pauvres. Par ailleurs, s'il peut être judicieux de laisser les prix intérieurs s'écarter des prix mondiaux à court terme, poursuivre cette stratégie pendant plusieurs années risque de s'avérer dangereux. Une fois mises en place, les restrictions commerciales sont souvent difficiles à supprimer. Elles pourraient de surcroît ne pas suffire à juguler suffisamment le marché pour garantir des investissements judicieux de la part des gouvernements et du secteur privé. Ainsi, restreindre les importations uniquement pour éviter de dépendre du marché mondial peut maintenir des prix nationaux élevés tout le temps, pas seulement lorsque les prix mondiaux sont élevés. Renforcer les investissements en faveur de la productivité agricole serait une solution plus efficace et dans le long terme.

nombre de personnes qui se mettraient à souffrir d'insécurité alimentaire augmenterait de 9,2 pour cent par rapport aux estimations de référence pour 2009. Ce scénario a été utilisé pour établir les estimations de sous-alimentation fournies ci-dessus dans le présent rapport (voir page 11). Enfin, le troisième scénario aboutit à une augmentation de 11,6 pour cent du nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire. Évidemment, les trois scénarios ne se réaliseront pas forcément: l'impact réel dépendra des

mesures nationales et internationales qui seront prises pour faire face à la récession économique.

Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Afrique subsaharienne devrait augmenter de 6 pour cent d'après le deuxième scénario (figure 14), contre 3 pour cent et 9 pour cent au titre, respectivement, des premier et troisième scénarios. L'Afrique subsaharienne est la région du monde qui souffre le plus d'insécurité alimentaire. L'absorption moyenne de calories dans cette région est à

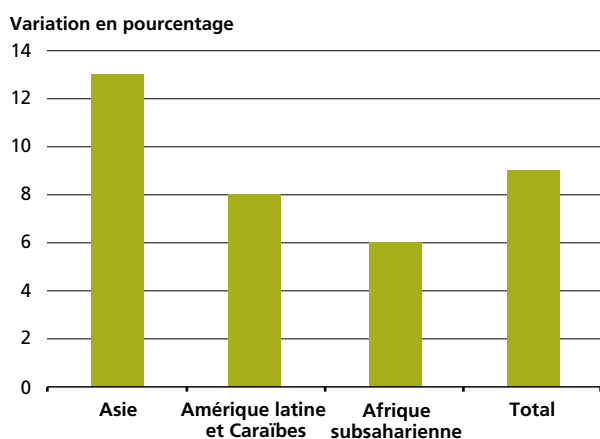
peine supérieure aux besoins quotidiens, qui se montent à 2 100 kcal par jour, et est de loin la plus faible du monde. Beaucoup de pays de la région ne disposent pas d'un approvisionnement en denrées alimentaires suffisant et les inégalités de revenus exacerbent le problème. Les pays qui seront les plus touchés par la crise économique sont ceux dont la balance des paiements est fortement déficitaire et qui dépendent beaucoup des importations de produits alimentaires.

L'impact du deuxième scénario par rapport au niveau de référence devrait être une augmentation de 8 pour cent du nombre des personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (contre 4 pour cent et 20 pour cent selon les premier et troisième scénarios). Comme en Afrique subsaharienne, la part des importations alimentaires s'est accrue au fil du temps, étant donné que la production alimentaire nationale n'arrivait pas à suivre l'augmentation de la demande de produits alimentaires. Les politiques de libéralisation des échanges et l'augmentation des revenus ont été les principaux moteurs de l'accroissement de la consommation. L'importance des inégalités de revenus a accentué dans cette région aussi la vulnérabilité à l'égard de l'insécurité alimentaire. Une des principales préoccupations de la région est la baisse des transferts de fonds qui, dans de nombreux pays, dépassent la somme des IED, de l'APD et des emprunts publics et privés. Les envois de fonds fournissent souvent des revenus à la tranche la plus pauvre de la société et sont dépensés en articles de première nécessité, comme les produits alimentaires (voir *Migrations et transferts de fonds* à la page 15).

Le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire en Asie (y compris en Asie centrale) d'après le deuxième scénario devrait augmenter de 13 pour cent par rapport au

FIGURE 14

Les répercussions inquiétantes de la crise économique sur la sous-alimentation en 2009



Note: Les données se rapportent au scénario 2 du Service de recherche économique de l'USDA comparé aux données de référence.

Source: USDA.

Comment le Service de recherche économique du Ministère de l'agriculture des États-Unis évalue-t-il la sécurité alimentaire?

Le modèle sur la sécurité alimentaire du Service de recherche économique établit des projections sur la consommation et l'accès à l'alimentation dans 70 pays en développement à faible revenu: 37 en Afrique subsaharienne, 4 en Afrique du Nord, 18 en Asie (dont 8 en Asie centrale) et 11 en Amérique latine et aux Caraïbes. L'accent étant mis sur les pays en développement à plus faible revenu, plusieurs grands pays en développement ne sont pas inclus (par exemple l'Argentine, le Brésil, la Chine, le Mexique ou l'Afrique du Sud). Les denrées examinées sont réparties en trois catégories (céréales, plantes-racines, «autres»), qui, ensemble, représentent 100 pour cent des calories consommées. La population de chaque pays est divisée en cinq groupes de même taille (quintiles), en fonction du revenu par habitant. La consommation varie au sein de ces groupes, les plus pauvres étant les plus faibles consommateurs. En se basant sur la consommation de chaque quintile et de la population totale, le modèle estime le nombre de personnes dont les besoins nutritionnels (2 100 kcal par jour) ne sont pas satisfaits.

niveau de référence de 2009, contre une augmentation de 11 et de 13 pour cent respectivement selon les premier et troisième scénarios. Ici, l'impact est en général plus important qu'en Afrique subsaharienne et en Amérique latine et dans les Caraïbes, en raison de l'importance des échanges extérieurs pour les économies asiatiques. L'ampleur des échanges de biens et de services signifie aussi que l'impact marginal d'un recul plus prononcé des entrées de capitaux est relativement faible, comme le montre la baisse similaire selon les trois scénarios. En raison des liens croissants de l'Asie avec l'environnement économique international, en particulier les performances et les politiques des grands pays développés, l'affaiblissement de l'économie mondiale affecte directement la situation en matière de sécurité alimentaire des pays de la région, dont beaucoup souffrent d'une pauvreté persistante et extrême. L'Inde sera moins touchée que de nombreux autres pays asiatiques, car sa politique financière prudente a réduit l'exposition du pays aux chocs financiers externes. En outre, le soutien continu du gouvernement au secteur agricole a fait passer l'Inde du statut d'importateur net de céréales à celui d'exportateur net.

Dans l'ensemble, l'ampleur des variations des indicateurs d'insécurité alimentaire selon les différents scénarios décrits ci-dessous met en lumière la vulnérabilité des millions de personnes pauvres dont la consommation alimentaire est

Impact de la flambée des prix sur les producteurs africains

Un projet récent du Service de recherche économique du Ministère de l'agriculture des États-Unis d'Amérique (USDA) a examiné les conséquences de la hausse des prix en Afrique. L'un des objectifs de l'étude était de déterminer si la hausse des prix se répercutait sur les agriculteurs locaux, qui pourraient alors accroître leur production et concurrencer les importations sur les marchés régionaux. La plupart du temps, la capacité des producteurs à réagir à la hausse des prix était entravée par leur manque d'accès au capital, des infrastructures de mauvaise qualité, une technologie et des informations limitées, des intrants insuffisants et des graines de mauvaise qualité. Ces obstacles se traduisent en des marchés mal intégrés, où les variations de prix entre les producteurs et les consommateurs et d'une région à l'autre sont très importantes.

Au Ghana, par exemple, lorsque les prix mondiaux des céréales ont atteint un pic, mi-2008, le gouvernement a mis en place des subventions pour les engrais et les tracteurs, principalement destinées aux producteurs de maïs les plus pauvres. Mais même à des prix subventionnés, nombre d'entre eux n'ont pu se payer ces engrais, et encore moins des tracteurs. Dans le pays, les prix des engrais ont augmenté d'environ 50 pour cent entre avril 2007 et août 2008. Il existait d'importantes différences de prix entre les différents marchés locaux, si bien que, entre deux villes distantes de seulement 105 km, ceux du maïs variaient presque du simple au triple.

Des problèmes similaires ont été signalés au Kenya. Le pays important la totalité de sa consommation d'engrais et d'énergie, il est sensible à leur augmentation sur les marchés mondiaux. Le maintien des prix à la production (malgré la hausse de ceux à la consommation) et la flambée des intrants agricoles (le prix des engrais a triplé en six mois) et du transport ont réduit les incitations à la production alimentaire. Cette situation, associée à l'instabilité politique nationale, a signifié que la moitié environ des terres agricoles du nord de la vallée du Rift (la

principale zone productrice de maïs) n'était pas préparée pour la période des semis de 2008.

Au Mozambique, la récente flambée des prix a été fortement ressentie par le consommateur, mais la taille et la géographie du pays ont limité la transmission des prix vers les agriculteurs. Avec un marché agricole fragmenté et des infrastructures insuffisantes qui ralentissent les échanges, les opportunités pour les producteurs de profiter des revenus relativement élevés et en augmentation des populations des zones urbaines sont limitées. L'étude a révélé que sur le marché de Maputo, le maïs argentin importé était au même prix que le maïs provenant du nord du pays. Cela signifie que la production locale a plus de chances d'être vendue aux communautés rurales du pays ou aux zones rurales des pays voisins, tels le Malawi ou la Zambie, qui connaissent des contraintes similaires liées aux infrastructures de marché.

En Ouganda, malgré une demande croissante, la production a été limitée, et ce pour diverses raisons. La première explication tient au morcellement des terres: la production est dominée par de petits propriétaires possédant 1 à 2 hectares. Ces producteurs n'ont pas accès aux marchés du crédit et ne peuvent pas se payer d'engrais ou de variétés de graines de bonne qualité. Cette situation a entraîné une baisse de la fertilité des sols et de la qualité des récoltes. Par ailleurs, le marché alimentaire (à l'exception du sucre) est totalement libéralisé, ce qui signifie que la production et les intrants ne bénéficient d'aucune subvention et qu'aucune taxe n'est appliquée sur les exportations et les importations. Le secteur de l'agriculture a représenté environ 1,5 pour cent de la totalité des dépenses de l'État en 2006 et 2007. Sans aucune organisation d'agriculteurs pour améliorer le pouvoir de négociation des producteurs, les agriculteurs tendent à vendre leurs produits rapidement après la récolte plutôt que de les stocker et d'attendre que les prix augmentent.

égale au besoin nutritionnel journalier ou s'en approche. Chaque année, cette vulnérabilité s'accroît, soit en raison de facteurs internes, comprenant notamment les déficits de production nationale dus aux conditions climatiques et les mauvaises réactions des autorités, soit en raison de facteurs extérieurs comme les chocs économiques mondiaux actuellement ressentis.

Les scénarios révèlent aussi un aspect important de l'équation de la sécurité alimentaire – le rôle croissant des importations alimentaires dans de nombreux pays à bas

revenus (voir encadré page 24). Lorsque la production nationale assure la majorité des approvisionnements alimentaires d'un pays, une réduction des importations aura sans doute un effet négligeable sur la sécurité alimentaire. Cependant, pour les pays qui sont devenus de plus en plus dépendants à l'égard des importations, une baisse pourrait aggraver leur vulnérabilité. À l'échelle régionale, la dépendance vis-à-vis des importations de céréales, le principal produit de base consommé par les pauvres, est la plus faible en Asie, suivie de l'Afrique subsaharienne, de

l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Afrique du Nord. La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et d'Afrique du Nord compris dans l'étude de l'USDA importent près de la moitié de leurs approvisionnements en céréales. Certains pays peuvent renoncer à importer d'autres produits de base et allouer une beaucoup plus grande part de leur budget d'importation à la nourriture pendant la crise, mais pour ceux qui au départ souffraient déjà notablement d'insécurité alimentaire, dont de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, un déclin de la croissance économique et de la capacité d'importation peut avoir de graves incidences négatives et amplifier cette insécurité.

Les performances de la production alimentaire jouent de toute évidence un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire nationale. Depuis 1990, l'Afrique subsaharienne a connu la plus forte croissance de production de grains – 2,8 pour cent par an – mais cette croissance a été presque annulée par l'accroissement démographique rapide de la région, qui est de 2,7 pour cent par an (contre moins de 1,5 pour cent dans les autres régions). Près de 90 pour cent de la croissance de la production intervenue en Afrique

subsaharienne depuis deux décennies est due à l'extension des surfaces; les rendements de la région sont les plus faibles au monde, à environ un tiers de la moyenne mondiale. Cela signifie que la plupart des pays sont loin d'avoir atteint leur potentiel technique maximal en matière de cultures. La hausse récente des prix des grains a renforcé les incitations à produire pour les pays qui disposent de ressources relativement productives et les économies de marché qui sont assez efficaces pour tirer avantage d'une augmentation des prix. Cependant, dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, les producteurs réagissent peu aux modifications des prix en raison d'infrastructures de marché insuffisantes, du coût élevé des facteurs de production et de l'accès limité aux nouvelles technologies. Une étude de l'USDA portant sur quatre pays de l'Afrique subsaharienne (le Ghana, le Kenya, le Mozambique et l'Ouganda) a montré que toute une série de facteurs bridait la réaction locale à une hausse des prix, dont l'augmentation du coût des facteurs de production importés et les faiblesses dans le domaine des transports et des infrastructures (voir encadré page 26).



Mécanismes d'adaptation des pauvres et des personnes touchées par l'insécurité alimentaire

■ Comment les ménages font-ils face à la baisse de leurs revenus?

Lorsque des familles sont confrontées à une hausse du chômage, une baisse de salaire et une demande réduite de leurs qualifications professionnelles, elles essaieront de maintenir leurs revenus en migrant ou en participant à de nouvelles activités économiques. Une autre solution consiste à essayer de faciliter la consommation en vendant des actifs comme le bétail ou en empruntant, lorsque l'accès au marché du crédit est possible. Elles modifieront aussi leurs modes de consommation en réduisant le plus possible les dépenses de biens durables et le moins possible celles de nourriture. Les dépenses alimentaires se portent également sur des aliments riches en calories et denses en énergie (comme les grains) au détriment d'aliments plus onéreux riches en protéines et en nutriments (figure 15).

Toutes les stratégies d'adaptation décrites ci-dessus puisent dans les actifs des pauvres. Par exemple, les migrations peuvent réduire la cohésion de la communauté,

l'augmentation de l'emploi féminin peut rendre moins fréquentes les visites à des prestataires de soins, la vente d'actifs peut réduire les ressources physiques ou financières et le passage d'aliments plus nutritifs (comme la viande, les produits laitiers et les fruits et légumes) aux grains, qui sont moins nutritifs, peut augmenter la malnutrition et diminuer le potentiel cognitif des enfants. Lorsqu'ils sont confrontés à une crise, les ménages doivent choisir quels types d'actifs ils doivent réduire. Souvent, cette décision comporte une distinction entre les hommes et les femmes, comme le choix de privilégier l'éducation des garçons ou des filles ou bien les actifs du mari ou de la femme¹⁷.

Les ménages plus pauvres, confrontés à un budget plus serré, sont évidemment plus touchés que les ménages plus aisés. Pendant la crise économique de 1997-98 en Asie, les inscriptions dans les écoles indonésiennes ont davantage baissé parmi les pauvres. Lors de la crise économique survenue au Cameroun dans les années 90, la prévalence d'enfants de moins de trois ans souffrant d'insuffisance pondérale a augmenté beaucoup plus pour la moitié la plus

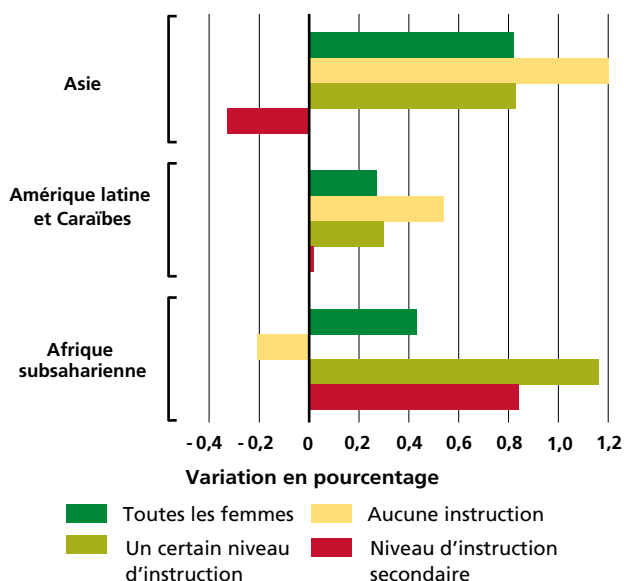
FIGURE 15

Mécanismes d'adaptation aux crises: comment les ménages font-ils face à la baisse de leurs revenus

	MESURES	COÛT
Nouvelles activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> Participation accrue (notamment des femmes) aux activités rémunératrices Migration vers des zones où il existe des offres d'emploi Migration de retour vers les villages/pays d'origine 	<ul style="list-style-type: none"> Réduction des loisirs ou d'autres activités; éventuellement au préjudice des soins maternels, de la nutrition et de l'éducation Recul de la cohésion sociale, fragilisation de la famille Réduction des salaires sur les marchés de l'emploi locaux
Ajustement progressif de la consommation	<ul style="list-style-type: none"> Vente de biens Emprunt sur des marchés structurés/non structurés 	<ul style="list-style-type: none"> Perte de la possibilité de gagner un revenu à l'avenir, possibilité de tomber dans la pauvreté Réduction de la possibilité de gagner un revenu à l'avenir, risques accrus
Modification des modes de consommation	<ul style="list-style-type: none"> Modification des modes alimentaires privilégiant les aliments meilleur marché (glucides lents) au détriment des aliments riches en oligoéléments comme le lait, la viande, les fruits et les légumes verts Réduction des dépenses de santé et d'éducation et des achats de biens durables et semi-durables pour préserver les dépenses d'alimentation 	<ul style="list-style-type: none"> Possibilité de malnutrition et de carences en oligoéléments, et donc de conséquences graves sur la santé Possibilité d'effets négatifs sur la santé des membres de la famille et de mise en danger de la future capacité de gagner un revenu

FIGURE 16

Augmentation des taux de participation des femmes au travail en réponse à une baisse de 10 pour cent du PIB par habitant, par niveau d'instruction



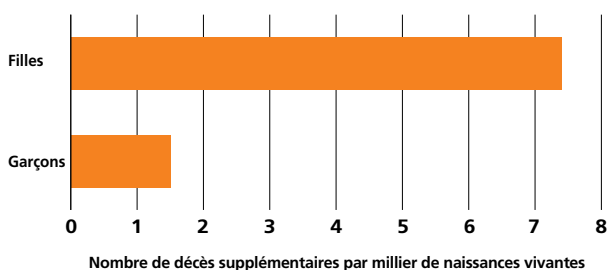
Source: Voir les notes à la page 58.

pauvre de la population (7 à 8 points de pourcentage) que pour la moitié la plus riche (2 à 3 points de pourcentage). Durant la sécheresse qui a sévi au Zimbabwe au milieu des années 90 (il ne s'agissait pas d'une crise économique, mais la sécheresse s'est traduite par une baisse des revenus), les jeunes enfants vivant dans les foyers les plus pauvres ont subi un fort retard de croissance et leur taille est restée inférieure à celle qu'on aurait pu prévoir en l'absence de crise plusieurs années plus tard. Ces effets sont d'autant plus inquiétants que de nombreux ouvrages montrent qu'un retard de croissance va de pair avec des compétences cognitives réduites et des progrès plus lents à l'école durant l'enfance, et des revenus plus faibles à l'âge adulte¹⁸.

La distinction hommes-femmes, sous la forme du travail des femmes, joue un rôle important dans ces mécanismes d'ajustement. Dans les pays en développement, les femmes ont tendance à travailler davantage lorsque le PIB par habitant diminue (figure 16), mais la corrélation n'est pas la même selon le niveau de formation des femmes. Dans la plupart des régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne, les femmes moins éduquées accroissent en temps de crise économique leur participation au marché du travail davantage que les femmes plus éduquées.

FIGURE 17

Les filles souffrent davantage pendant les crises économiques: augmentation de la mortalité infantile au-dessus du niveau de référence hors crise



Note: Les données s'appuient sur 122 cas de baisses importantes du PIB par habitant dans des pays en développement. Source: Voir les notes à la page 58.

Dans les pays en développement, les mères qui travaillent sont moins susceptibles de rechercher des soins pour elles ou leurs enfants, si bien que les performances de santé se détériorent souvent pour les pauvres en temps de crise, alors qu'elles s'améliorent en fait dans les pays développés. Pendant la crise mexicaine de 1995, les taux de mortalité infantile ont augmenté le plus dans les régions du pays où la participation des femmes au monde du travail progressait. De plus, les crises économiques ont un impact significatif sur la mortalité infantile: une baisse de 4 pour cent du PIB par habitant s'accompagne d'une augmentation de 2 pour cent de la mortalité des jeunes enfants. En outre, l'incidence des chocs négatifs pour le PIB sur la mortalité infantile est cinq fois plus importante pour les filles que pour les garçons (figure 17)¹⁹.

■ Migration interne de retour: l'agriculture comme amortisseur au niveau des ménages²⁰

En plus de son rôle de tampon macroéconomique décrit ci-dessus, l'agriculture peut aussi servir, en temps de crise, d'amortisseur au niveau des ménages en fournissant un logement et de la nourriture à peu de frais et un emploi aux travailleurs au chômage qui viennent des villes. Au Ghana, l'agriculture a servi de filet de sécurité pour les travailleurs contraints de réduire leur train de vie et pour d'autres durant la crise économique des années 80²¹. Elle a aussi joué le même rôle pour une grande partie des 1,2 million de Ghanéens qui ont été rapatriés du Nigéria en 1983 à la suite de la crise économique survenue dans ce pays. Ce processus a été facilité par l'abondance relative des terres dans certaines régions du Ghana. Pendant la crise actuelle, l'agriculture a joué ce rôle dans de nombreux pays asiatiques, y compris la Chine, et même dans certains pays développés, comme l'Espagne. Les activités non agricoles dans les zones rurales peuvent aussi contribuer à absorber les travailleurs qui ont dû quitter les villes. En fait, ces activités peuvent être plus adaptées à des personnes qui n'ont pas travaillé sur une exploitation agricole depuis de nombreuses années.

■ De quelle ampleur sont les flux de migration de retour? Sont-ils permanents ou temporaires?

Il n'est pas surprenant que les flux de migration de retour des villes vers les campagnes soient plus importants en temps de crise dans les pays plus pauvres, où le secteur agricole est plus étendu. Par exemple, en Indonésie pendant la crise qui a frappé l'Asie en 1997-98, 6 pour cent de l'ensemble des adultes appartenant à des classes d'âge de forte activité ont quitté les zones urbaines pour les zones rurales sur une seule année – ce qui équivaut à 11 pour cent de l'emploi total dans l'agriculture. Par contre, les migrations de retour en Thaïlande constituaient juste 1 pour cent de l'emploi agricole total en 1997 et 2 à 3 pour cent en 1998, une grande partie des migrations de retour concernant les régions pauvres du nord-est du pays²². La capacité d'absorption réduite de l'agriculture thaïlandaise était très vraisemblablement due aux investissements dans les technologies économes en main-d'œuvre au début des années 90 qui ont été réalisés pour répondre à la hausse des salaires réels.

Pour les urbains au chômage, la migration de retour constitue probablement, dans la plupart des cas, une stratégie d'ajustement temporaire. Le travail agricole est peu attractif: c'est un travail dur, mal payé et beaucoup de ceux qui reviennent des villes ont perdu leurs aptitudes agricoles, en particulier celles exigées dans le secteur des cultures commerciales²³. Par exemple, si on a assisté à une migration des villes vers les campagnes en Thaïlande à la suite de la crise de 1997-98, cette migration de retour s'est rapidement inversée au profit d'un départ des zones rurales de juste 5 pour cent de l'emploi total pour l'agriculture en 1999, dans la droite ligne de la tendance à long terme précédente.

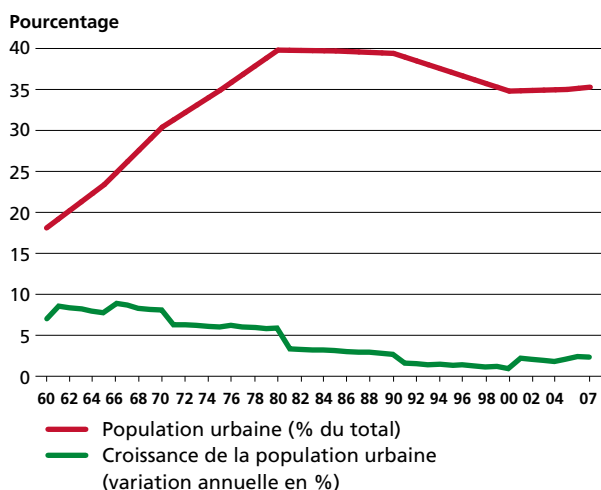
Néanmoins, dans certains cas, l'immigration de retour vers les zones rurales peut revêtir un caractère plus permanent. En Chine, par exemple, environ 38 pour cent de tous les migrants de la dernière décennie sont retournés chez eux²⁴. Ce phénomène est en partie dû au système *hukou* qui restreint les migrations vers les villes et oblige les ménages à déclarer leur lieu de résidence. Même si le système *hukou* est aujourd'hui moins strict que dans le passé, il influence toujours la sécurité de l'emploi des migrants ruraux dans les zones urbaines. La crise chronique qui touche l'industrie en grande difficulté du cuivre en Zambie (située dans la province du Copperbelt, une zone urbanisée) peut aussi expliquer la baisse progressive du taux d'urbanisation du pays (figure 18).

■ Le rôle d'amortisseur a un coût

Certains décideurs encouragent la migration de retour car elle atténue la pression qui pèse sur les villes et rend le chômage moins visible, peut réduire l'instabilité politique et allège la pression qui incombe sur un budget public déjà fortement sollicité en temps de crise. Mais cette migration a aussi un coût. Les ménages ruraux devront s'accommoder

FIGURE 18

En Zambie, le déclin de l'industrie du cuivre a contribué à la diminution du taux d'urbanisation



Source: FAO.

d'une réduction des envois de fonds et dans le même temps faire face à une demande alimentaire accrue suite à l'arrivée des migrants de retour.

L'impact sur les ménages ruraux n'est pas le même si les personnes qui reviennent peuvent ou non être employées de manière productive. Si ce n'est pas le cas, les ménages supporteront la charge de bouches supplémentaires à nourrir sans augmentation concomitante de ressources. Malheureusement, peu de données empiriques sont disponibles sur cette question. Des observations montrent qu'en Chine, la migration vers les villes a une incidence négative sur la productivité agricole (ce qui implique que la migration de retour aura un impact positif), mais les faits relevés en Thaïlande suggèrent que le secteur des petits exploitants ne pourrait pas absorber la main-d'œuvre urbaine peu qualifiée déplacée par la crise économique de 1997-98²⁵.



Études de cas portant sur des pays touchés par la crise économique

On a vu dans la première section du présent rapport que la faim avait progressé au cours de la décennie écoulée, et ce dès avant la crise alimentaire de 2006-08 et la crise économique en cours. On y décrivait ensuite la nature de la crise économique et la façon dont elle se transmet aux pays en développement, son impact sur la sous-alimentation, et les mécanismes auxquels recourent les pauvres pour faire face à cette situation. Dans la présente section, nous présentons des études de cas montrant les effets de la crise économique sur cinq pays et sur leurs populations pauvres. Deux de ces cinq pays (Bangladesh et Nicaragua) sont classés par le FMI dans la catégorie des pays à risque moyen d'exposition à la crise, alors que les trois autres (Arménie, Ghana et Zambie)

appartiennent à la catégorie de ceux pour qui ce risque est élevé.

Selon leur situation spécifique, les pauvres mettent en œuvre divers mécanismes pour s'adapter à la crise (tableau 3). L'importance relative des envois de fonds des travailleurs émigrés, les IED et l'APD varient d'un pays à l'autre (figure 19). La part des transferts de fonds (figure 20) et du commerce n'a cessé de croître au cours de la décennie écoulée (figure 21), bien qu'en Arménie le commerce des biens et services ait diminué par rapport au PIB durant les 15 dernières années²⁶. L'Analyse de la base de données des prix de la FAO montre que la crise alimentaire mondiale a entraîné dans tous ces pays une augmentation des prix des denrées alimentaires de base (figure 22).

TABLEAU 3

Relais de la crise (flux financiers), mesures gouvernementales et stratégies d'adaptation des ménages dans cinq pays touchés par la crise économique

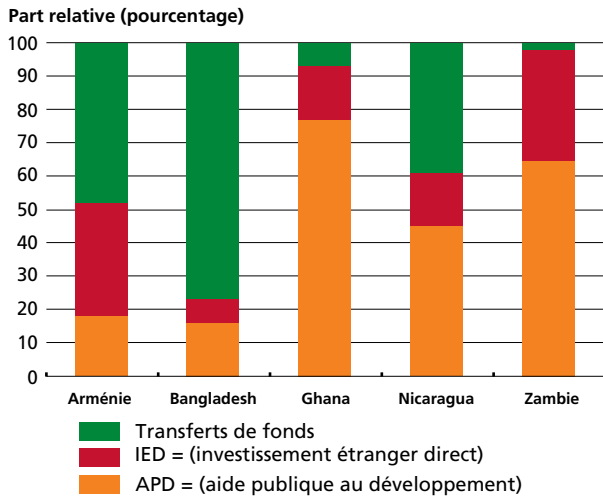
	Arménie	Bangladesh	Ghana	Nicaragua	Zambie
Relais	Envois de fonds	Envois de fonds, IED, APD	Envois de fonds, commerce, IED, APD	Envois de fonds, IED, APD	Envois de fonds, commerce, IED, APD
Mesures gouvernementales	Travaux d'infrastructure, subventions aux petites et moyennes entreprises, création de deux zones franches, construction de logements à des prix abordables, augmentation du salaire minimum	Renforcement des programmes de distribution alimentaire préexistants, allègements fiscaux, subventions	Programme ciblé de transferts de fonds (LEAP), système national d'assurance maladie, allocation d'études, alimentation scolaire, programme national d'emploi des jeunes	Alimentation scolaire, filets de sécurité productifs, magasins pratiquant des prix équitables	Accroissement des dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'agriculture
Stratégies d'adaptation des ménages: nouvelles sources de revenus	Création de petites entreprises	Travail occasionnel	Migration, diversification des cultures, travail occasionnel	Émigration, petit commerce, collecte de combustible ligneux	Retour à l'agriculture, petit commerce, vol, prostitution
Stratégies d'adaptation des ménages: lissage de la consommation	Ventes de bétail, endettement	Endettement	Ventes de bétail	Ventes de bétail, endettement	Soutien de la famille élargie, ventes de bétail
Stratégies d'adaptation des ménages: modification de la structure des dépenses	Modification du régime alimentaire (les pommes de terre remplacent le blé), moindre recours aux services de santé	Repas moins nombreux, consommation d'aliments de qualité inférieure, réduction des dépenses de santé	Modification du régime alimentaire (maintien de la consommation des produits alimentaires de base, mais réduction de celle d'autres aliments), abandon de l'enseignement privé pour l'enseignement public, réduction des dépenses de santé	Modification du régime alimentaire	Repas moins nombreux, consommation d'aliments de qualité inférieure, réduction des dépenses de santé et d'éducation

Notes: Les éléments mentionnés pour chaque pays au titre des relais de la crise sont ceux que le FMI estime être les principaux facteurs pour lesquels le pays considéré est exposé à un risque élevé ou moyen de choc délétaire. IED = investissement étranger direct. APD = aide publique au développement.

Source: FAO.

FIGURE 19

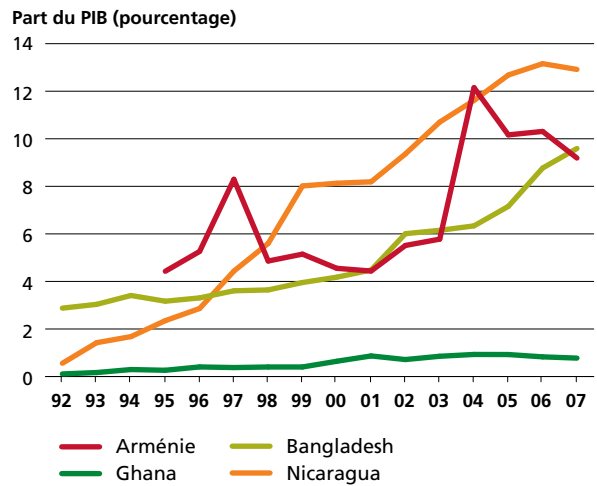
La vulnérabilité des pays dépend du type de choc: importance relative de l'APD, de l'IED et des transferts de fonds



Source: Banque mondiale.

FIGURE 20

L'importance des transferts de fonds a augmenté

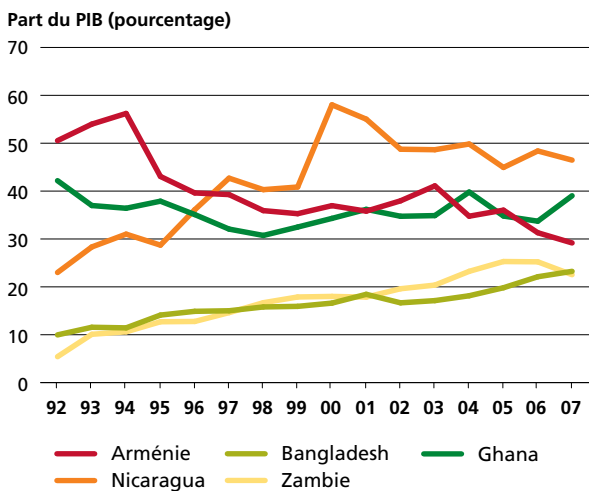


Note: PIB = produit intérieur brut.

Source: Banque mondiale.

FIGURE 21

Évolution de l'importance du commerce: moyenne des importations et des exportations en part du PIB

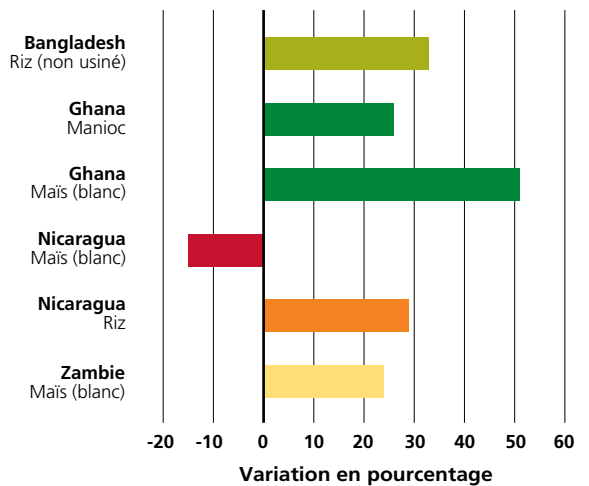


Note: PIB = produit intérieur brut.

Source: Banque mondiale.

FIGURE 22

Flambée des prix des produits alimentaires de base: augmentation des prix en termes réels de 2007 à 2008



Sources: FAO et Ministère de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana.



Arménie

Situé dans le sud du Caucase, l'Arménie est un pays montagneux comptant 3,2 millions d'habitants, dont 64 pour cent vivent en milieu urbain. En dépit de nombreuses difficultés, le pays a réussi son passage à l'économie de marché au cours de la dernière décennie, réalisant des taux de croissance à deux chiffres entre 2000 et 2007. Le blé, principale denrée alimentaire, représente environ 48 pour cent de l'apport énergétique total.

■ Impact au niveau macroéconomique

Selon le FMI, la Communauté des États indépendants (organisation régionale composée des ex-républiques soviétiques), dont l'Arménie fait partie, sera plus touchée par la crise économique que toute autre région²⁷. Durant les deux premiers mois de 2009, le PIB de l'Arménie a reculé de 3,7 pour cent par rapport à la période correspondante de 2008, conduisant le FMI et la Banque mondiale à réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2009, soit de moins 5 et moins 8 pour cent, respectivement; cette situation contraste avec le taux annuel moyen de croissance de 12,6 pour cent enregistré de 2000 à 2007. Au début de mars 2009, la monnaie arménienne (le dram) s'est fortement dépréciée, perdant jusqu'à 18 pour cent de sa valeur en un seul jour. Une telle dépréciation a pour conséquence une importante inflation.

L'économie de l'Arménie est largement dépendante du commerce avec les marchés européen et russe, et ses principaux partenaires commerciaux ont été durement touchés par la crise. Le ralentissement de l'activité dans la Fédération de Russie et en Arménie même, a eu des répercussions particulièrement marquées dans le secteur de la construction, qui a joué un rôle clé dans la récente croissance économique du pays. L'industrie extractive a aussi beaucoup souffert de la chute des cours mondiaux du cuivre et du molybdène, de même que l'industrie chimique, par suite du ralentissement de la demande mondiale de produits chimiques.

La Fédération de Russie n'est pas seulement l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Arménie, c'est aussi la source de la majeure partie des envois de fonds des travailleurs migrants, saisonniers ou de longue durée. Plus de 80 pour cent des migrants arméniens travaillent dans la Fédération de Russie, et en 2007 leurs envois de fonds ont représenté environ 9 pour cent du PIB, soit nettement plus

qu'au milieu des années 90 (figure 20). Du fait de ces facteurs, le FMI classe l'Arménie parmi les pays très vulnérables à une baisse des envois de fonds. De plus, le fléchissement des envois de fonds sera probablement prolongé, les envois de fonds officiels ayant chuté d'environ 35 pour cent en février 2009 par rapport à un an plus tôt. Selon les chiffres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), les départs vers la Fédération de Russie et les autres membres de la Communauté des États indépendants avaient reculé de 25 pour cent en mars 2009 par rapport à l'année précédente²⁸. L'investissement étranger direct, qui est une autre importante source de capitaux extérieurs (figure 19), devrait aussi diminuer en raison du fort ralentissement observé dans la Fédération de Russie (principal pays fournisseur).

La croissance économique avait entraîné une réduction notable de la pauvreté en Arménie, mais une baisse du niveau des revenus pourrait replonger de nombreux Arméniens dans la pauvreté, annulant ainsi les progrès accomplis au cours des dernières années. Selon les estimations de la Banque mondiale, la crise actuelle pourrait faire descendre 172 000 personnes supplémentaires au-dessous du seuil de pauvreté en 2009-10, portant ainsi le nombre total des personnes pauvres à 906 000, dont 297 000 seront extrêmement pauvres²⁹.

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La plupart des ménages arméniens dépendent du marché pour satisfaire leurs besoins de consommation, de sorte que la crise a un impact sur l'aptitude des ménages à se procurer une nourriture suffisante et à satisfaire leurs autres besoins essentiels dans des domaines tels que le chauffage, la santé et l'éducation. Nombre de ménages ont déjà commencé à remplacer les produits à base de blé par les pommes de terre, moins chères, et réduit leur consommation de viande et de produits laitiers par mesure d'économie. À long terme, cela pourrait avoir pour conséquence un risque plus élevé de carences en micronutriments. Conjuguée à l'exposition accrue aux maladies (par suite du moindre recours aux services de santé et du manque d'argent pour se chauffer pendant les mois froids de l'hiver), la crise pourrait conduire à une augmentation de la malnutrition et de la mortalité infantile, si la tendance négative se poursuivait et si les

efforts faits par les gouvernements et la communauté internationale n'étaient pas couronnés de succès.

Les ménages les plus touchés par le choc sont ceux qui dépendent des envois de fonds des travailleurs migrants saisonniers ou de longue durée, ou des revenus salariaux dans les secteurs de la construction ou de la production (en particulier les industries extractive et chimique). Les ménages qui dépendent de l'agriculture, du commerce ou des transferts sociaux seront toutefois aussi touchés indirectement.

D'après les statistiques nationales, un cinquième des ménages environ comptaient un migrant âgé de 15 ans ou plus en 2007³⁰. Les deux tiers des migrants ont pour destination des pays étrangers, principalement la Fédération de Russie, où ils travaillent en grande majorité dans le secteur de la construction, qui a connu jusqu'à l'arrivée de la crise économique un grand essor au cours des dernières années. Les envois de fonds des travailleurs émigrés, ajoutés aux substantiels transferts d'argent de l'importante diaspora arménienne, constituaient avant la crise une part notable des revenus des ménages (9,2 pour cent en 2007). Même pour le quintile le plus pauvre, les envois de fonds représentent encore jusqu'à 7,1 pour cent du revenu. Les ménages qui dépendent des envois de fonds des migrants saisonniers ont déjà enregistré une forte baisse de leurs revenus, car de nombreux migrants saisonniers n'ont pas encore été payés pour la saison de 2008. Les migrants qui résident de façon permanente à l'étranger éprouvent de plus en plus de difficultés à envoyer de l'argent à leur famille et à leurs amis en Arménie. Les ménages s'en sortent actuellement en recourant davantage au crédit pour leurs achats, ce qui, en raison des sombres perspectives de la saison de migration de 2009, pourrait avoir pour conséquence un grave endettement des ménages.

En 2007, le secteur de la construction représentait en Arménie le quart du PIB et était un facteur clé du dynamisme économique. Les ouvriers de la construction sont confrontés à la réduction des activités de ce secteur en Arménie et de la concurrence de dizaines de milliers d'ouvriers qui rentrent de la Fédération de Russie. Les travailleurs des industries extractive et chimique sont un peu mieux protégés par les interventions de l'État, mais ils ont eux-mêmes déjà été contraints de prendre des congés payés à des salaires inférieurs et craignent de perdre leur emploi à brève échéance.

Les petits agriculteurs et éleveurs vivant à plus haute altitude, qui combinent souvent l'agriculture de subsistance et le travail migrant saisonnier dans la Fédération de Russie, sont particulièrement vulnérables à la récession. Ils se tirent d'affaire en vendant leurs rares biens de production, notamment le bétail, ce qui entravera leur capacité à participer à la future reprise.

De nombreux petits commerces de l'Arménie rurale sont confrontés au problème des ménages toujours plus nombreux qui sont forcés d'acheter à crédit leur nourriture et

autres produits de première nécessité. Les commerçants n'ignorent pas que beaucoup de leurs clients ne seront jamais capables de rembourser leurs dettes, et certains ont décidé de ne plus faire de crédit, ce qui limite encore davantage les stratégies dont disposent les ménages pour atténuer leurs difficultés.

En dépit de l'importance de l'éducation, les ménages peuvent être contraints de réduire leurs dépenses d'éducation. L'enseignement supérieur sera le plus touché, car les parents n'auront plus les moyens de payer les frais de scolarité et les frais de location de chambres d'étudiants.

■ Mesures prises

On constate généralement que le système de protection sociale de l'État a contribué à la réduction de la pauvreté en Arménie. Les transferts sociaux tels que les pensions de retraite et les allocations familiales ont représenté 18 pour cent du revenu total des ménages du quintile inférieur en 2007. Les ménages bénéficiaires de ces transferts sont un peu mieux protégés des effets de la crise mondiale car les pensions et les allocations familiales ont augmenté entre 2008 et 2009. Ces ménages sont néanmoins touchés par la hausse des prix découlant de la dépréciation de la monnaie. Malheureusement, un tiers environ des ménages les plus pauvres n'ont pas bénéficié de transferts sociaux en 2007. De plus, la crise aura pour effet d'augmenter le nombre des personnes qui auront besoin d'une aide, ce qui accroîtra encore les difficultés du budget de l'État déjà grevé par les pertes de recettes fiscales imputables à la récession économique générale.

Les ménages comptant des employés du secteur public ont bénéficié d'une augmentation de 50 pour cent du salaire mensuel minimum officiel. Depuis la dépréciation du dram, toutefois, le nouveau minimum mensuel est inférieur à 90 USD, ce qui signifie qu'un ménage de trois personnes ou plus dans lequel il n'y a qu'un seul revenu dispose de moins d'un dollar par jour par personne. Les membres de ce groupe sont souvent appelés «travailleurs pauvres».

En avril 2009, le gouvernement a annoncé un plan d'action anticrise visant à promouvoir la croissance économique par la réalisation de projets panarméniens déjà prévus, notamment la construction d'une centrale nucléaire et d'une ligne de chemin de fer reliant l'Iran et l'Arménie ainsi que la création d'une banque panarménienne. De plus, le gouvernement a l'intention de soutenir des entreprises nouvelles ou existantes au moyen de subventions et de promouvoir le développement de petites et moyennes entreprises par la création de deux zones franches. Dans le secteur social, les priorités comprennent la réalisation complète et aux dates prévues des engagements pris dans ce secteur, une forte augmentation du niveau d'activité des travaux publics, et l'offre de logements à des prix abordables. Toutefois, ces projets ne pourront être menés à bien qu'avec un soutien financier extérieur.



Bangladesh

Le Bangladesh a une population de plus de 150 millions d'habitants concentrée sur un territoire de 144 000 kilomètres carrés. Cette population est composée de plus de 40 pour cent d'enfants et les trois quarts des habitants vivent en milieu rural. Le pays est situé sur le plus grand delta du monde formé par les fleuves Gange, Brahmapoutre et Meghna, ce qui le rend extrêmement vulnérable aux inondations et aux cyclones. Le riz, qui représente plus de 70 pour cent de l'apport énergétique, est de loin la première denrée alimentaire.

Au cours de la décennie passée, le Bangladesh a accompli des progrès impressionnants vers la réalisation de certains OMD, dans les domaines économique et social, en dépit de catastrophes naturelles et de chocs exogènes répétés. Entre 2003 et 2008, la croissance moyenne du PIB a dépassé les 6 pour cent. Le pays a atteint bien avant la date prévue les OMD relatifs à l'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation (OMD 3) et à l'enseignement primaire pour tous (OMD 2). Bien que la pauvreté ait reculé, tombant de 57 pour cent de la population en 1990 à 40 pour cent en 2005, l'éradication de la pauvreté et de la faim (OMD 1) demeure problématique. Récemment, la crise alimentaire et énergétique mondiale et le cyclone Sidr de 2007 ont encore porté un coup à la capacité du pays à atteindre l'OMD 1³¹. Une enquête nationale conduite par le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le gouvernement en novembre-décembre 2008 visant à déterminer l'impact de la hausse des prix alimentaires sur la population a révélé qu'une personne sur quatre était sérieusement touchée par l'insécurité alimentaire et que la malnutrition grave (dépérissement, retard de croissance et insuffisance pondérale) était en forte augmentation par rapport à 2005. La crise économique mondiale pourrait encore aggraver la situation.

■ Impact au niveau macroéconomique

Au cours des 15 dernières années, l'économie s'est de plus en plus ouverte au marché mondial, pour ce qui est à la fois des transferts de fonds et des termes de l'échange du commerce des biens et services (voir figures 20 et 21). Le Bangladesh est fortement dépendant des revenus des travailleurs émigrés dans les États du golfe Persique et dans d'autres pays, de sorte que le FMI estime qu'il est très vulnérable à une baisse des envois de fonds. En fait, le Bangladesh est le cinquième bénéficiaire mondial de transferts de fonds, et ceux-ci sont beaucoup plus importants

que les IED ou l'APD (figure 19). Le prêt-à-porter est le principal produit d'exportation, représentant près de 80 pour cent du total. Près de la moitié des exportations se dirigent vers l'Union européenne et 25 pour cent vers les États-Unis d'Amérique, ce qui rend le Bangladesh vulnérable à la récession dans ces parties du monde. Les exportations agricoles, qui se composent de crevettes, de jute et de thé, sont aussi importantes.

Le volume du commerce, qui avait augmenté les années précédentes, a diminué au deuxième semestre de 2008. Un nouveau recul de 7 pour cent par rapport à janvier 2008 a été observé en janvier 2009. Les exportations d'articles de prêt-à-porter diminuent (comme en témoigne la diminution du nombre des déclarations d'utilisation). Les exportations de poisson à destination de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique ont baissé de 16 pour cent entre juillet-décembre 2007 et juillet-décembre 2008. Celles de jute vers l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont subi au cours de la même période une diminution comparable, qui s'est poursuivie entre janvier 2008 et janvier 2009 (moins 20 pour cent). Le nombre des travailleurs émigrés a baissé de 40 pour cent de janvier-mars 2008 à janvier-mars 2009. L'annulation en mars 2009 de 55 000 visas de travail en Malaisie s'ajoute aux préoccupations que suscite le nombre croissant des personnes expulsées, qui a pratiquement doublé, passant de 4 800 en janvier 2009 à 8 000 en février 2009.

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La récente diminution des exportations, des envois de fonds et des revenus survient dans le sillage de la crise alimentaire mondiale et du cyclone Sidr (novembre 2007), mettant encore à l'épreuve la résistance de la population. En janvier 2008, le prix intérieur du riz avait augmenté (en valeur réelle) de 53 pour cent par rapport à janvier 2007, et en juillet 2008, il était encore supérieur de 45 pour cent à son niveau d'un an plus tôt. En 2008, le prix réel du riz a dépassé en moyenne de 33 pour cent celui de 2007 (figure 22). De telles augmentations ont constitué un véritable choc pour les revenus réels des pauvres qui consacrent souvent 40 pour cent de leurs revenus aux achats de riz en période normale. L'analyse des chiffres provenant d'enquêtes sur les ménages, fournis par la base de données de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus, indiquent que ce sont les plus pauvres des pauvres (les ruraux sans terre dépendant de

revenus salariaux) qui ont été le plus touchés par la crise. En conséquence, après une décennie de progrès, un nombre important de ménages étaient retombés dans la pauvreté même avant la crise économique mondiale. Comme il ressort de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2008*, les ménages dirigés par une femme ont été frappés de façon disproportionnée par les hausses des prix alimentaires.

En moyenne, les ménages dépensaient 62 pour cent de leurs revenus pour la nourriture à la fin de 2008, contre 52 pour cent en 2005. Cette augmentation de la part de l'alimentation dans le budget des ménages a contraint ceux-ci à réduire leurs dépenses de santé et d'éducation. D'autres stratégies ont consisté à prendre des repas moins nombreux, à modifier le régime alimentaire, à diversifier les moyens de subsistance et les sources de revenus et à recourir à l'endettement. Le souci de diversifier les revenus pourrait conduire les enfants à travailler ou les mères à consacrer une part accrue de leur temps à des activités génératrices de revenus, au détriment du soin des enfants. Un cinquième des ménages a déclaré dépenser moins pour la santé et un tiers s'est endetté davantage auprès des institutions financières.

Des entretiens avec des groupes témoins ont révélé que la dégradation de la situation macroéconomique avait eu pour conséquence des pertes d'emplois et la progression du travail à la journée. Le montant et la fréquence des envois de fonds ont diminué par suite des suppressions d'emplois à l'étranger, de la dépréciation de la livre sterling (une grande partie des transferts de fonds au Bangladesh proviennent du Royaume-Uni) et de l'alourdissement des dépenses effectuées par les travailleurs émigrés dans les pays d'accueil. Une importante diminution touchant à la fois la production et les prix a conduit à une baisse des taux de salaire de la main-d'œuvre non qualifiée dans l'industrie du poisson/crevettes et dans les ateliers de prêt-à-porter.

Mesures prises

Le fait que, selon des études récentes, les dépenses des ménages pour plusieurs éléments de première nécessité demeurent inférieures à ce qu'elles étaient avant les crises alimentaire et économique, suscite de graves préoccupations concernant les soins de santé, les apports alimentaires, l'éducation et l'endettement, ainsi que l'effet à long terme de ces facteurs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les entretiens avec des groupes témoins ont révélé une vision pessimiste de l'avenir: les participants estimaient généralement qu'il faudrait au moins un ou deux ans pour que les ménages retrouvent le niveau de revenu dont ils disposaient immédiatement avant la crise économique mondiale, quelques groupes témoins indiquant même que cela pourrait prendre entre trois et cinq ans. Un tel pessimisme s'explique probablement par les chocs répétés (la crise alimentaire et énergétique, le cyclone Sidr et la crise économique mondiale) qui ont marqué les deux ou trois dernières années.

La banque centrale a réagi aux chocs des dernières années en facilitant le crédit des banques aux entreprises. Elle a aussi procédé au retrait de ses placements dans les banques étrangères considérées comme à risque. L'État a renforcé les programmes existants de distribution de nourriture afin de fournir du riz subventionné à tous les travailleurs du secteur du prêt-à-porter et prévoit une augmentation des dépenses à court terme destinées aux mesures de sauvetage, notamment des allègements fiscaux et des subventions en faveur des personnes vulnérables. Il est toutefois à craindre que l'augmentation des dépenses publiques attise l'inflation.

Ghana

Situé en Afrique de l'Ouest, le Ghana est un pays de 24 millions d'habitants qui a accompli d'importants progrès dans la réduction de la pauvreté et de la faim. Le régime alimentaire y est relativement varié, le manioc représentant 24 pour cent de l'apport énergétique total et le maïs 13 pour cent. La proportion des personnes vivant au-dessous du seuil national de pauvreté est tombée de 52 pour cent en 1991-92 à 29 pour cent en 2005-06. Ces bons résultats sont cependant menacés, car la petite économie ouverte du Ghana est vulnérable aux chocs exogènes relayés par les IED, le commerce, l'APD et les transferts de fonds. Pour chacune de

ces composantes des flux financiers, le FMI estime que la vulnérabilité du Ghana est moyenne, mais du fait que le pays est vulnérable à plusieurs types différents de chocs, il considère que globalement le Ghana est très vulnérable à la crise. Pour ce qui est du Ghana, l'APD est beaucoup plus importante que les IED ou que les envois de fonds (figure 19).

Impact au niveau macroéconomique

Entre le début de mai 2008 et le début de mai 2009, la monnaie du Ghana a perdu environ 30 pour cent de sa



valeur par rapport au dollar EU. Bien qu'une dépréciation monétaire puisse faciliter l'adaptation d'un pays à des chocs macroéconomiques, elle a aussi pour effet d'augmenter les prix à l'importation des produits alimentaires et énergétiques, et des engrais, ainsi que d'alourdir le service de la dette extérieure, grevant ainsi le budget de l'État et freinant la croissance économique.

Le Ghana est confronté à une réduction des apports de capitaux étrangers et à la hausse des taux d'intérêt, ce qui rend plus difficile le financement des déficits de la balance des paiements courants et du budget. En janvier-février 2009, les exportations de bois avaient diminué de 27 pour cent et les envois de fonds de 16 pour cent par rapport aux mois correspondants de l'année précédente. Les exportations de produits horticoles et d'amandes de karité (matière première du beurre de karité, utilisé dans l'industrie des cosmétiques) ont aussi reculé. L'impact sera probablement plus accentué en cours d'année en raison des délais de transmission de la crise à partir des pays développés.

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

La baisse des cours de certaines denrées agricoles, le fléchissement des envois de fonds et l'accélération de l'inflation, notamment celle des prix alimentaires, ont réduit le pouvoir d'achat des ménages. Par chance, les cours du principal produit d'exportation du Ghana, le cacao, se sont maintenus à un niveau relativement élevé, atténuant le choc pour les 1,6 million de producteurs de cacao.

Actuellement, le groupe le plus touché semble être celui des cueilleurs de noix de karité. La cueillette des noix de karité est une source de revenus essentielle pour les femmes de la savane, zone la plus pauvre et la plus exposée à la faim du pays, pendant la période de soudure, les protégeant de l'insécurité alimentaire saisonnière. Les entretiens avec des groupes témoins composés de petites agricultrices du nord ont révélé que le tiers de leurs revenus provenait du karité dans cette région. La baisse des volumes de production et des cours de l'amande de karité fait que les femmes dépensent une plus grande part de leurs revenus pour la nourriture, au détriment de la santé et de l'éducation.

Les moyens de subsistance des travailleurs non qualifiés sont touchés par la réduction des volumes de production dans des secteurs tels que celui du bois. Du fait de la diminution de leurs revenus, les travailleurs non qualifiés qui ont migré dans une autre partie du pays envoient moins d'argent à leurs familles et sont à la recherche d'autres possibilités d'emploi. Trois pour cent des ménages ghanéens tirent leurs revenus principalement d'emplois non qualifiés.

Comme c'est le cas dans de nombreux pays, la crise alimentaire mondiale a durement touché les ménages pauvres. Les prix du maïs blanc et du riz importé avaient augmenté en valeur réelle de 51 et 43 pour cent, respectivement, en 2008 par rapport à 2007, entamant

fortement le pouvoir d'achat des pauvres (figure 22).

L'impact a été atténué dans une certaine mesure par la diversité du régime alimentaire ghanéen; par le fait que le manioc, qui n'est pas une denrée importante sur le marché mondial, représente environ le quart de l'apport énergétique total; et par la disponibilité de riz produit localement. Toutefois, les prix du manioc et du riz local ont augmenté de 26 et 33 pour cent, respectivement, entre 2007 et 2008. Bien que ces augmentations aient été moins fortes que celles du maïs blanc et du riz importé, elles ont néanmoins été importantes, et il est probable que la demande s'est reportée sur ces produits en raison du prix plus élevé des autres denrées alimentaires.

La cherté des produits alimentaires et énergétiques, conjuguée à la baisse des revenus, a pesé sur la consommation alimentaire et les moyens de subsistance. Les ménages urbains, en particulier à Accra, la capitale, sont confrontés au coût élevé des produits alimentaires et des services publics. La baisse des revenus est atténuée dans une certaine mesure par le système de protection sociale du Ghana, qui comprend notamment, une allocation d'études et un régime national d'assurance maladie. Certains ménages pourront donc dépenser plus pour se nourrir sans devoir renoncer aux services sociaux essentiels.

Les principaux mécanismes d'adaptation utilisés par les familles comprennent la réduction de la quantité et de la qualité des aliments consommés. Il y a aussi probablement un certain degré de substitution du manioc au maïs et au riz, car c'est généralement une source d'énergie moins coûteuse. Toutefois, en raison de sa faible teneur en protéines, le manioc est moins nutritif qu'une quantité équivalente de grains. Les travailleurs occasionnels migrent, les agriculteurs de subsistance diversifient leurs cultures en faveur de celles dont les prix demeurent intéressants, et les petits exploitants du nord vendent leur bétail et cherchent d'autres emplois, par exemple comme travailleurs occasionnels. Parfois, les parents retirent leurs enfants de l'école privée pour les mettre à l'école publique, accroissant ainsi la pression sur le budget de l'État.

■ Mesures prises

L'État dispose d'un vaste système de protection, comprenant un programme ciblé de transferts de fonds (Livelihood Empowerment Against Poverty – LEAP), un régime national d'assurance maladie, un programme d'allocation d'études et d'alimentation scolaire et un programme national d'emploi des jeunes. Au besoin, ces interventions pourraient être renforcées. Le gouvernement a aussi créé un groupe de travail sur la protection sociale, chargé de coordonner les interventions, afin de suivre les effets de la crise économique et d'y réagir.



Nicaragua

Le Nicaragua est un petit pays d'Amérique centrale dont le territoire se compose d'une plaine étendue partant de la côte Atlantique et s'élevant vers les montagnes de l'intérieur, au centre, et d'une plaine étroite et segmentée par des volcans sur la façade Pacifique. On y dénombre 5,6 millions d'habitants, dont 59 pour cent vivent en milieu urbain, la population se concentrant dans les basses terres de la côte Pacifique. Le maïs (21 pour cent de la ration énergétique totale) et le riz (16 pour cent) sont les principales sources d'énergie d'origine alimentaire. Le Nicaragua est un pays à bas revenus et à économie ouverte, qui ne dispose que d'une capacité limitée à absorber les chocs financiers.

■ Impact au niveau macroéconomique

La part des envois de fonds dans le PIB a triplé au cours des dix dernières années (figure 20). Le FMI considère le Nicaragua comme très vulnérable à une baisse des transferts de fonds, qui constituent la deuxième source de capitaux extérieurs du pays, derrière les exportations agricoles. En 2008, la banque centrale a estimé les transferts de fonds à 818 millions d'USD (non compris les envois de fonds non officiels)³². Ce chiffre représente quelque 13 pour cent du PIB, mais selon les prévisions il devrait tomber à 12 pour cent en 2009 par suite de la réduction des envois de fonds en provenance des États-Unis d'Amérique et des pays voisins, Costa Rica et El Salvador.

La part des exportations et des importations dans le PIB a aussi beaucoup augmenté au cours des trois dernières décennies (figure 21). L'économie du pays est fortement tributaire des États-Unis d'Amérique, non seulement pour les transferts de fonds mais aussi pour les IED et les exportations (en particulier dans le secteur des maquilas fabriquant des vêtements et des équipements automobiles, ainsi que dans ceux du café et des fruits de mer). Le ralentissement de l'économie aux États-Unis se répercutera probablement sur l'emploi et la production des entreprises des États-Unis opérant au Nicaragua (une centaine au total). L'emploi devrait diminuer dans le secteur des maquilas (Les entreprises de ce secteur important en franchise des marchandises, pour assemblage ou fabrication, qu'elles réexportent sous forme de produits finis, à destination du pays d'origine), en particulier dans le secteur des vêtements, en raison de la baisse de la demande des clients des États-Unis. On estime que les maquilas ont licencié 19 000 travailleurs au début de 2009, et l'emploi s'est également contracté dans le secteur de la construction.

En conséquence de ces tendances, il est prévisible que la balance commerciale se dégradera, et selon les prévisions la croissance du PIB reculera de 3 pour cent en 2008 à 1,5 pour cent en 2009. L'investissement étranger direct pourrait aussi fléchir légèrement (passant de 7,1 pour cent du PIB en 2008 à 6,1 pour cent en 2009), tandis que l'aide publique resterait à peu près inchangée (11 pour cent du PIB).

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence

Une enquête conduite en mars 2009 dans certaines régions parmi les groupes vulnérables de la population a confirmé les effets négatifs attendus sur l'économie, l'emploi, l'agriculture et les envois de fonds. Les ménages les plus touchés seront probablement ceux dont une part importante du revenu provient des envois de fonds ou de l'emploi dans des activités orientées vers l'exportation, ou encore de la vente de produits artisanaux. Les données de l'enquête sur les ménages fournies par la base de données de la FAO sur les activités rurales génératrices de revenus indiquent que les envois de fonds représentent une part comparable du revenu total des différents groupes de revenu (quintiles), bien que la part des envois de fonds du quintile le plus riche soit supérieure à celle du quintile le plus pauvre. À noter toutefois que même les envois de fonds, dont bénéficie directement le quintile le plus riche, peuvent profiter aux pauvres par leurs effets multiplicateurs, par exemple sur l'emploi dans le secteur du bâtiment.

Les ménages bénéficiaires d'envois de fonds ont déclaré que ceux-ci contribuaient à l'achat d'intrants agricoles, à l'investissement dans la terre et le bétail, au financement des dépenses d'éducation et à l'exécution de réparations et d'amélioration des bâtiments. Les participants à l'enquête ont confirmé que le montant des envois de fonds avait diminué par suite de la réduction de l'offre d'emplois à l'étranger.

Au Nicaragua, l'insécurité alimentaire des ménages est essentiellement un problème d'accès économique à la nourriture, bien que les disponibilités alimentaires puissent être en cause dans certaines zones rurales isolées et à certaines époques de l'année en raison de l'éloignement des marchés, du mauvais état des routes et de la carence des moyens de transport. L'enquête sur les ménages a constaté des changements dans le régime alimentaire, au détriment en particulier de la viande et des produits laitiers,

changements attribués à la hausse des prix. Les données fournies par le SMIAR de la FAO indiquent que la crise alimentaire mondiale n'a pas eu d'incidence importante sur les prix intérieurs du maïs et des galettes de maïs, alors que ceux du riz avaient subi en 2008 une hausse de 29 pour cent en valeur réelle par rapport à leur niveau de 2007. La réduction de l'accès économique à la nourriture a été aggravée par la baisse des revenus imputable à la diminution de l'offre d'emplois à l'étranger (entraînant un fléchissement des envois de fonds) et dans le pays (notamment dans l'agriculture, l'industrie extractive et les activités orientées vers l'exportation). La baisse des recettes de l'artisanat, consécutive à la réduction de la demande et à la hausse des prix des matières premières, a aussi contribué à l'insécurité alimentaire de certains groupes. Les dégâts causés par l'ouragan Felix et les inondations, à la fin de 2007 et au début de 2008, ont aussi joué un rôle dans la baisse des revenus et la hausse des prix alimentaires.

Les types de changements de régime signalés (au détriment de la viande et des produits laitiers) pourraient entraîner une augmentation des taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans (le retard de croissance touche déjà un enfant sur cinq) et aggraver les carences en énergie et en micronutriments au sein des autres groupes vulnérables tels que les femmes enceintes ou allaitantes, et les personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques. La contraction des dépenses de santé des ménages retardera le traitement des maladies ou le recours aux services de prévention, tels que la vaccination, ce qui aura des effets néfastes supplémentaires sur l'état nutritionnel des personnes vulnérables. La crise économique restreindra par ailleurs la capacité de l'État à développer les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement et à améliorer la qualité des soins de santé.

Le marasme économique local aura aussi pour conséquence la fermeture de petites entreprises et la réduction du crédit pratiqué par les commerçants locaux, ce qui restreindra encore l'accès à la nourriture pour les ménages. Ceux qui ne bénéficient pas d'envois de fonds et dont la solvabilité est douteuse seront particulièrement touchés.

Mis à part les changements de régime alimentaire, de nombreux ménages ont déclaré que, pour faire face à la crise, ils avaient l'intention d'émigrer davantage à la recherche de travail et de revenus supplémentaires, bien qu'ils aient été conscients de la réduction de l'offre d'emplois à l'étranger. Un retour à l'agriculture de subsistance (au lieu d'une agriculture de rapport) et l'exercice d'activités informelles, peu rémunératrices (petit commerce), ont également été mentionnés fréquemment comme mécanismes d'adaptation. Certains ménages adoptent aussi des stratégies négatives ou dommageables pour l'environnement, telles que l'accumulation des dettes, la vente de bétail et des biens domestiques et la collecte de combustible ligneux destiné à la vente. Selon la durée de la

crise, la réduction de l'investissement des ménages dans l'éducation des enfants pourrait nuire aux possibilités futures de subsistance et perpétuer le cycle intergénérationnel de la pauvreté, vu le lien étroit qui existe au Nicaragua entre le niveau d'éducation et le taux de pauvreté.

■ Mesures prises

L'amplification des mesures prises par le gouvernement et un certain nombre de donateurs et d'institutions des Nations Unies face à la crise alimentaire et énergétique antérieure pourraient contribuer à porter remède à la crise économique actuelle. Parmi ces mesures figurent le Programme intégral d'alimentation scolaire (soutenu par la Banque mondiale et le PAM), les Programmes de distribution de semences et de production vivrière (soutenus par la Banque mondiale et la FAO), et l'ouverture de magasins à prix modérés dans les zones urbaines pauvres.

Il est évident que la crise économique mondiale aggravera la situation générale de pauvreté chronique, d'insécurité alimentaire et de malnutrition qui préexistait. Ces conditions sont elles-mêmes liées à des facteurs agroécologiques et socioéconomiques fondamentaux, dont les effets sont accentués par la grande vulnérabilité du pays aux catastrophes naturelles. En conséquence, les mesures destinées à répondre à la crise économique ne devraient pas seulement viser à en atténuer les effets immédiats sur des groupes spécifiques de la population (petits producteurs agricoles, ruraux pauvres sans terre, nouveaux chômeurs en milieu urbain et enfants des ménages pauvres) mais aussi continuer à agir sur les causes profondes de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Il sera donc important d'améliorer les services (par exemple, santé, approvisionnement en eau, assainissement et éducation), l'infrastructure (par exemple, réseau routier et électrification), la productivité agricole et l'accès au crédit. Dans l'ignorance de la durée et de la profondeur exactes de la crise, des plans de gestion des risques et le suivi renforcé de l'évolution de la situation de l'économie, des finances et de la sécurité alimentaire sont également essentiels.



Zambie

Située en Afrique australe, la Zambie est un pays sans littoral, d'environ 12 millions d'habitants. Le taux de pauvreté globale du pays est tombé de 70 pour cent en 1996 à 64 pour cent en 2006. En dépit de ce progrès, la moitié de la population est encore considérée comme extrêmement pauvre, et 14 pour cent, comme moyennement pauvre. L'aliment de base est le maïs blanc.

Les envois de fonds de l'étranger jouent un rôle mineur (figure 19), mais le FMI considère la Zambie comme très vulnérable à la crise économique en raison de plusieurs facteurs interdépendants: la forte baisse des cours du principal produit d'exportation, le cuivre; la dévaluation de la monnaie nationale, le kwacha; la réduction de l'investissement étranger direct; l'inflation forte et soutenue des prix alimentaires et la baisse du tourisme.

■ Impact au niveau macroéconomique

Pour atteindre les OMD d'ici à 2015, la Zambie doit réaliser un taux de croissance économique soutenu d'environ 7 pour cent, mais par suite de la crise économique mondiale, les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse, revenant de 6 à 4 pour cent pour 2009. Par ailleurs, les IED sont tombés de 1 323,9 millions d'USD en 2007 à 938,6 millions en 2008 (soit une chute de 29 pour cent). Le portefeuille de placements étrangers (placements de personnes physiques ou morales dans des obligations et des actions par opposition aux investissements dans des usines, des mines, des terrains) a enregistré des sorties de 6,1 millions d'USD en 2008 contre des entrées de 41,8 millions d'USD en 2007. Ces tendances devraient se poursuivre en 2009.

Fortement tributaire de l'industrie extractive, notamment du cuivre, la Zambie est particulièrement vulnérable à la crise économique. Le secteur minier représentait environ 8 pour cent du PIB en 2008, mais 74 pour cent des recettes totales d'exportation. Le ralentissement prévu de la croissance économique, conjugué à l'incertitude politique ainsi qu'à la baisse des cours mondiaux du cuivre, a fait perdre au kwacha le tiers de sa valeur par rapport au dollar des États-Unis entre mars 2008 et mars 2009.

L'inflation, en particulier celle des prix alimentaires, est en augmentation en Zambie. En avril 2009, le taux d'inflation générale était de 14,3 pour cent contre 10,1 pour cent en avril 2008 et 13,1 pour cent en mars 2009. L'inflation des prix alimentaires a subi une forte hausse atteignant 15,9 pour cent en avril 2009 contre 10,1 pour cent en avril

2008 et 13,9 pour cent en mars 2009. Bien que cette inflation ait été déjà forte, la hausse du prix du maïs, principale source d'énergie alimentaire pour les pauvres, a été encore plus élevée. Les chiffres fournis par la base de données du SMIAR de la FAO montre qu'en 2008 les prix du maïs blanc avaient dépassé de 24 pour cent en valeur réelle leur niveau de 2007.

■ Effets sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance

La province de la Copperbelt: le secteur minier

Selon les estimations, les mines de la Province de la Copperbelt fournissaient 30 000 emplois directs en 2008. Quelque 8 000 personnes ont déjà été mises à pied, et il était prévu que les suppressions d'emplois passeraient à 10 000 en juin 2009. Globalement, il s'agit là d'une sous-estimation, car le chiffre indiqué ne tient pas compte des pertes d'emplois des sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services des sociétés minières. Les villes de la Province de la Copperbelt sont essentiellement construites en fonction des besoins de ces sociétés, et la majeure partie des emplois est liée directement ou indirectement au secteur minier.

Jusqu'au milieu de 2008, les emplois du secteur minier étaient considérés comme les plus sûrs et les plus rémunérateurs, non seulement parce que les salaires y étaient relativement plus élevés, mais aussi du fait des diverses prestations sociales qui s'y ajoutaient: indemnité de licenciement, soins médicaux gratuits, allocation d'études, logement et nourriture. En raison de la sécurité d'emploi attribuée à ce secteur, nombreux étaient ceux qui s'endettaient auprès des banques commerciales, lesquelles à leur tour accordaient volontiers des prêts aux mineurs. Or, quand la demande mondiale de cuivre a baissé, contraignant les sociétés minières à licencier du personnel, les banques ont aussi exigé le remboursement de leurs prêts. Dans de nombreux cas, l'indemnité de licenciement (deux mois de salaire de base par année d'ancienneté) est allée directement dans la poche des banques.

La perte des soins de santé a été difficile pour de nombreuses personnes, en particulier ceux qui suivaient un traitement aux antirétroviraux contre le VIH/SIDA, qui est un problème majeur en Zambie. Les dispensaires et hôpitaux privés créés par les sociétés minières ne fournissaient pas seulement des médicaments mais aussi l'alimentation riche en protéines indispensable. À présent, de nombreux

travailleurs licenciés dépendent du système de santé public qui n'a pas nécessairement les moyens d'absorber de nouveaux patients. Par conséquent, les équipements sanitaires publics, déjà faibles, sont soumis à une pression supplémentaire, d'où une baisse de la qualité des soins et une mauvaise couverture d'ensemble. Il s'agit là d'un problème extrêmement grave pour un pays où le taux de prévalence du VIH/SIDA est l'un des plus élevés du monde.

La plupart des mineurs licenciés continuent de vivre dans les villages miniers dans l'espoir que la situation s'améliorera bientôt et qu'ils retrouveront leur emploi. Toutefois, leurs perspectives se présentent mal, car les sociétés minières ont réagi à la baisse des cours du cuivre en remplaçant les opérations à forte intensité de main-d'œuvre par des technologies plus capitalistiques (mécanisation accrue) pour abaisser les coûts de production afin de rester compétitives dans l'environnement économique actuel. Certains travailleurs qui ont perdu leur emploi veulent se mettre à l'agriculture mais ils se trouvent mal préparés et mal équipés, ne possédant ni les compétences voulues ni les ressources nécessaires pour l'achat de terres et d'intrants.

Les ménages de la Province de la Copperbelt recourent à plusieurs mécanismes d'adaptation pour faire face au ralentissement de l'économie. Dans les villes, ils retirent leurs enfants de l'enseignement privé pour les mettre à l'école publique et s'adressent davantage au système de soins médicaux du secteur public. Certains ménages ont réduit le nombre des repas qu'ils prennent ou consomment des aliments moins nutritifs mais moins chers. En milieu rural, les ventes de charbon de bois et de bétail ont augmenté.

Du fait que la Province de la Copperbelt était l'une des provinces les plus prospères du pays, peu d'institutions des Nations Unies ou autres organismes internationaux y sont présents pour fournir une assistance humanitaire. Le PAM est actuellement absent de la région, mais en raison des vulnérabilités actuelles ou naissantes sa présence sera peut-être nécessaire.

Province du Sud: le secteur touristique

Dans le district de Livingstone, capitale de la Province du Sud, le tourisme est le principal moyen de subsistance. Cette région possède un certain nombre d'atouts touristiques, notamment les Chutes Victoria, des parcs nationaux, des musées, des sports aquatiques et des réserves de faune. La plupart des habitants travaillent soit directement pour les prestataires de services touristiques (hôtellerie) soit indirectement comme fournisseurs, transporteurs et vendeurs d'articles artisanaux.

La baisse du tourisme international provoquée par la crise économique, conjuguée aux fortes crues du Zambèze, a porté un coup au bien-être économique de la plupart des communautés. On estime que pas moins des trois quarts des employés de l'hôtellerie et du tourisme ont été licenciés ou travaillent moins d'heures.

L'activité était en baisse sensible au début de la haute saison touristique de 2009 (qui commence en avril). Les directeurs d'hôtels haut de gamme ne prévoient pas d'amélioration notable avant le milieu de 2010 et estimaient que le taux de remplissage ne serait que d'environ 50 pour cent au cours de la haute saison de 2009.

Les envois de fonds en provenance des Provinces de la Copperbelt et du Nord-Ouest sont une importante source de revenus pour environ 23 pour cent des ménages du district de Livingstone. Les licenciements dans l'industrie du cuivre ont toutefois entraîné une réduction à la fois du montant et de la fréquence des envois de fonds. Environ 44 pour cent des migrants sont déjà rentrés chez eux.

Les ménages touchés recourent à toute une gamme de mécanismes d'adaptation pour atténuer les effets du ralentissement de l'économie. Certains se lancent dans l'agriculture, mais la pauvreté des sols, le manque de capitaux pour l'achat d'intrants et la menace des animaux sauvages freinent le mouvement. D'autres misent sur le soutien de la famille élargie, mais cet expédient a peu de chances d'être une solution durable. Nombreux sont ceux qui ne voient pas d'autre issue que de réduire leurs dépenses en prenant moins de repas, en consommant des aliments moins nutritifs mais aussi moins chers, ou en dépensant moins pour la santé et l'éducation. Les entretiens avec des groupes témoins ont fait valoir un recours accru à des stratégies négatives telles que le vol et la prostitution.

Les communautés craignent que les choses ne s'améliorent pas avant deux ans et elles ne savent pas très bien comment elles vont survivre jusqu'au retour de jours meilleurs. Leurs principales priorités pour surmonter la crise sont l'emploi, le crédit et un meilleur accès à la nourriture.

Mesures prises

Le gouvernement n'a pas affecté de crédits spécialement au traitement de la crise, mais il a accru les dépenses en faveur de l'agriculture, de la santé et de l'éducation. Ces dépenses visent une série de programmes concernant notamment l'utilisation accrue des engrais en agriculture, le renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme, ainsi que l'augmentation de l'effectif des enseignants et la construction de nouvelles écoles.



Vers l'élimination de la faim

La crise actuelle n'a rien de nouveau. Il s'agit en fait de l'aggravation soudaine d'une crise structurelle qui, depuis des décennies, prive des centaines de millions d'êtres humains de l'accès à une alimentation suffisante pour mener une vie saine et active. La rapide augmentation, au cours des deux dernières années, du nombre des personnes qui souffrent de la faim, en raison d'abord de la crise alimentaire et énergétique et maintenant de la crise économique, met au jour la fragilité des systèmes alimentaires actuels. La situation actuelle fait ressortir le besoin urgent de s'attaquer aux

causes structurelles profondes de la faim. En plus des politiques de stabilisation macroéconomique destinées à réduire le plus possible l'impact immédiat du choc actuel, les gouvernements devraient stimuler et accroître leurs investissements dans l'agriculture (ainsi que dans les activités extra-agricoles), en élargissant leurs filets de sécurité et en améliorant la gouvernance. Bien que ce ne soit pas le sujet de la présente publication, il sera aussi important de créer des activités créatrices de revenus pour les pauvres des zones urbaines.



Importance de l'investissement dans l'agriculture et les biens publics

Le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, publié par la Banque mondiale, montre clairement le fait que l'agriculture peut apporter une contribution importante au développement économique et à l'atténuation de la pauvreté dans les pays les moins développés³³. Quand bien même cette contribution diminue sensiblement dans les pays à revenu moyen, l'agriculture continue de jouer un rôle essentiel dans l'atténuation de la pauvreté, qui reste de façon disproportionnée rurale, en dépit de la baisse de la part relative de l'agriculture dans les économies nationales.

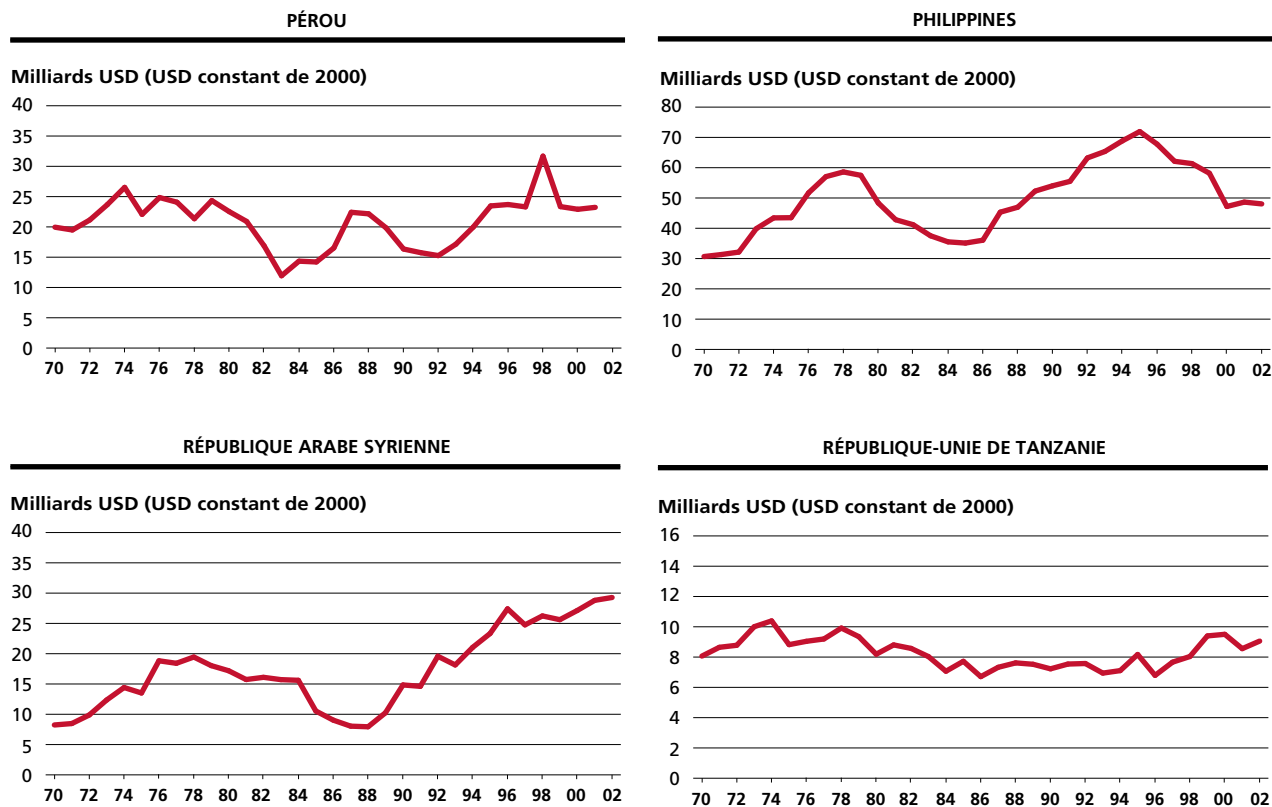
Pour bien jouer son rôle de moteur de la croissance et de l'atténuation de la pauvreté, cependant, l'agriculture a elle-même besoin de croître. Or la croissance agricole ne saurait s'accomplir et être durable en l'absence d'investissements dans l'agriculture. C'est malheureusement dans les pays où le rôle socioéconomique de l'agriculture est le plus important que l'investissement dans l'agriculture est en général très faible. En pourcentage du PIB agricole, l'investissement public dans l'agriculture est le plus bas dans les économies reposant sur l'agriculture (environ 4 pour cent) et le plus

élevé dans les pays en développement urbanisés (environ 15 pour cent)³⁴. Comme on l'a vu ci-dessus, les progrès dans la réduction de l'insécurité alimentaire ont été le plus rapides à l'époque où le niveau de l'APD allouée à l'agriculture était beaucoup plus élevé qu'il ne l'est aujourd'hui.

Le problème du sous-investissement dans l'agriculture s'aggrave en période de difficultés économiques telles que la crise économique mondiale actuelle, car lorsque les budgets privés et publics se resserrent, les dépenses d'investissement sont généralement plus touchées que les autres, y compris dans l'agriculture. L'incidence de la situation économique actuelle sur le capital fixe (machines, bétail, arbres, etc.) dans l'agriculture est encore incertaine, mais l'histoire nous enseigne que pendant les crises économiques et dans les années qui suivent le capital fixe se contracte par suite de la baisse de l'investissement. La figure 23 montre qu'après la crise de la dette de 1982 une réduction marquée du capital fixe agricole a eu lieu dans les pays en développement (des réductions analogues ont été observées dans les pays développés).

FIGURE 23

Les crises économiques sont nuisibles pour l'agriculture: évolution du capital agricole dans certains pays



Sources: Voir les notes à la page 58.

Il est donc important que durant les crises économiques qui suivent, l'investissement dans l'agriculture reçoive un soutien décisif des secteurs tant public que privé. Les investissements dans l'agriculture ne sauraient se concrétiser pleinement sans un environnement économique propre à promouvoir l'investissement privé, intérieur et extérieur, non seulement dans l'agriculture mais aussi dans tous les autres secteurs. Un tel environnement comporte le respect de la règle de droit, la bonne gouvernance et la stabilité macroéconomique.

L'investissement privé dans l'agriculture doit être soutenu par l'investissement public. Par exemple, en désenclavant une région fertile, une route publique accroît la rentabilité des investissements privés dans la région. Des études montrent que dans des pays aussi différents que la Chine,

l'Inde, l'Ouganda ou la République-Unie de Tanzanie, les investissements dans la recherche agricole et les routes rurales contribuent beaucoup à l'atténuation de la pauvreté rurale. Une étude menée en Amérique latine indique que si les dépenses publiques consacrées à des biens publics avaient pour effet d'augmenter le taux de croissance de l'agriculture et d'accélérer la réduction de la pauvreté, celles qui étaient destinées à des initiatives privées, par exemple la bonification du crédit ou la promotion de la production, qui ne profitent qu'à un petit groupe de gros exploitants, étaient moins bénéfiques. Le secteur public a par conséquent un rôle clé à jouer en promouvant l'investissement global dans l'agriculture nécessaire à la réalisation du plein potentiel socioéconomique de la croissance agricole³⁵.



Les filets de sécurité à court terme et à long terme

■ Les filets de sécurité en temps de crise

Pendant toute crise, les filets de sécurité et les programmes sociaux sont particulièrement importants pour ceux qui sont en état d'insécurité alimentaire. En pareille situation, toutefois, les dépenses de l'État se contractent souvent, les pays en développement peinant à financer des mesures anticycliques. Lors de la crise économique de la fin des années 80, par exemple, les dépenses de santé au Pérou ont chuté de 58 pour cent au total, tombant de 4,3 pour cent à 3 pour cent de la dépense publique globale³⁶. Même dans d'autres cas où la part de la santé dans les dépenses de l'État a augmenté, le recul du PIB ou de la part de la dépense publique dans celui-ci entraîne souvent, en temps de crise, une contraction en valeur réelle des dépenses de santé de l'État par habitant.

De plus, des exemples pris en Argentine, au Bangladesh, en Inde et en Indonésie montrent que les dépenses sociales de l'État sont généralement moins bien ciblées en période de récession économique, c'est-à-dire qu'elles profitent relativement moins aux pauvres qu'aux autres catégories de la population³⁷. Ainsi, même si les gouvernements réussissent à sauvegarder les dépenses sociales globales pendant une récession, rien ne garantit que le même niveau de dépenses sociales continuerait de parvenir aux pauvres. Il ressort de ces considérations qu'il importe de concevoir des dispositifs de protection sociale dont la couverture augmente automatiquement en période de récession. En outre, pour maintenir les coûts dans des limites raisonnables, il sera important de concevoir des dispositifs de protection sociale d'une manière telle que les pauvres soient les seuls à vouloir en bénéficier (c'est ce qu'on appelle l'«autociblage»). Par exemple, les programmes de garantie de l'emploi appliqués en Inde sont autociblés sur les pauvres car habituellement seuls les pauvres voudront travailler comme journaliers. En outre, si les salaires baissent sur le marché pendant une récession économique, alors que ceux du programme de garantie de l'emploi sont fixes, le nombre de ceux qui voudront y participer augmentera. Ensuite, lorsque la reprise économique s'installera et que les salaires du marché repartiront à la hausse, de nombreux participants quitteront automatiquement le programme sans qu'une intervention bureaucratique soit nécessaire³⁸.

■ Justification des filets de sécurité

Les filets de protection sociale ne sont pas une idée nouvelle, mais leur importance s'est accrue considérablement ces dernières années: leur mise en place figure souvent parmi les principales recommandations formulées en vue de l'atténuation des effets des crises financière, énergétique et alimentaire³⁹. La conception de ces mesures a évolué remarquablement depuis les années 90, subissant quatre changements théoriques fondamentaux⁴⁰:

- *Des opérations de secours à la gestion des risques.* Parfois, les risques et les chocs sont prévisibles. Ils peuvent alors être évités ou atténués par une préparation à l'avance, à condition de se doter de stratégies globales de gestion des risques au niveau national et à celui des ménages, au lieu d'intervenir après coup pour réparer les dégâts (voir encadré sur l'Éthiopie).
- *Des projets aux systèmes.* Un certain nombre de pays (par exemple, le Mozambique et le Malawi) rationalisent et coordonnent leurs divers filets de sécurité afin de créer des systèmes de protection au lieu de mettre en œuvre des projets dispersés⁴¹.
- *De l'aide à l'appropriation par les pays.* L'aide internationale devrait soutenir la capacité des gouvernements à passer progressivement à des systèmes de protection sociale leur appartenant et financés par eux, comme c'est le cas dans les pays à revenus moyen et élevé. L'institution de filets de sécurité nationaux est un élément clé du contrat social et de la responsabilité mutuelle entre l'État et les citoyens⁴².
- *De l'aumône à l'investissement.* Les filets de sécurité peuvent faire partie intégrante de stratégies globales de croissance, au lieu d'être un simple accessoire du processus de croissance. Ils permettent alors aux personnes d'améliorer leurs qualifications, leurs connaissances et leurs capacités de production, et encouragent la prise de risques⁴³.

■ Définition des filets de sécurité

S'il existe différentes définitions, et conceptions des filets de sécurité, il est admis qu'ils sont un élément de l'ensemble plus vaste des systèmes de protection sociale (figure 24, page 46). Ils comportent le plus souvent des transferts qui ne

Filets de sécurité en Éthiopie

Depuis de nombreuses années, l'Éthiopie semble être en situation de crise permanente. Chaque année, après des récoltes désastreuses, le gouvernement demandait une aide d'urgence à la communauté internationale. Cette approche ne permettait pas de résoudre les problèmes structurels d'insécurité alimentaire de l'Éthiopie. Il semblait nécessaire de recourir à une nouvelle stratégie, qui ne se contente pas d'envoyer des sacs d'aide alimentaire. L'aide annuelle a ainsi cédé la place à un appui pluriannuel programmé, dans le cadre du Programme de protection sociale fondé sur les activités productives. Des filets de sécurité contracycliques programmés, mis en place *avant* les crises, réduisent les besoins en aide d'urgence. Ils sont également essentiels à une gestion améliorée des risques¹.

Avec ce programme (le plus important filet de sécurité en Afrique), de l'argent en espèces ou de la nourriture sont distribués chaque année à 7 millions d'Éthiopiens pendant six mois, dans le cadre de travaux publics (construction de routes ou de ponts en milieu rural, par exemple) ou sous forme de paiements directs. Le reste de l'année, les familles vivent de leur propre revenu.

Une étude réalisée sur environ 1 000 foyers participant au Programme a montré que la presque totalité des transferts alimentaires était consommée et que l'argent servait essentiellement à acheter de la nourriture. Il est également apparu que les participants risquent moins de vendre leurs biens (en particulier le bétail) pour acheter de la nourriture et de sombrer ainsi dans la misère.

Le Programme comprend d'autres innovations. En 2006 par exemple, le Programme alimentaire mondial (PAM) en partenariat avec AXA Re, a lancé le premier contrat d'assurance à visée humanitaire. Une aide aux personnes vulnérables est déclenchée en cas de mauvaises conditions météorologiques (sécheresse par exemple)².

En 2007-08, la flambée des prix alimentaires, associée à une forte baisse des investissements étrangers et des envois de fonds, a menacé d'effacer les avancées permises par le programme au niveau national. Certains problèmes

tels que la faible valeur des décaissements en espèces ou alimentaires et leur caractère irrégulier doivent encore être traités. L'analyse préliminaire indique qu'il est plus avantageux pour les familles de recevoir à intervalles réguliers des transferts alimentaires ou en espèces programmés, plutôt que de bénéficier de décaissements irréguliers.

Les ménages dans le besoin sont alors moins susceptibles de vendre leurs biens et plus enclins à adopter des technologies davantage risquées mais plus rentables, et le secteur privé hésite moins à accorder des crédits, même à la consommation, car le risque de défaut est moindre.

Il convient également de donner la priorité à un meilleur ciblage des bénéficiaires et à leur passage au nouveau programme. Malgré une augmentation du nombre de bénéficiaires admissibles, le programme continue de toucher seulement certains des ménages exposés à l'insécurité alimentaire. Ce problème est particulièrement grave dans les zones pastorales (par exemple la région des Somalis dans l'est de l'Éthiopie) non encore couvertes par le programme. Parallèlement, il faudrait une meilleure coordination entre les réponses d'urgence et les autres mesures de développement³.

¹ H. Alderman et T. Haque. 2006. Countercyclical safety nets for the poor and vulnerable, *Food Policy* 31(4): 372-383; R. Holzmann et S. Jørgensen. 2000. *Social risk management: a new conceptual framework for social protection and beyond*. World Bank Social Protection Discussion Paper no 0006. Washington, Banque mondiale; T. Owens, J. Hoddinott et B. Kinsey. 2003. Ex-Ante actions and ex-post public responses to drought shocks: evidence and simulations from Zimbabwe. *World Development*, 31(7): 1239-1255; Département du développement international du Royaume-Uni. 2005. Social transfers and chronic poverty: emerging evidence and challenges ahead. Londres.
² U. Hess, W. Wiseman et T. Robertson, 2006. *Ethiopia: Integrated risk financing to protect livelihoods and foster development*. Rome, PAM.
³ R. Slater, S. Ashley, M. Tefera M. Buta et D. Esubalew. 2006. *Ethiopia's Productive Safety Net Programme (PSNP): study on policy, programme and institutional linkages*. Overseas Development Institute, IDL Group et Indak International. Londres et Addis-Abeba.

sont pas liés à une contribution financière antérieure des bénéficiaires. Ces transferts peuvent être des prestations en espèces ou en nature, soumises ou non à des conditions⁴⁴. En dehors des filets de sécurité, la protection sociale comprend aussi la politique du marché du travail et diverses assurances (par exemple, assurance vieillesse, assurance maladie), et certains éléments des politiques «sectorielles» axées sur des secteurs tels que l'éducation, la santé, la nutrition ou l'agriculture. Ces autres mesures de protection

sociale peuvent parfois se chevaucher avec les filets de sécurité: l'utilisation de l'assurance contre les intempéries, par exemple, relève à la fois des filets de sécurité et de l'assurance chômage⁴⁵. Les politiques sectorielles peuvent aussi se chevaucher avec les filets de sécurité dans la mesure où elles créent l'infrastructure (écoles, dispensaires) nécessaire au bon fonctionnement de ceux-ci. L'objet et la portée des politiques sectorielles ne se limitent toutefois pas à la protection sociale.

Le filet de sécurité du Brésil face à la crise économique

La crise économique a touché le Brésil dès le dernier trimestre 2008, lorsque, après des années de croissance, le PIB a chuté de 3,6 pour cent comparé au trimestre précédent. Grâce à une gestion prudente des excédents de balance courante des dernières années, le Gouvernement brésilien a pu adopter une série de mesures pour faire face à la crise, notamment des politiques macroéconomiques contracycliques (par exemple, en cas de ralentissement économique, augmenter les dépenses publiques pour relancer l'emploi). Par ailleurs, il a également mis en place une série de filets de sécurité:

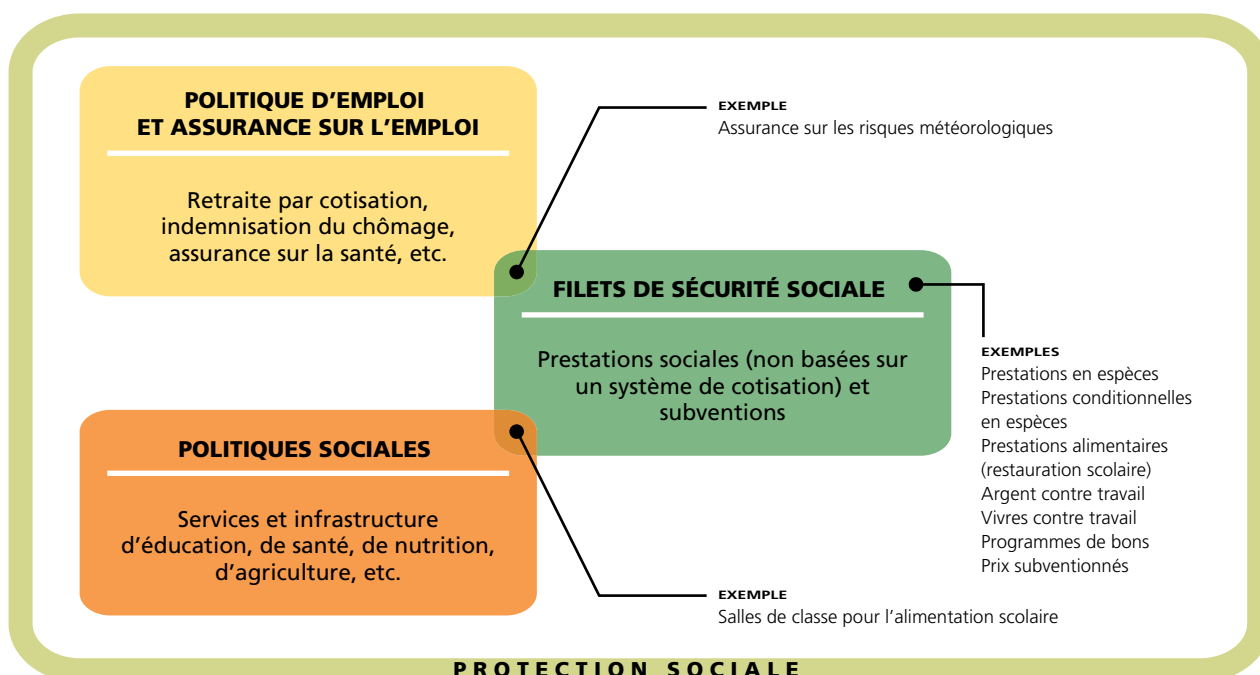
- Le nombre de bénéficiaires du programme *Bolsa Familia* est passé de 10,6 à 11,9 millions de familles. Celui-ci rémunère en espèces tous les mois des familles pauvres à condition qu'elles respectent certaines conditions comme la scolarisation de leurs enfants, le suivi de programme de vaccination et les visites prénatales. Chaque famille recevrait 28 USD plus 9 USD par enfant de moins de 9 ans et 14 USD pour les enfants de plus de 9 ans (tout cela par mois). Même si cette somme semble faible aux familles les plus aisées, elle est en revanche très importante pour les familles les plus pauvres.

- La durée de l'assurance chômage pour les travailleurs immatriculés auprès du Secrétariat du travail et opérant dans des secteurs spécifiques et dans certains États est passée de 5 à 7 mois.
- Le salaire minimum a été augmenté de 12 pour cent (presque le double du taux d'inflation), renforçant ainsi le pouvoir d'achat de 45 millions de travailleurs.
- Suite à la chute des prix agricoles, le nombre de cultures pouvant bénéficier du Programme de garantie des prix pour l'agriculture familiale est passé de 15 à 29 cultures et les prix minimums garantis ont également été augmentés pour un certain nombre de cultures.
- Un programme d'investissement baptisé «Ma maison, ma vie», a été mis en place pour aider les familles à construire de nouvelles maisons grâce à des crédits subventionnés et des impôts réduits sur les matériaux de construction.

Carlos Santana, Chercheur agricole principal, Embrapa (Société brésilienne de recherche agricole) a participé à la rédaction de cet encadré.

FIGURE 24

Éléments des systèmes de protection sociale



Source: Voir les notes à la page 58.

■ Principaux problèmes de mise en œuvre

La mise en œuvre de filets de sécurité efficaces exige l'adaptation des interventions au contexte local, c'est-à-dire à la fois aux capacités locales et à la nature spécifique de la crise. La conception des filets de sécurité devrait explicitement tenir compte de cette diversité et s'adapter aux conditions et contraintes propres au contexte considéré. Il est important en particulier de bien connaître les capacités institutionnelles, politiques, techniques et financières du pays où l'on met en place ou renforce des filets de sécurité. Selon la situation en matière de filets de sécurité, on peut distinguer les quatre groupes ou modèles suivants⁴⁶:

- *Absence de systèmes de filets de sécurité.* Il s'agit de pays à très faible capacité, sortant souvent d'une guerre, et qui ne disposent pas de systèmes de filets de sécurité. Les facteurs qui caractérisent ces pays sont notamment la stagnation ou la baisse de la croissance économique, l'instabilité, la faible productivité des systèmes de production agricole et alimentaire, les carences des marchés, et le faible niveau de développement humain. Les filets de sécurité sont souvent fournis par la communauté internationale, principalement sous forme d'aide d'urgence. Bien conçues, ces formes d'aide peuvent faciliter la transition vers un système plus permanent de filets nationaux de sécurité.
- *Éléments de systèmes de filets de sécurité.* Il s'agit de pays à faible capacité, où la pauvreté est chronique et qui sont exposés à des chocs récurrents, touchant pratiquement l'ensemble de la population sur une vaste superficie. Des éléments de programmes de filets de sécurité nationaux existent, mais souvent ils ne sont pas coordonnés, ils sont de courte durée et ils ont une portée limitée. Comme on l'a vu plus haut, le programme de filets de sécurité de l'Éthiopie bénéficie d'une coordination relativement forte et d'un soutien considérable des donateurs, et fournit de l'argent et des vivres à quelque 7 millions de personnes.
- *Systèmes de protection sociale émergents.* Dans ce groupe, des pays à faible ou moyenne capacité commencent à formuler des politiques et des stratégies formelles de filets de sécurité, et cherchent à institutionnaliser des programmes pluriannuels visant à améliorer la couverture, la coordination et la flexibilité.
- *Systèmes de filets de sécurité consolidés.* Ce groupe comprend des pays à capacité moyenne qui ont institutionnalisé un système de filets de sécurité financé par l'État. Dans ces pays, les marchés et les systèmes agricoles et alimentaires fonctionnent généralement assez bien, et les défis consistent principalement à combler les lacunes, à rendre le fonctionnement du système plus efficace et à améliorer les aspects techniques et la qualité de l'assistance.

Enfin, la conception de filets de sécurité adaptés au contexte local met en jeu des décisions concernant les conditions que doivent remplir les bénéficiaires; la nature de

la prestation: espèces, vivres ou bons; et la portée du ciblage. Un ciblage efficace est important pour réaliser l'impact maximum et réduire au minimum les distorsions relatives aux incitations. Il existe un certain nombre de méthodes de ciblage (par niveau de moyens, catégorie de population, zone géographique ou communauté d'appartenance), présentant chacune des avantages et des inconvénients, indépendamment du contexte. Il est important de trouver un point d'équilibre entre la nécessité d'assurer que les avantages bénéficient aux populations les plus vulnérables et celle de ne pas créer de frontières artificielles au sein des communautés ou entre des communautés dont la vulnérabilité est quasiment identique.

Alors que la connaissance des filets de sécurité progresse dans les pays à bas et moyens revenus, le défi consiste souvent à trouver le moyen d'adapter les enseignements tirés aux États fragiles et aux autres pays à bas revenus et à faible capacité. Les priorités plus larges de la recherche appliquée devraient comprendre l'évaluation de la capacité des pays à offrir des filets de sécurité, la définition de méthodes permettant de combler les lacunes en matière de capacités; la mise à l'épreuve de la flexibilité institutionnelle concernant la réaction à des crises imprévues; l'étude de la capacité des filets de sécurité à réduire les causes et la perception des risques de manière à provoquer à terme un changement des comportements; la promotion au sein des gouvernements d'une demande authentique de protection sociale; et l'établissement de plates-formes communes permettant la succession durable de l'État aux organismes extérieurs.



Le droit à l'alimentation

En 2008, le droit à une alimentation suffisante a été reconnu comme un élément fondamental pour apporter une solution durable à la crise de la sécurité alimentaire mondiale causée par la cherté des produits alimentaires. Il y a à cela deux raisons. Tout d'abord, la crise a touché de façon

disproportionnée ceux qui étaient déjà vulnérables, c'est-à-dire généralement les personnes qui dépensent une grande partie de leurs revenus à l'achat de nourriture. Ensuite, il a été largement admis que, pour surmonter la crise, l'effort habituel ne serait pas suffisant. Aux remèdes traditionnels,

Le droit à l'alimentation au Brésil

La pertinence du «droit à une alimentation adéquate» comme approche pour lutter contre la faim, et son intégration efficace à la stratégie du Brésil sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, est étroitement liée aux débats s'étant tenus durant le Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996, à Rome, ainsi qu'aux résolutions de la Conférence mondiale sur les Droits de l'homme, en 1993 à Vienne. La forte participation de la société civile dans le processus a permis de mettre ensemble la lutte contre la faim et la pauvreté et la lutte pour la promotion des droits humains, le droit à la nourriture étant au premier plan.

La Conférence nationale sur la sécurité alimentaire, convoquée en 1994 par le Conseil national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle brésilien, a établi les priorités d'une stratégie nationale de sécurité alimentaire, et abordé la question du droit à une alimentation adéquate. Cela s'est clairement traduit dans le rapport officiel du Brésil remis au PAM, qui a réitéré l'intérêt que présente le droit à une nourriture adéquate pour une stratégie nationale de sécurité alimentaire.

Le nouveau gouvernement fédéral, élu en 2002 en pleine crise sociale, a placé la lutte contre la faim basée sur les droits au centre de son argumentaire politique. L'une des premières mesures du gouvernement a été de reformer le Conseil national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, avec pour objectif de garantir le droit à une nourriture adéquate et ce, en instituant le Programme Faim zéro dans le cadre d'une stratégie au bénéfice des Brésiliens les plus affectés par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la faim.

La politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle vise la promotion du droit à l'alimentation. Mise en place par le gouvernement avec l'aide du Conseil national et de conseils d'États et municipaux composés de

représentants de la société civile et du gouvernement, elle encourage la coordination de l'ensemble des politiques publiques et des programmes connexes de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle repose sur deux lignes directrices: garantir un accès immédiat à une alimentation saine et adéquate aux populations les plus touchées, et promouvoir l'intégration socioéconomique de ces populations au sein d'activités économiques productives. Les programmes d'aide alimentaire et économique sont avant tout mis en place dans le but de stimuler et de renforcer la production agricole artisanale ainsi que les économies locales, contribuant à sortir les individus de la pauvreté.

En 2006, le Congrès national a approuvé la Loi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle nationale, qui réitère l'obligation de l'État de respecter, protéger et faire valoir le droit à l'alimentation, y compris l'obligation d'instituer des dispositifs de recours permettant aux individus de faire valoir leur droit.

Le Programme Faim zéro comprend plus de 40 politiques et programmes sociaux, relatifs notamment à la sécurité sociale, qui concernent plus d'un tiers de la population brésilienne (par le biais de transferts en espèces, de programmes alimentaires dans les écoles et d'achats directs aux petits exploitants). Ces programmes, associés à de plus amples réformes agricoles et à une aide importante aux petits exploitants en matière de crédit et au niveau technique, ont permis de limiter l'impact des crises alimentaire et économique mondiales sur la sécurité alimentaire et la croissance économique générale du pays.

Flavio Valente, secrétaire général du Réseau d'information et d'action pour le droit à se nourrir (FIAN) a participé à la rédaction de cet encadré.

qui traitent l'insécurité alimentaire sous l'aspect à la fois de l'urgence et dans ses causes structurelles, il convenait d'ajouter une dimension supplémentaire visant à promouvoir le droit à l'alimentation et la réforme de la gouvernance de la

sécurité alimentaire au niveau tant national que mondial.

Le droit à l'alimentation a aussi été au centre de la Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, tenue à Madrid en janvier 2009. Dans son discours de

Renforcer les mécanismes de gouvernance pour la sécurité alimentaire mondiale

La persistance du problème de la sous-alimentation dans le monde et son aggravation lors de la crise alimentaire et économique récente soulignent la nécessité d'une meilleure politique de sécurité alimentaire mondiale pour remédier aux principaux points faibles de la lutte contre ce fléau. Bien que la situation mondiale de la sécurité alimentaire ait fait l'objet d'une analyse continue, et que les problèmes immédiats et à long terme aient été rapidement identifiés, ce savoir n'a pas débouché en temps utile sur des politiques, des programmes, des institutions et des mécanismes de réponse appropriés. L'attention portée actuellement à la situation de l'insécurité alimentaire mondiale devrait être mise à profit pour combattre à la racine les causes de la faim et pour montrer comment de futures crises pourraient être évitées en traitant les problèmes de long terme associés à la sécurité alimentaire, comme la pauvreté en milieu rural, le caractère inadapté des politiques et stratégies et l'insuffisance des investissements dans l'agriculture et l'alimentation.

Ces objectifs appellent des mesures cohérentes et coordonnées à long terme. Pour les atteindre durablement, il faut définir des politiques, stratégies et programmes communs et aussi renforcer les capacités de mise en œuvre et de suivi des interventions. À cet effet, la gouvernance de la lutte contre l'insécurité alimentaire doit être consolidée à l'échelle mondiale en utilisant et en développant les structures déjà en place. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est un organisme intergouvernemental universel composé d'États Membres de la FAO et d'autres organisations du système des Nations Unies qui a pour mandat d'examiner et de suivre les politiques relatives à la sécurité alimentaire mondiale et d'étudier les problèmes s'y rapportant. Il fait actuellement l'objet d'une réforme visant à améliorer sa capacité de renforcer la volonté politique et d'élaborer des solutions techniques pour réduire la faim chronique et l'insécurité alimentaire. En aidant à coordonner l'action de l'ensemble des parties prenantes concernées, et du fait qu'il est doté de pouvoirs qui le rendent plus efficace, le nouveau Comité peut mettre en œuvre une dynamique permettant d'obtenir en temps opportun des réponses intégrées, durables et efficaces aux défis posés par la sécurité alimentaire. Il pourrait devenir un acteur clé d'un partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition.

Les actions menées dans le but de donner un nouvel élan à la gouvernance de la sécurité alimentaire, au niveau mondial, doivent s'appuyer sur les expériences passées et les évolutions en cours. La société civile occupe une place plus importante dans les débats publics qui influencent les politiques et forgent l'opinion publique aux niveaux national, régional et mondial. Elle s'implique également davantage dans les activités des Nations Unies. De plus, l'économie mondiale, y compris les systèmes alimentaires, devient de plus en plus interdépendante et mondialisée. En effet, un choc dans un pays donné se répercute désormais davantage dans le reste du monde que dans les années 70. Les organisations non gouvernementales (ONG), les associations d'agriculteurs et le secteur privé devraient prendre part à la définition des politiques et des programmes visant à remédier aux effets négatifs de ces chocs économiques.

Pour garantir un système d'agriculture, d'alimentation et de nutrition mondiale plus efficace et plus efficient, la structure de gouvernance de la sécurité alimentaire mondiale doit:

- fournir une analyse et un plaidoyer scientifiques sur les principales causes de la sécurité alimentaire et ses évolutions possibles;
- contribuer à coordonner et à renforcer les stratégies, les politiques et les programmes à l'échelle internationale, nationale et régionale pour une agriculture et une sécurité alimentaire durable;
- promouvoir des actions stimulant les investissements dans l'agriculture tout en continuant à se concentrer sur un partage équitable des ressources à grande échelle;
- améliorer la cohérence entre les différentes politiques de sécurité alimentaire et les problèmes connexes comme le changement climatique, la viabilité écologique et la gestion des ressources naturelles;
- surveiller les évolutions et les résultats des anciennes mesures et des nouvelles, ainsi que l'efficacité et l'efficience de la mobilisation des ressources; et
- amener les gouvernements et les autres principales parties prenantes à s'engager pour définir clairement des objectifs limités dans le temps et des actions à mener en vue d'éradiquer la faim et l'insécurité alimentaire, et élaborer des moyens de contrôler la réalisation de ces objectifs.

clôture de la conférence, Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, a plaidé pour que le droit à l'alimentation soit retenu comme «une base d'analyse, d'action et de responsabilisation» dans la promotion de la sécurité alimentaire.

Le droit à l'alimentation est tout d'abord un droit humain fondamental consacré par le droit international. C'est le droit de chaque personne à disposer d'un accès permanent aux ressources nécessaires pour produire, gagner ou acheter une quantité suffisante d'aliments non seulement pour prévenir la faim, mais aussi pour assurer la santé et le bien-être. Le droit à l'alimentation crée un cadre cohérent en vertu duquel il est possible de traiter les problèmes critiques de gouvernance dans la lutte contre la faim, et donne la parole à une multitude de groupes et d'individus concernés. Il pose des principes qui régissent les processus de décision et d'exécution, notamment la participation, la non-discrimination, la transparence et l'autonomisation. Il établit aussi un cadre juridique, reposant sur les notions de droits et d'obligations, et des mécanismes garantissant une responsabilisation accrue et l'application de la règle de droit.

Le point de vue du droit à l'alimentation fournit un cadre permettant de diagnostiquer le problème de sécurité alimentaire ainsi que de guider la conception, la mise en œuvre et le suivi des initiatives prises pour faire face à la crise alimentaire. À cet égard, les Directives relatives au droit à l'alimentation (*Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*)⁴⁷ fournissent un contexte dans lequel il est possible de traduire les engagements politiques en une action pratique et concrète. Ces directives recommandent que les États adoptent une stratégie nationale afin de concrétiser le droit à une alimentation suffisante, comprenant: la cartographie des groupes les plus vulnérables dont la participation doit être assurée; la définition précise des responsabilités des différents secteurs de l'administration et l'amélioration de la coordination; la fixation de critères de référence et de calendriers; et l'autonomisation d'institutions indépendantes, notamment les tribunaux, chargées de renforcer la responsabilisation.

Les Directives relatives au droit à l'alimentation recommandent aussi que les États promeuvent la bonne gouvernance en tant que facteur essentiel à la croissance économique soutenue, au développement durable et à l'éradication de la faim et de la pauvreté, ainsi qu'à la réalisation de tous les droits humains et notamment la concrétisation progressive du droit à une alimentation suffisante.

L'amélioration de la gouvernance des institutions publiques qui conçoivent, exécutent et suivent les politiques et programmes de sécurité alimentaire joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre des directives. Au niveau gouvernemental, cela suppose que tous les ministères, départements techniques et commissions concernés

conjuguent leurs compétences complémentaires et leurs efforts pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives efficaces, intégrées et intersectorielles. La participation des ménages, des familles, des syndicats d'agriculteurs, de l'agro-industrie, des organisations de la société civile et autres acteurs du processus d'élaboration des politiques, au niveau non seulement national, mais aussi régional, villageois et même familial, est essentielle à cet égard.

Dans le sillage de la crise alimentaire, les pays qui ont commencé à appliquer le droit à l'alimentation, tel que le Brésil (voir encadré Le droit à l'alimentation au Brésil), ont démontré les vertus des mécanismes participatifs de coordination. Ceux-ci comprennent le Conseil national sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des filets de sécurité ciblés comme le programme *Bolsa Familia*, des programmes transparents et responsabilisés tels que le programme d'alimentation scolaire, et l'autonomisation des citoyens.

La sécurité alimentaire dépend non seulement de la production et de l'accès aux marchés, mais aussi de l'environnement créé par les institutions économiques et politiques à tous les niveaux. Ces institutions peuvent faciliter ou entraver l'accès des personnes aux biens indispensables à la subsistance. Il est essentiel de connaître les structures de gouvernance et le contexte institutionnel pour traiter la sécurité alimentaire comme une question politique intersectorielle et multidimensionnelle. Il est maintenant largement reconnu que le cadre institutionnel et les processus permettant l'interaction entre les parties prenantes sont des facteurs qui conditionnent la réussite ou l'échec lors de la formulation, de l'exécution et du suivi des politiques, stratégies et programmes.

En raison de leurs liens étroits avec la crise économique actuelle, la crise alimentaire mondiale et l'engagement de s'attaquer à ses causes structurelles devraient rester au premier plan des priorités politiques internationales. Outre qu'ils éviteront que l'on retombe dans les erreurs passées, le droit à l'alimentation et la bonne gouvernance assureront la création à tous les niveaux de systèmes alimentaires, parallèlement aux systèmes politiques, économiques et sociaux, avec pour objectif primordial de promouvoir le bien-être de l'humanité et la dignité de chaque personne.

TABLEAU 1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)² dans les pays en développement³

MONDE Région/sous-région/ pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées			Progrès par rapport au SMA objectif = 0,5*	Tendance du SMA 1990-92 à 2004-06	Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale				Progrès par rapport aux OMD objectif = 0,5**	Tendance de l'OMD 1990-92 à 2004-06
	2004-06 (millions)	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06			1990-92	1995-97	2000-02	2004-06		
MONDE	6 483,3	845,3	824,9	856,8	872,9	1,0	▲	16	14	14	13	0,9	▼
Pays développés	1 269,5	19,1	21,4	18,7	15,2	0,8	▼	–	–	–	–	so	so
Pays en développement	5 213,8	826,2	803,5	838,0	857,7	1,0	▲	20	18	17	16	0,8	▼
ASIE ET PACIFIQUE***	3 518,7	585,7	528,5	552,1	566,2	1,0	▼	20	17	16	16	0,8	▼
Asie de l'Est	1 394,5	183,3	152,0	141,7	136,3	0,7	▼	15	12	10	10	0,7	▼
Chine [3]	1 320,5	177,8	143,7	132,5	127,4	0,7	▼	15	12	10	10	0,6	▼
Mongolie [4]	2,6	0,7	1,0	0,6	0,7	1,1	◀▶	30	40	25	29	1,0	▼
République de Corée [1]	47,9	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Rép. pop. dém. de Corée [4]	23,6	4,2	6,7	8,0	7,5	1,8	▲	21	31	34	32	1,5	▲
Asie du Sud-Est	551,9	105,7	88,6	93,9	84,7	0,8	▼	24	18	18	15	0,6	▼
Cambodge [4]	14,0	3,8	4,8	3,5	3,5	0,9	▼	38	41	27	25	0,7	▼
Indonésie [3]	226,1	34,5	26,7	36,9	36,7	1,1	▲	19	13	17	16	0,9	▼
Malaisie [1]	25,7	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Myanmar [3]	48,0	18,1	14,8	12,2	8,3	0,5	▼	44	34	26	17	0,4	▼
Philippines [3]	84,6	13,3	12,8	13,4	12,7	1,0	▼	21	18	17	15	0,7	▼
Rép. dém. populaire lao [3]	5,7	1,1	1,3	1,2	1,0	0,9	▼	27	26	22	19	0,7	▼
Thaïlande [3]	63,0	15,7	12,3	12,4	10,7	0,7	▼	29	21	20	17	0,6	▼
Viet Nam [3]	85,0	18,7	15,6	13,8	11,2	0,6	▼	28	21	17	13	0,5	▼
Asie du Sud	1 492,0	286,1	278,3	302,8	336,6	1,2	▲	25	22	22	23	0,9	▼
Bangladesh [4]	153,3	41,6	51,4	40,1	40,2	1,0	▼	36	40	28	26	0,7	▼
Inde [4]	1 134,4	210,2	193,5	223,0	251,5	1,2	▲	24	20	21	22	0,9	▼
Népal [3]	27,1	4,0	5,3	4,7	4,2	1,0	▲	21	24	19	16	0,8	▼
Pakistan [4]	158,1	25,7	23,7	31,3	36,5	1,4	▲	22	18	21	23	1,0	▲
Sri Lanka [4]	19,1	4,6	4,4	3,8	4,1	0,9	▼	27	24	20	21	0,8	▼
Asie centrale	58,4	4,0	4,7	9,3	5,8	1,4	▲	8	9	17	10	1,3	▲
Kazakhstan [1]	15,2	ns	ns	1,1	ns	so	so	–	–	8	–	so	so
Kirghizistan [1]	5,2	0,8	0,6	ns	ns	so	so	17	13	–	–	so	so
Ouzbékistan [3]	26,6	1,0	1,1	4,2	3,4	3,5	▲	5	5	17	13	2,8	▲
Tadjikistan [4]	6,6	1,8	2,4	3,4	1,7	0,9	▼	34	42	54	26	0,8	▼
Turkménistan [2]	4,8	0,3	0,4	0,3	0,3	0,9	◀▶	9	9	7	6	0,7	▼
Asie de l'Ouest	15,8	6,1	4,4	3,5	2,1	0,3	▼	38	27	22	13	0,4	▼
Arménie [4]	3,0	1,6	1,1	0,9	0,7	0,4	▼	46	34	30	23	0,5	▼
Azerbaïdjan [3]	8,4	2,0	2,1	1,6	0,9	0,4	▼	27	27	19	11	0,4	▼
Géorgie [3]	4,5	2,5	1,2	1,0	0,6	0,2	▼	47	24	21	12	0,3	▼

Annexe technique

TABLEAU 1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)² dans les pays en développement³

MONDE Région/sous-région/ pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées			Progrès par rapport au SMA objectif = 0,5*	Tendance du SMA 1990-92 à 2004-06	Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale				Progrès par rapport aux OMD objectif = 0,5**	Tendance de l'OMD 1990-92 à 2004-06
	2004-06 (millions)	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06			1990-92	1995-97	2000-02	2004-06		
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	551,1	52,6	51,8	49,4	45,3	0,9	▼	12	11	9	8	0,7	▼
Amérique du Nord et centrale	143,6	9,3	10,2	9,3	9,0	1,0	▼	8	8	7	6	0,8	▼
Costa Rica [1]	4,3	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
El Salvador [3]	6,7	0,5	0,6	0,6	0,7	1,4	▲	9	11	9	10	1,1	▲
Guatemala [3]	12,7	1,3	1,7	2,0	2,1	1,6	▲	14	17	17	16	1,2	▲
Honduras [3]	6,8	1,0	0,9	0,8	0,8	0,9	▼	19	16	13	12	0,6	▼
Mexique [1]	104,3	ns	4,3	ns	ns	so	so	–	5	–	–	so	so
Nicaragua [4]	5,5	2,2	1,9	1,4	1,2	0,5	▼	52	40	27	21	0,4	▼
Panama [3]	3,2	0,4	0,6	0,6	0,6	1,3	▲	18	20	19	17	1,0	▼
Caraïbes	34,0	7,5	8,6	7,2	7,8	1,0	▲	26	28	22	23	0,9	▼
Cuba [1]	11,3	0,6	1,5	ns	ns	so	so	5	14	–	–	so	so
Haïti [5]	9,3	4,5	4,8	4,6	5,4	1,2	▲	63	60	53	58	0,9	▼
Jamaïque [2]	2,7	0,3	0,2	0,1	0,1	0,5	▼	11	7	5	5	0,4	▼
République dominicaine [4]	9,5	2,0	2,0	2,1	2,0	1,0	◀▶	27	24	23	21	0,8	▼
Trinité-et-Tobago [3]	1,3	0,1	0,2	0,1	0,1	1,0	◀▶	11	13	11	10	0,9	▼
Amérique du Sud	373,5	35,8	33,0	32,9	28,5	0,8	▼	12	10	9	8	0,6	▼
Argentine [1]	38,8	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Bolivie (État plurinational de) [4]	9,2	1,6	1,5	1,7	2,1	1,3	▲	24	20	20	23	1,0	▼
Brésil [2]	186,8	15,8	15,6	16,6	11,9	0,7	▼	10	10	9	6	0,6	▼
Chili [1]	16,3	0,9	ns	ns	ns	so	so	7	–	–	–	so	so
Colombie [3]	44,9	5,2	4,2	4,2	4,3	0,8	▼	15	11	10	10	0,7	▼
Équateur [3]	13,1	2,5	2,0	2,3	1,7	0,7	▼	24	17	19	13	0,5	▼
Guyane [2]	0,7	0,1	0,1	0,0	0,0	0,3	▼	18	10	5	6	0,3	▼
Paraguay [3]	5,9	0,7	0,5	0,6	0,7	1,0	◀▶	16	11	11	12	0,7	▼
Pérou [3]	27,3	6,1	4,9	3,2	3,6	0,6	▼	28	20	12	13	0,5	▼
Suriname [2]	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	◀▶	11	8	8	7	0,6	▼
Uruguay [1]	3,3	0,2	ns	ns	ns	so	so	5	–	–	–	so	so
Venezuela (Rép. bolivarienne du) [3]	26,7	2,1	3,1	3,3	3,1	1,5	▲	10	14	13	12	1,1	▲
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD***	427,7	19,1	29,6	31,6	33,8	1,8	▲	6	8	8	8	1,3	▲
Proche-Orient	275,5	15,0	25,3	27,1	29,0	1,9	▲	7	11	11	11	1,4	▲
Arabie saoudite [1]	23,6	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Émirats arabes unis [1]	4,1	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Iran (République islamique d') [1]	69,5	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so
Jordanie [1]	5,5	ns	0,2	0,2	ns	so	so	–	5	5	–	so	so

TABLEAU 1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)² dans les pays en développement³

MONDE Région/sous-région/ pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées				Progrès par rapport au SMA objectif = 0,5*	Tendance du SMA 1990-92 à 2004-06	Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale				Progrès par rapport aux OMD objectif = 0,5**	Tendance de l'OMD 1990-92 à 2004-06
	2004-06 (millions)	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06	1990-92			1995-97	2000-02	2004-06			
Koweït [1]	2,7	0,4	0,1	ns	ns	so	so	20	5	–	–	so	so	
Liban [1]	4,0	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
République arabe syrienne [1]	18,9	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
Turquie [1]	73,0	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
Yémen [4]	21,1	3,8	5,0	5,7	6,7	1,8	▲	30	31	30	32	1,1	▲	
Afrique du Nord	152,2	4,0	4,3	4,5	4,9	1,2	▲	–	–	–	–	so	so	
Algérie [1]	32,9	ns	1,5	1,4	ns	so	so	–	5	5	–	so	so	
Égypte [1]	72,9	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
Jamahiriya arabe libyenne [1]	5,9	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
Maroc [1]	30,5	1,2	1,4	1,4	ns	so	so	5	5	5	–	so	so	
Tunisie [1]	10,1	ns	ns	ns	ns	so	so	–	–	–	–	so	so	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE***	716,3	168,8	193,6	205,0	212,3	1,3	▲	34	34	32	30	0,9	▼	
Afrique centrale	95,8	22,0	38,4	47,3	54,3	2,5	▲	34	51	55	57	1,7	▲	
Cameroun [4]	17,8	4,3	5,1	4,4	4,0	0,9	▼	34	35	27	23	0,7	▼	
Congo [4]	3,6	1,0	1,2	0,8	0,8	0,8	▼	40	43	26	21	0,5	▼	
Gabon [1]	1,3	0,0	ns	ns	ns	so	so	5	–	–	–	so	so	
Rép. dém. du Congo [5]	58,8	11,4	26,5	36,6	43,9	3,8	▲	29	57	70	75	2,6	▲	
République centrafricaine [5]	4,2	1,4	1,8	1,7	1,7	1,2	▲	47	50	44	41	0,9	▼	
Tchad [5]	10,1	3,7	3,8	3,7	3,9	1,0	▲	59	51	42	38	0,6	▼	
Afrique de l'Est	248,8	77,2	85,7	83,4	86,5	1,1	▲	45	44	37	35	0,8	▼	
Burundi [5]	7,9	2,6	3,6	4,2	4,9	1,9	▲	44	57	62	63	1,4	▲	
Érythrée**** [5]	4,5	2,1	2,1	2,7	3,0	1,4	▲	67	64	70	66	1,0	▼	
Éthiopie**** [5]	79,0	37,5	39,5	35,3	34,6	0,9	▼	71	64	50	44	0,6	▼	
Kenya [4]	35,6	8,0	8,4	9,7	10,8	1,3	▲	33	30	30	30	0,9	▼	
Ouganda [3]	29,0	3,6	5,1	4,1	4,4	1,2	▲	19	23	16	15	0,8	▼	
Rép.-Unie de Tanzanie [5]	38,5	7,4	12,1	12,5	13,6	1,8	▲	28	40	36	35	1,3	▲	
Rwanda [5]	9,3	3,2	3,3	3,3	3,7	1,2	▲	45	56	39	40	0,9	▼	
Soudan [4]	36,9	8,3	7,2	7,5	7,5	0,9	▼	31	24	22	20	0,7	▼	
Afrique australe	101,3	32,4	35,8	36,5	36,7	1,1	▲	45	43	39	36	0,8	▼	
Angola [5]	16,1	7,2	7,3	7,4	7,1	1,0	▼	66	58	52	44	0,7	▼	
Botswana [4]	1,8	0,3	0,4	0,5	0,5	1,7	▲	20	24	27	26	1,3	▲	
Lesotho [3]	2,0	0,2	0,2	0,3	0,3	1,2	▲	15	13	14	15	1,0	◀▶	
Madagascar [5]	18,6	3,9	5,4	6,1	6,6	1,7	▲	32	37	37	35	1,1	▲	
Malawi [4]	13,2	4,3	3,7	3,5	3,8	0,9	▼	45	36	29	29	0,7	▼	
Maurice [2]	1,2	0,1	0,1	0,1	0,1	1,0	◀▶	7	6	5	6	0,9	▼	
Mozambique [5]	20,5	8,2	8,6	7,9	7,5	0,9	▼	59	52	42	37	0,6	▼	
Namibie [3]	2,0	0,4	0,5	0,4	0,4	0,9	◀▶	29	29	21	19	0,6	▼	

Annexe technique

TABLEAU 1

Prévalence de la sous-alimentation et progrès dans la voie de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA)¹ et des cibles des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)² dans les pays en développement³

MONDE Région/sous-région/ pays [catégorie de sous-alimentation]	Population totale		Nombre de personnes sous-alimentées			Progrès par rapport au SMA objectif = 0,5*	Tendance du SMA 1990-92 à 2004-06	Proportion de personnes sous-alimentées dans la population totale				Progrès par rapport aux OMD objectif = 0,5**	Tendance de l'OMD 1990-92 à 2004-06
	2004-06 (millions)	1990-92	1995-97	2000-02	2004-06			1990-92	1995-97	2000-02	2004-06		
Swaziland [3]	1,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,8	▲	12	20	17	18	1,5	▲
Zambie [5]	11,5	3,3	3,9	4,8	5,2	1,5	▲	40	41	45	45	1,1	▲
Zimbabwe [5]	13,1	4,3	5,5	5,5	5,1	1,2	▲	40	46	43	39	1,0	▼
Afrique de l'Ouest	270,4	37,3	33,8	37,7	34,7	0,9	▼	20	16	15	13	0,6	▼
Bénin [3]	8,5	1,5	1,7	1,6	1,6	1,1	▲	28	26	22	19	0,7	▼
Burkina Faso [2]	13,9	1,3	1,3	1,6	1,3	1,0	◀▶	14	12	13	9	0,7	▼
Côte d'Ivoire [3]	18,6	2,0	2,4	2,7	2,5	1,3	▲	15	16	15	14	0,9	▼
Gambie [4]	1,6	0,2	0,4	0,4	0,5	2,3	▲	20	31	29	29	1,4	▲
Ghana [2]	22,5	5,4	3,0	2,5	1,7	0,3	▼	34	16	12	8	0,2	▼
Guinée [3]	9,0	1,2	1,3	1,5	1,5	1,3	▲	19	18	18	16	0,9	▼
Libéria [5]	3,5	0,6	0,9	1,3	1,3	2,1	▲	30	39	43	38	1,3	▲
Mali [3]	11,6	1,1	1,3	1,3	1,2	1,1	▲	14	15	12	10	0,7	▼
Mauritanie [2]	3,0	0,2	0,2	0,2	0,2	1,2	◀▶	10	8	7	8	0,8	▼
Niger [4]	13,3	3,1	3,8	3,7	3,8	1,2	▲	38	40	32	28	0,7	▼
Nigéria [2]	141,4	14,7	10,8	12,8	11,3	0,8	▼	15	10	10	8	0,5	▼
Sénégal [4]	11,8	2,3	3,0	3,4	2,9	1,3	▲	28	32	32	25	0,9	▼
Sierra Leone [5]	5,6	1,9	1,8	2,4	2,5	1,4	▲	45	43	51	46	1,0	▲
Togo [5]	6,2	1,8	1,8	2,3	2,3	1,2	▲	45	39	41	37	0,8	▼

Pour les notes, se reporter au rabat de la quatrième de couverture.

TABLEAU 2
Sélection d'indicateurs alimentaires et financiers, classés par région

Région/sous-région/pays (catégorie de prévalence de la sous-alimentation)	DEA ¹ par habitant	Transferts de fonds des travailleurs et rémunération perçue par les salariés ²	Aide publique au développement ³	Investissement étranger direct net (balance des paiements, USD courants) ⁴	Balance des transactions courantes ⁵	Réserves totales ⁶	Excédent/ déficit de trésorerie ⁷	Bilan net des échanges de produits alimentaires
	2004-06 (kcal/jour)	2007 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2003-07 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2006 (en mois)	2006 (% du PIB)	2006 (% du PIB)
ASIE ET PACIFIQUE								
Asie de l'Est								
Chine [3]	2 980	1,1	0,0	2,4	9,4	14,5	-1,6 ^b	0,6
Mongolie [4]	2 210	5,0	6,4	7,4	7,0	6,2	-0,4 ^a	-3,8
République de Corée [1]	3 040	0,1	nd	-0,3	0,6	7,4	0,7 ^b	-0,8
Rép. pop. dém. de Corée [4]	2 160	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Asie du Sud-Est								
Cambodge [4]	2 180	4,2	7,3	5,9	-4,7	2,9	-1,7	-3,1
Indonésie [3]	2 450	1,5	0,4	0,4	3,0	4,6	-1,1 ^e	1,0
Malaisie [1]	2 870	1,0	0,2	0,3	16,3	6,2	-4,3 ^a	2,2
Myanmar [3]	2 420	nd	nd	nd	nd	3,9	-1,8 ^b	nd
Philippines [3]	2 510	11,6	0,5	0,9	5,0	4,3	-1,3	-1,0
Rép. dém. populaire lao [3]	2 330	0,0	10,7	nd	-4,7 ^d	3,0 ^d	nd	-2,4
Thaïlande [3]	2 510	0,7	-0,1	3,6	1,1	5,1	1,9	2,8
Viet Nam [3]	2 680	7,9 ^c	3,0	5,1	-0,3	3,2	nd	1,5
Asie du Sud								
Bangladesh [4]	2 240	9,5	2,0	0,9	1,9	2,6	-0,7 ^e	-3,4
Inde [4]	2 330	3,1	0,2	0,5	-1,0	8,8	-2,7	0,1
Népal [3]	2 420	15,5	5,8	0,0	1,7	6,7 ^b	-1,6	-1,7
Pakistan [4]	2 330	4,2	1,7	2,3	-5,3	4,0	-4,2	-0,6
Sri Lanka [4]	2 350	8,1	2,8	1,1	-4,7	2,9	-6,9	-3,5
Asie centrale								
Kazakhstan [1]	3 190	0,2	0,2	7,4	-2,4	5,3	1,6	-0,4
Kyrgyzstan [1]	3 110	19,0	11,0	4,5	-10,0	4,2	-0,6	-3,9
Ouzbékistan [3]	2 470	nd	0,9	nd	nd	nd	nd	0,0
Tadjikistan [4]	2 180	45,5	8,5	7,0	-0,8	1,0	-6,6 ^e	-9,0
Turkménistan [2]	2 770	nd	0,2	nd	nd	nd	nd	-0,8
Asie de l'Ouest								
Arménie [4]	2 290	9,0	3,3	6,4	-1,8	4,4	-0,3	-3,2
Azerbaïdjan [3]	2 580	4,4	1,0	-1,4	17,7	2,7	nd	-0,9
Géorgie [3]	2 500	6,8	4,7	12,0	-14,9	2,4	1,6	-5,2
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES								
Amérique du Nord et centrale								
Costa Rica [1]	2 800	2,3	0,1	3,6	-4,8	2,9	1,2	5,1
El Salvador [3]	2 520	18,4	0,8	1,6	-4,6	2,5	-3,2	-2,6
Guatemala [3]	2 270	10,6	1,6	0,8	-5,3	3,6	-2,0	0,6
Honduras [3]	2 600	24,5	5,5	3,3	-1,8	4,9	-1,1	-1,9
Mexique [1]	3 260	3,0	0,0	2,0	-0,2	3,1	nd	-0,4
Nicaragua [4]	2 370	12,1	13,8	5,0	-16,1	2,7	0,1	0,3
Panama [3]	2 380	0,8	0,2	9,1	-3,2	1,1	0,9 ^d	0,2

TABLEAU 2

Sélection d'indicateurs alimentaires et financiers, classés par région

Région/sous-région/pays (catégorie de prévalence de la sous-alimentation)	DEA ¹ par habitant	Transferts de fonds des travailleurs et rémunération perçue par les salariés ²	Aide publique au développement ³	Investissement étranger direct net (balance des paiements, USD courants) ⁴	Balance des transactions courantes ⁵	Réserves totales ⁶	Excédent/ déficit de trésorerie ⁷	Bilan net des échanges de produits alimentaires
	2004-06 (kcal/jour)	2007 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2003-07 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2006 (en mois)	2006 (% du PIB)	2006 (% du PIB)
Caraïbes								
Cuba [1]	3 290	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Haïti [5]	1 830	20,0	11,7	1,2	0,0	1,5	nd	-7,6
Jamaïque [2]	2 810	19,4	0,4	6,6	-11,7	3,4	0,3	-3,4
République dominicaine [4]	2 300	9,3	0,2	4,4	-4,0	1,6	-1,2	-0,8
Trinité-et-Tobago [3]	2 770	0,4	0,1	7,4	23,8 ^b	8,4 ^b	6,1 ^b	-1,2
Amérique du Sud								
Argentine [1]	3 010	0,2	0,1	1,7	3,6	7,3	-0,5 ^e	6,2
Bolivie (État plurinational de) [4]	2 160	6,6	5,1	0,6	11,5	9,5	12,2	1,2
Brésil [2]	3 090	0,3	0,0	1,1	1,3	6,7	nd	2,1
Chili [1]	2 990	0,0	0,1	4,7	4,7	3,5	7,7	2,6
Colombie [3]	2 680	3,0	0,7	3,8	-2,3	4,9	-3,9	0,2
Équateur [3]	2 340	6,9	0,5	1,7	3,6	1,5	nd	3,2
Guyana [2]	2 830	23,5	19,0	6,8	-12,3	3,2	nd	12,5
Paraguay [3]	2 580	3,2	0,6	0,9	-2,3	3,1	1,2	11,7
Pérou [3]	2 490	1,9	0,5	2,7	2,8	7,8	-0,8 ^b	-0,1
Suriname [2]	2 720	6,2	3,0	-5,6	5,2	2,1	-2,7 ^a	-3,2
Uruguay [1]	2 930	0,4	0,1	4,6	-1,9	5,3	-0,9	8,9
Venezuela (Rép. bolivarienne du) [3]	2 480	0,1	0,0	-0,2	14,7	9,3	2,2 ^b	-1,2
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD								
Proche-Orient								
Arabie saoudite [1]	3 070	nd	0,0	0,0	27,8	3,2	nd	-1,9
Émirats arabes unis [1]	2 960	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Iran (République islamique d') [1]	3 100	0,5	0,1	nd	nd	nd	3,2	-0,1
Jordanie [1]	2 880	22,7	4,1	12,1	-13,5	6,2	-3,9	-5,2
Koweït [1]	3 100	nd	0,0	-3,5	49,9	6,6	21,3	-1,5
Liban [1]	3 170	24,4	3,1	12,0	-4,8	11,4	-8,5 ^e	-3,9
République arabe syrienne [1]	3 010	2,2	0,1	1,3	2,8	nd	nd	1,7
Turquie [1]	3 350	0,2	0,1	1,6	-6,2	4,9	1,9	0,5
Yémen [4]	2 010	6,1	1,5	1,3	1,1	9,7	nd	-5,9
Afrique du Nord								
Algérie [1]	3 100	1,6	0,2	nd	nd	nd	13,6	-3,0
Égypte [1]	3 300	6,0	0,8	4,2	2,5	7,4	-5,8	-2,3
Jamahiriya arabe libyenne [1]	3 020	nd	0,1	1,6	44,6	40,2	nd	-1,9
Maroc [1]	3 190	9,0	1,6	2,9	2,8	9,2	-1,8	-0,9
Tunisie [1]	3 270	5,0	1,4	4,3	-2,0	4,5	-2,7	0,6

TABLEAU 2

Sélection d'indicateurs alimentaires et financiers, classés par région

Région/sous-région/pays (catégorie de prévalence de la sous-alimentation)	DEA ¹ par habitant	Transferts de fonds des travailleurs et rémunération perçue par les salariés ²	Aide publique au développement ³	Investissement étranger direct net (balance des paiements, USD courants) ⁴	Balance des transactions courantes ⁵	Réserves totales ⁶	Excédent/ déficit de trésorerie ⁷	Bilan net des échanges de produits alimentaires
	2004-06 (kcal/jour)	2007 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2003-07 (% du PIB)	2006 (% du PIB)	2006 (en mois)	2006 (% du PIB)	2006 (% du PIB)
AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
Afrique centrale								
Cameroun [4]	2 240	0,8	9,4	1,2	-3,9 ^e	2,2 ^e	nd	-0,7
Congo [4]	2 340	0,1	3,3	5,9	14,8 ^b	2,2 ^b	6,4 ^a	-2,6
Gabon [1]	2 800	0,1	0,3	3,1	12,9 ^e	1,7 ^e	nd	-2,3
Rép. dém. du Congo [5]	1 510	0,2	24,1	nd	nd	nd	-0,1 ^d	-4,9
République centrafricaine [5]	1 920	nd	9,1	nd	nd	nd	-0,5 ^e	-0,5
Tchad [5]	1 990	nd	4,5	nd	nd	nd	nd	0,4
Afrique de l'Est								
Burundi [5]	1 630	0,0	45,9	0,0	-14,9	3,4	nd	-6,6
Érythrée [5]	1 560	nd	11,9	nd	nd	nd	nd	-3,8
Éthiopie [5]	1 840	2,0	12,8	1,5	-11,8	1,9	-7,6 ^f	-0,7
Kenya [4]	2 060	5,4	4,1	0,2	-2,3	3,5	1,5 ^b	-0,7
Ouganda [3]	2 370	7,2	16,3	4,1	-3,4	6,3	-2	-2,8
Rép.-Unie de Tanzanie [5]	2 000	0,1	12,9	3,0	-10,2	5,1	nd	-2,5
Rwanda [5]	1 940	1,9	20,4	1,0	-6,3	6,8	nd	-2,2
Soudan [4]	2 300	3,7	5,7	7,2	-13,0	1,7	nd	-1,7
Afrique australe								
Angola [5]	1 900	nd	0,4	2,3	23,7	4,6	nd	-2,1
Botswana [4]	2 210	1,2	0,6	3,5	17,6	20,2	nd	-0,5
Lesotho [3]	2 440	28,7	4,8	7,4	4,5	5,3	4,1 ^b	-3,1
Madagascar [5]	2 030	0,1	13,7	0,9	-11,0 ^b	2,7 ^b	9,9	-1,5
Malawi [4]	2 140	0,0	21,1	nd	-7,5 ^f	2,4 ^f	nd	-0,2
Maurice [2]	2 880	2,9	0,3	0,6	-9,6	3,1	-3	0,6
Mozambique [5]	2 090	1,3	23,6	3,3	-9,3	3,6	nd	-2,8
Namibie [3]	2 310	0,2	2,2	4,7	16,2	1,6	-6,8 ^a	-1
Swaziland [3]	2 330	nd	1,2	0,0	3,5	1,8	-2,7 ^a	4,4
Zambie [5]	1 890	0,5	13,1	6,8	1,2	2,0	-2,8	-0,8
Zimbabwe [5]	2 060	0,0	11,0 ^b	nd	nd	nd	nd	nd
Afrique de l'Ouest								
Bénin [3]	2 300	4,1	8,1	1,2	-5,3 ^b	6,6 ^b	0,3	-7,3
Burkina Faso [2]	2 640	0,7	15,1	nd	nd	nd	-6,1	-2,7
Côte d'Ivoire [3]	2 530	0,9	1,5	1,8	2,8	2,5	-1,4	10,2
Gambie [4]	2 140	6,9	14,5	11,2	-12,8	4,0	nd	-24,7
Ghana [2]	2 740	0,8	9,2	1,9	-8,2	3,2	-2,9 ^e	5,1
Guinée [3]	2 550	3,0	5,1	2,1	-4,1 ^e	1,4 ^e	nd	-5,8
Libéria [5]	2 040	94,5	43,8	nd	-22,5	1,4	nd	-22,5
Mali [3]	2 580	3,3	14,1	2,5	-3,9	4,7	32,1	-2,9
Mauritanie [2]	2 800	0,1	7,0	nd	nd	nd	nd	-9,5
Niger [4]	2 140	1,9	11,2	0,6	-9,4 ^b	2,7 ^b	nd	-3,9
Nigéria [2]	2 650	6,7	7,8	1,7	21,6 ^b	10,7 ^b	nd	-1,4
Sénégal [4]	2 180	8,5	8,9	0,6	nd	nd	-2,1 ^d	-6,6
Sierra Leone [5]	1 930	9,4	25,6	4,3	-7,1	4,5	-2,5 ^e	-6,1
Togo [5]	2 030	8,4	3,5	3,1	-21,4 ^b	1,5 ^b	-0,1	-8,2

Pour les notes, se reporter au rabat de la quatrième de couverture.

Les sources de données de la FAO comprennent ce qui suit:

- FAOStat est une base de données multilingue en ligne qui contient plus de 1 million de séries chronologiques de plus de 210 pays et territoires. Elle recueille des statistiques sur l'agriculture, la nutrition, les pêches, la foresterie, l'aide alimentaire, l'utilisation des terres et la population. Elle est disponible à l'adresse suivante: <http://faostat.fao.org/default.aspx>
- La base de données *Prix nationaux des aliments – base de données et outil d'analyse du SMIA* contient des données mensuelles sur les prix nationaux des produits alimentaires dans un large éventail de pays de par le monde. Elle est disponible à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/pricetool/>
- La base de données RIGA (Activités rurales génératrices de revenus) contient des données comparables à l'échelle internationale sur les sources de revenu des ménages en milieu rural. Elle utilise les données d'enquêtes existantes sur les niveaux de vie des ménages. Elle est disponible à l'adresse suivante: http://www.fao.org/es/ESA/riga/french/index_fr.htm

- 1 Tout au long de la présente publication, le terme de « crise économique » est utilisé pour les conditions économiques générales mondiales qui ont prévalu en 2008 et 2009 et comprennent aussi bien la récession que la crise financière. La « crise alimentaire » concerne la période de 2006-08 où les prix de presque toutes les denrées principales (et le prix du carburant) ont augmenté pour atteindre des niveaux inabordables pour un grand nombre de pauvres dans le monde.
- 2 Davantage de détails sur la sécurité alimentaire sont fournis par la base de données statistique FAOSTAT (disponible à l'adresse suivante: www.fao.org/es/ess/faostat/foodsecurity/index_fr.htm).
- 3 La dépréciation du taux de change aide les pays à exporter davantage et encourage la réduction des importations, facilitant des ajustements rapides aux chocs externes qui réduisent le pouvoir d'achat national.
- 4 R. Pineda, E. Pérez-Caldentey et D. Titelman. 2009. The current financial crisis: old wine in new goatskins or is this time different for Latin America? Santiago, CEPALC.
- 5 Banque mondiale. 2008. *Migration and Remittances Factbook 2008*. Washington.
- 6 Nations Unies. 2009. *Trends in total migrant stock: the 2005 revision*. New York, États-Unis d'Amérique, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population.
- 7 Pour des estimations plus récentes, voir http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/RemittancesData_March09-Release.xls.
- 8 B. de la Brière, E. Sadoulet, A. de Janvry et S. Lambert. 2002. The roles of destination, gender, and household composition in explaining remittances: an analysis for the Dominican Sierra. *Journal of Development Economics*, 68(2): 309-328.
- 9 Données de l'enquête sur les ménages de la base de données (RIGA) de la FAO relative aux Activités rurales génératrices de revenus (disponibles à l'adresse suivante: http://www.fao.org/es/ESA/riga/french/index_fr.htm).
- 10 J.C. Anyanwu et A.E.O. Erhijakpo. 2008. *Do international remittances affect poverty in Africa?* Tunis, Banque africaine de développement; P. Acosta, C. Calderón, P. Fajnzylber et J. Humberto López. 2008. Do remittances lower poverty levels in Latin America? Dans P. Fajnzylber et J. Humberto López, eds. *Remittances and development: lessons from Latin America* p. 87-133. Washington, Banque mondiale.
- 11 Banque mondiale. 2009. *World Bank lowers remittances forecast for 2009 as financial crisis deepens*. Online feature story, 24 March (disponible à l'adresse suivante: <http://go.worldbank.org/XQ9YT7JL20>); voir également la note 7.
- 12 Fonds monétaire international (FMI). 2009. *The implications of the global financial crisis for low-income countries*. Washington.
- 13 Organisation mondiale du commerce (OMC). 2009. *WTO sees 9% global trade decline in 2009 as recession strikes*. Communiqué de presse, 24 mars (disponible à l'adresse suivante: http://www.wto.org/english/news_e/pres09_e/pr554_e.pdf).
- 14 IMF World Economic Outlook database, avril 2009 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/weodata/index.aspx>).
- 15 J. Poppole, S. Sumarto et L. Prichett. 1998. Social impacts of the Indonesian crisis: new data and policy implications. Development Economics Working Paper No. 81, East Asian Bureau of Economic Research (disponible à l'adresse suivante: <http://ideas.repec.org/p/eab/developo/81.html>).
- 16 La présente section s'appuie sur l'analyse du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA). Pour plus de détails sur le modèle du service de recherche économique de l'USDA, voir sur le site de l'USDA sa dernière évaluation de la sécurité alimentaire (Food Security Assessment) (www.ers.usda.gov/Publications).
- 17 J. Hoddinott. 2006. Shocks and their consequences across and within households in rural Zimbabwe. *Journal of Development Studies*, 42(2): 301-321.
- 18 Le présent paragraphe s'appuie sur les sources suivantes: Hoddinott (2006), *ibid.*; R. Pongou, J.A. Salomon et M. Ezzati. 2006. Health impacts of macroeconomic crises and policies: determinants of variation in childhood malnutrition trends in Cameroon. *International Journal of Epidemiology*, 35(3): 648-656; D. Thomas, K. Beegle, E. Frankenberg, B. Sikoki, J. Strauss et G. Teruel. 2004. Education in a crisis. *Journal of Development Economics*, 74(1): 53-85.
- 19 Le présent paragraphe s'appuie sur S. Baird, J. Friedman et N. Schady. 2007. *Aggregate Income shocks and infant mortality in the developing world*. World Bank Policy Research Working Paper 4346. Washington, Banque mondiale; S. Bhalotra. 2008. *Fatal fluctuations? Irreversible health consequences of recessions in India*. The Centre for Market and Public Organisation Working Paper 07/181. Bristol, Royaume-Uni, Département d'économie de l'Université de Bristol; S. Bhalotra et M. Umaña-Aponte. 2009. *Distress work amongst women? Micro data evidence from 66 developing countries on women's work participation as an insurance device*. Bristol, Royaume-Uni, Département d'économie de l'Université de Bristol; D.M. Cutler, F. Knaul, R. Lozano, O. Mendez et B. Zurita. 2002. Financial crisis, health outcomes and ageing: Mexico in the 1980s and 1990s. *Journal of Public Economics*, 84(2): 279-303;

- P. Gottret. 2009. *Impact of economic crises on health outcomes and health financing*. Présentation sur PowerPoint. (disponible à l'adresse suivante: http://www.who.int/pmnch/events/2009/financial_crisis.pdf).
- 20 La présente section s'appuie en partie sur FAO. 2002. *The role of agriculture as a buffer in times of crisis. Methodological note, Module 5 – Buffer*. Rome. Le rôle de l'agriculture comme amortisseur n'a pas été beaucoup étudié par les chercheurs. Le projet de la FAO sur les rôles joués par l'agriculture fait exception. Pour plus d'informations, voir le site www.fao.org/es/esa/roa.
- 21 D.B. Sarpong et S. Asuming-Brempong. 2003. *The social security role of agriculture in Ghana*. Document établi pour la Conférence internationale sur les rôles joués par l'agriculture, 20-22 octobre 2003, Rome. Rome, FAO.
- 22 Le présent paragraphe s'inspire de R. Butzer, Y. Mundlak et D.F. Larson. 2003. Intersectoral migration in Southeast Asia: evidence from Indonesia, Thailand and the Philippines. *Journal of Agricultural and Applied Economics*, 35(Suppl.): 105-117; I. Coxhead et J. Plangraphan. 1998. Thailand's economic boom and bust, and the fate of agriculture, *TDR Quarterly Review*, 13(2): 15-24; P.R. Fallon et R.E.B. Lucas. 2002. The Impact of financial crises on labor markets, household incomes, and poverty: a review of evidence. *The World Bank Research Observer*, 17(1): 21-45; S. Kittiprapas. 2002. Social Impacts of Financial and Economic Crisis in Thailand. EADN Regional Project on the Social Impact of the Asian Financial Crisis, RP1-9 (disponible à l'adresse suivante: <http://www.eadn.org/eadnr.html>).
- 23 Voir K.B. Richburg. 1998. Asia's broken lives: the path from boom to bust leads home. *Washington Post*, 8 septembre (disponible à l'adresse suivante: <http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inat/longterm/brokenlives/broken3a.htm>); A. Jacobs. 2009. China fears tremors as migrants flock from coast. *The New York Times*, 22 février (disponible à l'adresse suivante: http://www.nytimes.com/2009/02/23/world/asia/23migrants.html?_r=1).
- 24 Y. Zhao. 2002. Causes and consequences of return migration: recent evidence from China. *Journal of Comparative Economics*, 30(2): 376-394.
- 25 Sur la base de renseignements extraits de F. Bresciani, G. Feder, D.O. Gilligan, H.G. Jacoby, T. Onchan et J. Quizon. 2002. Weathering the storm: the impact of the East Asian Crisis on farm households in Indonesia and Thailand. *The World Bank Research Observer*, 17(1): 1-20; S. Rozelle, J.E. Taylor et A. de Brauw. 1999. Migration, remittances, and agricultural productivity in China. *The American Economic Review*, 89(2): 287-291
- 26 En valeur absolue, le commerce a augmenté pendant la période, mais moins rapidement que le PIB.
- 27 FMI. 2009. *World Economic Outlook: crisis and recovery*. Chapitre 2, Country and regional perspectives: the CIS Economies are suffering a triple blow, p. 84-86. Washington.
- 28 Informations fournies par l'Armenia International Airports, Closed Joint Stock Company, moyennant une mission de l'OIM en Arménie (avril 2009).
- 29 Banque mondiale. 2009. *Armenia: implications of the global economic crisis for poverty*. Manuscrit. Human Development Sector Unit of Europe and Central Asia Region.
- 30 National Statistical Services. 2008. *Social snapshot and poverty in Armenia*. Statistical analytical report based on the results of the 2007 Integrated Living Conditions Survey of Households. Yerevan.
- 31 PAM/UNICEF. 2009 (à paraître). *Joint assessment of the impacts of the food price crisis on food security and nutrition*. Rome.
- 32 Consultaion directe avec un représentant principal de la Banque centrale du Nicaragua, avril 2009.
- 33 Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde: L'agriculture au service du développement*. Washington.
- 34 S. Fan et N. Rao. 2003. *Public spending in developing countries: trends, determination and impact*. EPTD Discussion Paper No. 99. Washington, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).
- 35 Pour de plus amples informations, voir S. Fan. 2002. *Agricultural research and urban poverty in India*. Environment and Production Technology Division Discussion Paper No. 94. Washington, IFPRI; S. Fan, P. Hazell et S. Thorat. 2000. Government spending, growth and poverty in rural India. *American Journal of Agricultural Economics*, 82(4): 1038-1051; S. Fan, L. Zhang et X. Zhang. 2000. *Growth, inequality, and poverty in rural China: the role of public investments*. Rapport de recherche de l'IFPRI n° 125. Washington, IFPRI; R. López et G. Galinato. 2007. Should governments stop subsidies to private goods? Evidence from rural Latin America. *Journal of Public Economics*, 91(5): 1071-1094; S. Fan, X. Zhang et N. Rao. 2004. *Public expenditure, growth and poverty reduction in rural Uganda*. DSGD Discussion Paper No. 4. Washington, IFPRI; S. Fan, D. Nyange et N. Rao. 2005. *Public investment and poverty reduction in Tanzania: evidence from household survey data*. DSGD Discussion Paper No. 18, Washington, IFPRI.
- 36 C. Paxton et N. Schady. 2005. Child health and economic crisis in Peru. *The World Bank Economic Review*, 19(2): 203-223.
- 37 M. Ravallion. 2002. Who is protected? On the incidence of fiscal adjustment. Document de travail de la Banque mondiale. Washington (disponible à l'adresse suivante: <http://imf.org/external/np/res/seminars/2002/poverty/mr.pdf>); P. Lanjouw, P. Menno, S. Fadia, S. Haneen et S. Robert. 2001. *Poverty, education and health in Indonesia: who benefits from public spending?* Policy Research Working Paper 2739. Washington, Banque mondiale.
- 38 Ravallion (2002), voir note 37.
- 39 FAO. 2008. Déclaration de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies, adoptée le 5 juin 2008; Banque mondiale. 2008. *Rising food prices: policy options and World Bank response*. Washington; J. von Braun. 2008. *High food prices: what should be done?* IFPRI Policy Brief 1. Washington, IFPRI.
- 40 U. Gentilini et S.W. Omamo. 2009. *On social safety nets*. Manuscrit. Rome, FAO.
- 41 F. Ellis, S. Devereux et P. White. 2009. *Social protection in Africa*. Cheltenham, Royaume-Uni, Edward Elgar Publishing; Banque mondiale. 2007. *Social protection in Pakistan: managing household risks and vulnerability*. South Asia Region Report No. 35472-PK. Washington.
- 42 P. Lindert. 2004. *Growing public: social spending and economic growth since the eighteenth century*. Cambridge, Royaume-Uni, Cambridge University

Press; S. Devereux et R. Sabates-Wheeler. 2004. *Transformative social protection*. IDS Working Paper No. 232. Brighton, Royaume-Uni, Institute of Development Studies.

- 43 T. Owens, J. Hoddinott et B. Kinsey. 2003. Ex-Ante actions and ex-post public responses to drought shocks: evidence and simulations from Zimbabwe. *World Development*, 31(7): 1239-1255; H. Alderman. 2002. *Subsidies as a social safety net: effectiveness and challenges*. Social Protection Discussion Paper No. 0224. Washington, Banque mondiale; S. Chaudhuri et M. Ravallion. 2006. *Partially awakened giants: uneven growth in China and India*. Policy Research Working Paper No. 4069. Washington,

Banque mondiale; M. Ravallion. 2003. Targeted transfers in poor countries: revisiting the trade-offs and policy options. Social Protection Discussion Paper No. 0314. Washington, Banque mondiale.

- 44 Banque mondiale. 2008. For protection and promotion: the design and implementation of effective safety nets. Washington; H. Alderman. 2002. *Subsidies as a social safety net: effectiveness and challenges*. Social Protection Discussion Paper No. 0224. Washington, Banque mondiale.
- 45 H. Alderman et T. Haque. 2007. *Insurance against covariate shocks: the role of Index-based insurance in social protection*

in low-income countries in Africa. African Human Development Series Working Paper No. 95. Washington, Banque mondiale; S. Dercon. 2004. Risk, poverty and public action. Dans S. Dercon, éd. *Insurance against poverty*. Oxford, Royaume-Uni, Oxford University Press.

- 46 U. Gentilini. 2009. Social protection in the "real" world: issues, models and challenges. *Development Policy Review*, 27(2): 147-166.
- 47 FAO. 2005. *Voluntary Guidelines to support the progressive realization of the right to adequate food in the context of national food security*. Rome.

■ Sources pour les figures

Figure 9: Instituto Nacional de Estadística y Censos (Argentine). 2009. Porcentaje de hogares y personas bajo las líneas de pobreza e indigencia (disponible à l'adresse suivante: http://www.indec.mecon.ar/principal.asp?id_tema=534); National Economic and Social Development Board (Thaïlande). 2004. Thailand's official poverty line. Document présenté à l'International Conference on Official Poverty Statistics: Methodology and Comparability, 4-6 octobre, 2004, Manille, Philippines (disponible à l'adresse suivante: http://www.nscb.gov.ph/poverty/conference/papers/7_Thai%20official%20poverty.pdf); Banque

mondiale. 2005. Mexique: *Income generation and social protection for the poor*. Washington.

Figure 16: Établie à partir des données de S. Bhalotra et M. Umaña-Aponte. 2009. Distress work amongst women? Micro data evidence from 66 developing countries on women's work participation as an insurance device. Bristol, Royaume-Uni, Département d'économie, Université de Bristol.

Figure 17: Établie à partir des données de S. Baird, J. Friedman et N. Schady. 2007. *Aggregate income shocks and infant*

mortality in the developing world. World Bank Policy Research Working Paper no 4346. Washington, Banque mondiale.

Figure 23: Établie à partir des données de A. Crego, D. Larson, R. Butzer et Y. Mundlak. 1998. A new database on investment and capital for agriculture and manufacturing. Policy Research Working Paper no 1213. Washington, Banque mondiale; G. Anriquez et S. Daidone. À paraître. An updated international database on agricultural investment. Rome, FAO.

Figure 24: U. Gentilini. et S.W. Omamo 2009. *On social safety nets*. Draft. Rome.

■ NOTES pour le tableau - 1

- 1 Objectif du Sommet mondial de l'alimentation: réduire de moitié, entre 1990-92 et 2015, le nombre de personnes sous-alimentées.
- 2 Objectif 1 du Millénaire pour le développement, cible 1C: réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim. Indicateur 1.9: Part de la population vivant sous le seuil minimum d'apport énergétique alimentaire (sous-alimentation).
- 3 Les estimations relatives à la période 2004-06 sont les plus récentes et la période de référence est 1990-92. Pour les pays qui n'existaient pas pendant la période de référence, la proportion de sous-alimentés de 1990-92 se base sur 1993-95 et le nombre de personnes sous-alimentées est basé sur leur population en 1990-92 et cette proportion.

Les pays révisent régulièrement leurs statistiques officielles passées et présentes. Les données démographiques des Nations Unies sont également révisées régulièrement. Lorsque cela se produit, la FAO corrige ses estimations de la sous-alimentation en conséquence. Les utilisateurs sont donc invités à considérer la variation des estimations dans le temps uniquement pour une même publication sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et à ne pas comparer des données publiées dans des éditions correspondant à des années différentes.

Les chiffres entre crochets qui suivent le nom des pays désignent la catégorie de prévalence (proportion de la population sous-alimentée en 2004-06):

- [1] < 5 % de personnes sous-alimentées
- [2] 5-9 % de personnes sous-alimentées
- [3] 10-19 % de personnes sous-alimentées
- [4] 20-34 % de personnes sous-alimentées
- [5] ≥ 35 % de personnes sous-alimentées

Les pays en développement pour lesquels les données sont insuffisantes ne figurent pas dans le tableau.

- * Ratio nombre actuel/nombre de référence de sous-alimentés – ratio par rapport à l'objectif du SMA = 0,5
- ** Ratio prévalence actuelle/prévalence de référence de la sous-alimentation – ratio par rapport à la cible de l'OMD = 0,5
- *** Les estimations provisoires pour l'Afghanistan et l'Iraq (Proche-Orient et Afrique du Nord), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (Asie et Pacifique) et la Somalie (Afrique de l'Est), qui ne sont pas citées séparément, ont toutefois été incluses dans les chiffres globaux régionaux. Les pays développés ont été inclus dans les estimations mondiales.
- **** L'Érythrée et l'Éthiopie n'étaient pas deux entités distinctes en 1990-92, mais les estimations du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans l'Ex-République démocratique populaire d'Éthiopie sont incluses dans les chiffres régionaux et sous-régionaux globaux pour cette période.

LÉGENDE

- Proportion inférieure à 5% de sous-alimentés.
- so sans objet.
- 0,0 Zéro ou inférieur à la moitié de l'unité présentée.
- ns Non significatif.

SOURCES

Population totale: Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population. 2007. *World Population Prospects: The 2006 Revision*. New York, États-Unis d'Amérique.

Sous-alimentation: estimations de la FAO.

■ NOTES pour le tableau - 2

- 1 DEA = disponibilité énergétique alimentaire disponible pour la consommation humaine.
- 2 Les données reportées dans cette colonne incluent les envois de fonds des travailleurs, la rémunération des salariés et les transferts des migrants.
- 3 L'aide publique au développement (APD) nette se compose des versements de prêts conclus à des conditions libérales (hors remboursements du principal) et des dons accordés par des organismes officiels des membres du Comité d'aide au développement (CAD), par des institutions multilatérales et par des pays n'appartenant pas au CAD, dans le but de promouvoir le développement et la prospérité économiques dans les pays et territoires de la liste des destinataires de l'APD établie par le CAD. Elle comprend les prêts assortis d'un don d'au moins 25 pour cent (calculés à un taux d'actualisation de 10 pour cent).
- 4 L'investissement étranger direct (IED) représente le flux net entrant des investissements destinés à acquérir une participation durable au capital (10 pour cent ou plus des droits de vote) au sein d'une entreprise opérant dans une économie différente de celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, du réinvestissement des bénéficiaires, d'autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme tels qu'ils apparaissent dans la balance des paiements. Cette série présente l'IED net total, c'est-à-dire l'IED net réalisé dans l'économie déclarante par des sources étrangères moins l'IED net réalisé par l'économie déclarante dans le reste du monde. Les données sont fournies en USD courants.
- 5 La balance des transactions courantes est la somme des exportations nettes de biens et services, des recettes nettes et des transferts courants nets.
- 6 Les réserves totales comprennent les avoirs en or monétaire, les droits de tirage spéciaux, les réserves des membres du Fonds monétaire international (FMI) détenues par le FMI et les avoirs en devises sous le contrôle des autorités monétaires. La composante or de ces réserves est évaluée à partir des cours de Londres de fin d'année (31 décembre). Cet élément montre les réserves exprimées en nombre de mois d'importations de biens et services susceptibles d'être réglés.
- 7 L'excédent ou le déficit de trésorerie correspond aux recettes (dons inclus) moins les dépenses, moins l'acquisition nette d'avoirs non financiers. Dans le manuel des statistiques des finances publiques (SFP) de 1986, les avoirs non financiers étaient inclus en termes bruts dans les recettes et dépenses. Cet excédent ou ce déficit de trésorerie est le plus proche du solde budgétaire général utilisé précédemment (il y manque les prêts diminués des remboursements, qui constituent à présent un élément de financement pris en compte dans l'acquisition nette d'avoirs financiers).

Les chiffres entre crochets qui suivent le nom des pays désignent la catégorie de prévalence (proportion de la population sous-alimentée en 2004-06):

- [1] < 5 % de personnes sous-alimentées
- [2] 5-9 % de personnes sous-alimentées
- [3] 10-19 % de personnes sous-alimentées
- [4] 20-34 % de personnes sous-alimentées
- [5] ≥ 35 % de personnes sous-alimentées

L'Afghanistan et l'Iraq (Proche-Orient et Afrique du Nord), Papouasie-Nouvelle-Guinée (Asie et Pacifique) et Somalie (Afrique de l'Est) ne sont pas cités séparément.

LÉGENDE

- a: 2003
- b: 2005
- c: 2006
- d: 2001
- e: 2004
- f: 2002
- nd: Non disponible.

SOURCES

Transferts de fonds des travailleurs: Banque mondiale (Groupe de travail sur les migrations)

Autres indicateurs financiers: *World Development Indicators* (en ligne, données extraites le 31 mars 2009).

Indicateurs alimentaires: FAO.

Photos de la couverture: *Toutes les photos proviennent de la Médiabase de la FAO*

**Des copies des publications de la FAO
peuvent être obtenues auprès du:**

GRUPE DES VENTES ET DE LA COMMERCIALISATION
Division de la communication
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Courriel: publications-sales@fao.org
Télécopie: (+39) 06 57053360
Site Web: <http://www.fao.org/catalog/inter-e.htm>

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde

2009

Crises économiques – répercussions et enseignements

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009 présente les dernières statistiques sur la sous-alimentation à l'échelle mondiale, parvenant à la conclusion que des problèmes structurels de sous-investissement ont empêché de progresser vers l'accomplissement de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation et du premier des Objectifs du Millénaire pour le développement relatif à la cible de la réduction de la faim. Cette situation décevante a été aggravée d'abord par la crise alimentaire, et maintenant par la crise économique mondiale, dont les effets conjugués ont porté à plus d'un milliard le nombre des personnes sous-alimentées dans le monde, et cela pour la première fois depuis 1970.

Le rapport illustre les voies de transmission de la crise économique aux pays en développement, présente une série d'études de cas montrant comment les pauvres s'efforcent de faire face à des chocs de grande ampleur dont ils ne sont pas responsables. Cette crise diffère de celles que les pays en développement ont connues dans le passé, parce qu'elle frappe simultanément le monde entier, qu'elle vient s'ajouter à une crise alimentaire qui a déjà mis à rude épreuve les mécanismes de parade des pauvres et parce qu'aujourd'hui les pays en développement sont plus intégrés dans l'économie mondiale que lors des décennies précédentes.

Dans le contexte de pressions financières considérables auxquelles sont exposés les gouvernements, l'action sur deux fronts reste un moyen efficace pour répondre à l'augmentation de la faim dans le monde. Un renforcement des investissements dans le secteur agricole, notamment en biens publics, sera essentiel pour pouvoir éradiquer la faim. Par ailleurs, les filets de sécurité destinés à protéger les personnes les plus pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, constituent un élément essentiel de cet investissement car il convient de donner aux plus démunis la possibilité de se nourrir dès à présent, même si les investissements à plus long terme n'ont pas encore porté tous leurs fruits.

ISBN 978-92-5-206288-2



10676F/1/8.09/0000